Vol. 7 • No. 10 • Du 18 au 24 Septembre 2013
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ
JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

# JEAN RENEL SANON EST-IL IMPLIQUÉ DANS LE TRAFIC DE DROGUE AVEC EVINX DANIEL ?





Voir page 4

Le ministre de la justice, Jean Renel Sanon a expédié des avocats, fonctionnaires de l'Etat pour aller assurer la défense de ce narcotrafiquant, Daniel Evinx qui a recouvré sa liberté le vendredi 13 septembre, soit 24 heures après une garde à vue.

# MANIFESTATION ANTI-MARTELLY !




Wendell Polynice/Haïti Liberté

Voir page 4

Le samedi 14 septembre, la population du Nord n'a pas chômé. Elle était dans les rues en foule pour réclamer le départ de Martelly et de son équipe au pouvoir.



**Konplo sasinay kont kèk palmantè? Yon entèvyou ak Senatè John Joël Joseph!**
Page 6

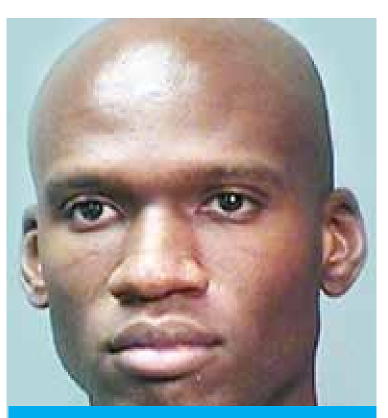
**English Page 9**



**Haïti, vue de l'intérieur (2) Le pouvoir judiciaire**
Page 7



**Entretien avec Nicolas Maduro « Au Venezuela, le "gouvernement de rue" est une révolution dans la révolution »**
Page 10



**Etats-Unis : Fusillade à Washington, 13 morts !**
Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210

Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

# Une nouvelle ère de lutte s'annonce!

**Par Berthony Dupont**

Il ne fait pas de doute que le pays est décidé à entrer dans une ère nouvelle de lutte contre la politique impérialiste des capitalistes. Mais quand même, il est certain que le peuple continuera à vaquer quotidiennement à ses affaires habituelles pour gérer sa misère et cette pauvreté déshumanisante programmée et presque institutionnalisée qui se renforce grâce aux programmes bidons de développement du gouvernement corrompu et pillageur de Martelly-Lamothe.

Le pays traîne sans un gouvernement efficace. Alors, préférons-nous donc l'encourager à continuer ainsi ou nous engager à l'éliminer pour le remplacer afin de débloquer la situation, vu que Martelly et ses collaborateurs ne peuvent abandonner leurs pratiques illicites de corruption et de drogues ? Quelle honte pour un pays qui a produit Jacques Alexis, Paul Laraque, Jacques Roumain, Hamilton Garoute, Benoît Batraville, Anténor Firmin, Charlemagne Péralte et Pierre Sully pour ne citer que ceux-là.

Il est certain qu'Haiti commence à vivre aujourd'hui la fin d'un règne, d'un régime sans scrupules apparemment sans issue pour surmonter ses impasses. Voilà pourquoi, ce sont les forces occupantes qui dirigent et prennent des positions abracadabrantes, du fait que Martelly et Lamothe sont depuis un laps de temps étrangers aux réalités du pays, étant donné que leurs opinions ne sont pas concordantes sur la conjoncture politique. Il se constate que Martelly ne sait pas ce que Lamothe fait et vice versa : quand le vote de la loi électorale à la chambre des députés est applaudi par Lamothe, il est critiqué par les députés au service de Martelly ; ce qui en dit long. Mais, tentative quand même de gagner du temps en vue de poursuivre la déstabilisation du pays et de permettre le renforcement de l'occupation afin de perpétrer de nouvelles agressions. Les élections claironnées par les impérialistes et qui n'auront pas lieu, ne sont que des tentatives cousues de fil blanc et destinées à détourner l'attention du peuple de ses graves problèmes afin de le tenir dans un attentisme éternel.

La lutte ne fait que commencer à peine. Et il est presque certain que dans la période à venir les masses haïtiennes vont prouver concrètement que rien ne peut défaire un peuple lorsqu'il est uni pour le changement. Les masses souveraines doivent utiliser la puissance et la dignité morale qui les animent pour annoncer catégoriquement au président qu'il est déposé. Oui, nous pouvons le faire !

Ainsi, l'appel des organisations populaires à non seulement manifester le 30 mais à se réunir le 29 septembre prochain pour planifier ensemble une alternative populaire nationale est indispensable. Osons donc nous engager pour faire surgir des masses populaires de nouveaux gouverneurs de la rosée humaine et des soldats du Général Soleil.

Osons nous engager en ce mois commémorant l'anniversaire de Naissance du fondateur de la Nation, Jean Jacques Dessalines. Ne nous bornons pas à sanctifier nos ancêtres révolutionnaires au risque de les trahir par notre incapacité à suivre leur exemple. Mais pour accomplir notre propre rôle, marchons sur la grande avenue de lumière et de lutte révolutionnaire qu'ils nous avaient tracée.

Armons-nous de leur perspicace intelligence, de leurs capacités mises au service du progrès, de leur confiance dans la force des masses populaires pour assumer honnêtement notre condition humaine.

Jusqu'à présent, les étudiants semblent rester insensibles aux dérives de la Nation et des masses souffrantes du pays qui ignorent de quoi demain sera fait pour eux. Il ne faut pas que ce soit parmi les étudiants comme par le passé que les ennemis du peuple doivent espérer trouver des naïfs, des complices et des traîtres. Il est tout à fait souhaitable que les étudiants s'engagent à prendre leur responsabilité historique aux côtés des paysans, des travailleurs, pour défiler comme dans le passé dans les rues, scandant : Nous voulons un gouvernement honnête, civil et populaire qui soit notre choix propre.

Notre position ne doit pas être ambiguë. Il faut que la grande majorité du pays prenne conscience que sans le renvoi de Martelly et de Lamothe, seuls les trafiquants de drogue auront le vent en poupe dans ce pays où rien n'a plus aujourd'hui aucun sens ni de valeur.

Il faut que la majorité du pays ne se croise plus les bras. Que les citoyens se lèvent comme nos ancêtres pour forcer les occupants violeurs de nos enfants, garçons et filles â laisser le pays le plus vite que possible.

C'est en ce sens que nous comptons beaucoup sur les forces populaires et nous sommes absolument convaincus de leur sincérité et de leur volonté d'aller jusqu'au bout dans cette lutte qui annonce une nouvelle ère pour le pays.

# Un substitut Commissaire du Gouvernement victime de l'arbitraire d'un policier

**Par Yves Pierre-Louis**

Pierre Joseph Gérard, substitut commissaire du gouvernement près le Tribunal de Première Instance de Port-Au-Prince a été victime d'un acte arbitraire d'un policier à la rue Pavée, au centre de la capitale, le jeudi 12 septembre 2013. C'était aux environs de 4 heures de l'après-midi. Le commissaire était en route pour rentrer chez lui. Arrivé à la rue Pavée, à la station du Canapé-vert, son chauffeur a fait un arrêt pour déposer une employée qui était avec lui dans son véhicule. Un policier a fait alors son apparition et a saisi le chauffeur au collet. Après de vives discussions, le commissaire est descendu son véhicule et a présenté son badge du ministère de la Justice que le policier n'a même pas pris le temps de regarder. Il a frappé le substitut, et l'a jeté par terre dans une mare d'eau nauséabonde.

Suite à cet incident malheureux, le commissaire s'est rendu au sous-commissariat du bas de la rue Pavée où il n'a trouvé personne pour le recevoir. Tous les policiers qui s'y trouvaient avaient vidé les lieux en apprenant qu'il s'agissait d'un commissaire du gouvernement. Alors, le commissaire a été obligé de faire appel au commissaire en chef du Parquet qui ne s'est pas montré , et n'a finalement trouvé personne à qui parler. L'affaire est actuellement en cours au Parquet, cependant le policier en question est en cavale ou bien il est protégé par de hautes autorités du pouvoir.

Par surcroit, le commissaire Pierre Joseph Gérard fait partie d'une vingtaine d'employés du ministère de la Justice et de la Sécurité publique (MJSP), recrutés depuis avril 2011 et qui n'ont jamais reçu un sou comme émoluments. Les arriérés de salaire du groupe d'employés s'élèvent a environ 30 millions de gourdes et ceux du commissaire Gérard a deux millions trois cent quatre-vingts dix-neuf mille sept cent soixante (2, 399,760.00), gourdes. Au cours de l'exercice fiscal 2012-2013, les responsables du ministère de la Justice leur ont fait savoir que c'est le manque de disponibilités qui est à la base de cette irrégularité.

Dans une correspondance datée du 17 avril 2013 adressée au ministre Jean Renel Sanon, le commissaire Gérard a écrit ce qui suit : « Deux années consécutives, du 31 mars 2011 au 31 mars 2013…, je n'ai jamais reçu, même pas un sou, des émoluments auxquels j'ai droit, en ma qualité de Magistrat intègre, Substitut/commissaire du gouvernement, au Tribunal, de Première Instance du Parquet de Port-Au-Prince.

Dans l'intention manifeste de vouloir encaisser ma paye, un jour ou l'autre, j'ai entrepris des démarches tous azimuts au MJSP et ailleurs. »

Voilà donc, la situation de la Justice en Haïti, des commissaires du gouvernement et d'autres employés du MJSP passant plus de trois ans sans toucher leurs émoluments pour subvenir à leurs besoins. Le refus de payer aux employés leurs émoluments n'ouvre-t-il pas la porte beaucoup plus large à toutes sortes de corruption.

# Le commissaire de la PNH, Vanel Lacroix, arrêté à Léogâne

Le week-end dernier, à la Rue Saint Laurent, Ville de Léogâne, Ouest, lors d'une opération policière musclée dirigée par le commissaire Wilson Hypolite, l'escroc Vanel Lacroix, commissaire de police affecté à la direction générale de la Police Nationale d'Haïti (PNH) a été arrêté, alors qu'il était en pleine besogne de vol. Le bandit Lacroix, muni de son badge de Police Nationale d'Haïti était accompagné dans sa voiture de deux autres dangereux bandits, deux anciens policiers également: Izma Marcelin et Jerry Leconte. Ce dernier revenait à peine de la Jamaïque. Ancien policier affecté au commissariat de Jacmel, il fut condamné pour des infractions graves commises sous le couvert des uniformes de l'institution policière. En taule au Pénitencier National pour avoir été impliqué dans un acte de kidnapping au Canapé vert le 11 Janvier 2009, il fut l'un des évadés de prison du 12 Janvier 2010 qui ont pris la fuite vers les Etats Unis d'Amérique. Quant au policier Izma Marcelin, emprisonné au Pénitencier National pour son implication dans le trafic de stupéfiant, il s'était sauvé de prison le 31 mai 2007.

A rappeler que Vanel Lacroix, ancien commissaire responsable du commissariat de Pétion-Ville avait été emprisonné pour son implication présumée dans l'assassinat du jeune Serge Démosthène dans le dit commissariat en Juin 2011, alors que le commissaire conduisait une enquête sur la mort du feu Guito Toussaint. « Ayant été informés de la situation à Léogâne où des individus lourdement armés circulent à Chatulé, nous nous sommes rendus au commissariat central de Léogâne. Nous avons ensuite informé notre supérieur hiérarchique immédiat, le commissaire divisionnaire, Michael Gédéon qui nous a renforcés d'un « back up » de policiers. 15 minutes plus tard, on nous a appris que les bandits circulaient en direction de la ville. Nous nous sommes partis après eux jusqu'à les acculer au niveau de la Rue ST Laurent, proche du commissariat d'Anacaona. Refusant d'obtempérer, j'ai ordonné à mes hommes d'attaquer leur véhicule au niveau des pneus, ainsi, nous sommes parvenus à maitriser ces bandits qui ne sont autres que Vanel Lacroix, Jerry Leconte et Izma Marcelin, 3 membres de la PNH, les mettant en état d'arrestation. Fouillant le véhicule, nous avons confisqué un fusil d'assaut de calibre fyle, 4 pistolets dont 1 Colt 45 et 3 Taurus et 84 chemises civiles appartenant toutes au commissaire Lacroix. Ainsi, nous avons appelé un juge de paix qui eut à procéder au constat des objets trouvés dans le véhicule…Accompagné de l'ancien policier Izma Marcelin, ce chef de la PNH allait trouver Jerry à Léogâne. Celui-ci devait lui donner $ 300 US pour alimenter sa voiture en carburant, dit-il. Munis du rapport d'arrestation et des ordres de transfert, nous avons remis les 3 inculpés à la Direction Générale de la Police Judiciaire (DCPJ) pour les suites nécessaires.»



**Vanel Lacroix, ancien commissaire responsable du commissariat de Pétion-Ville**

# Une adolescente de 17 ans violée à Léogâne par un agent de la MINUSTAH

**Par Jackson Rateau**

Dans le cadre de sa campagne de violence et de terreur contre la population haïtienne, une autre fois encore, la MINUSTAH a récidivé, commettant un autre acte de honte et d'humiliation à l'encontre de la jeunesse montante d'Haïti. En effet, dans l'après-midi du dimanche 15 Septembre dernier, dans le quartier de Chatulé, commune de Léogâne, Route Nationale # 2, Ouest, une adolescente du nom de Wideline Pierre a été écrasée de la manière la plus humiliante par un agent de la force d'occupation du pays MINUSTAH qui l'a sauvagement violée. L'assassin, pour avoir accès à l'endroit où s'était refugiée la fille, a escaladé un mur, prenant ainsi d'assaut le coin de refuge de la victime.

Selon le commissaire de police de Léogâne Wilson Hypolite, ayant appelé le juge de paix de la ville de Léogâne pour le constat du crime, le violeur ou voleur de la MINUSTAH a pénétré Wideline à travers son sexe et également son anus. Au moment du constat, le juge de paix a confisqué des préservatifs fraichement utilisés. De telles pièces à conviction font partie, évidemment, du corps du délit « …Oui, effectivement, un agent de la MINUSTAH a sauvagement violé une adolescente du côté de Chatulé à Léogâne. Le violeur du nom de Kenny Danoshka fit signe à Wideline de l'approcher, alors qu'elle était de passage dans le dit quartier, sur la Route Nationale # 2. La jeune fille qui n'avait pas obtempéré, alla vite se réfugier dans l'encoignure d'un mur. Elle a été finalement rattrapée par l'agent à partir d'une ouverture forcée qu'il a forgée en escaladant le mur. Il l'a pénétrée par son sexe ainsi que par son anus. Ayant découvert les traces de passage par-dessus un mur préalablement escaladé par le violeur, et également des préservatifs fraîchement utilisés, nous avons fait appel au juge de paix de Léogâne qui s'est fait accompagner du substitut commissaire du gouvernement de Petit-Goâve pour le constat légal. Nous avons pourvu la victime d'une ordonnance l'admettant à un hôpital privé de Petit-Goâve pour les examens appropriés. Elle nous a ensuite apporté un certificat médical que nous avons attaché à son dossier pour les suites légales. Il revient maintenant à la justice haïtienne de remplir son devoir pour que justice soit rendue et réparation accordée à la jeune fille ainsi que sa famille…Informés par un interprète, nous avons appris que l'agent (Kenny Danoshka) a été rappelé à la base centrale de la MINUSTAH à Bizoton », a ainsi précisé le commissaire de la PNH de Léogâne, Wilson Hyppolite.

Les agents de la MINUSTAH sont doublement protégés par leur immunité ainsi que par le gouvernement traitre, lèche-cul d'Haïti. De par son attitude de mépris envers son peuple, ce gouvernement a déjà blanchi la MINUSTAH qui, à travers la terrible pandémie de choléra, a décimé 8 mille compatriotes haïtiens et infecté plus que 700 milles autres. Johnny Jean de Port Salut qui a été sodomisé par des agents de la force d'occupation n'a pas encore trouvé justice. Par ailleurs, ce n'est que le lundi 16 Septembre 2013 dernier, à travers l'agence en ligne Alter presse, que les informations nous sont parvenues que la justice uruguayenne a libéré les 4 agents de son contingent en Haïti qui avaient commis l'acte infâme de sodomisation sur le jeune Johnny Jean. Le gouvernement des Bandits légaux de Martelly/Lamothe n'a pipé mot de cet acte de honte et d'humiliation sur notre peuple par cette mission d'occupation du pays. Justice n'est pas encore rendue à la famille de Gilles, ce garçon de 16 ans, pendu au Cap-Haitien par les agents de la MINUSTAH,

Certainement, et de toute évidence, Wideline Pierre et sa famille vont être négligées et même persécutées par la MINUSTAH et ses protecteurs, Martelly et Lamothe.

# Une semaine de manifestation anti-Martelly !

**Par Isabelle L. Papillon**

Le peuple haïtien commence à se soulever en grand nombre contre le régime anti-démocratique Martelly-Lamothe un peu partout dans le pays. Les principales revendications des manifestants restent et demeurent le départ inconditionnel de Martelly *à la tê*te du pays. Ils les reprochent des violations graves et flagrantes de la constitution, de la loi de finances des deux derniers exercices fiscaux; leur refus d'organiser des élections depuis plus de deux ans, la vassalisation des deux autres pouvoirs, en l'occurrence le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire; la pratique de corrompre certains de leurs membres leurs manœuvres à rendre dysfonctionnelles les institutions des collectivités territoriales; leurs implications au décès suspect du juge Jean Serge Joseph, d'avoir mentir à la Nation, de s'être livrés à des bamboches carnavalesques au lieu de travailler à la bonne marche des institutions du pays; et enfin, lur volonté manifeste d'instaurer à nouveau un régime dictatorial, fasciste et arbitraire dans le pays.

Depuis plus de deux ans à la tête du pays, le régime kaletèt de Martelly ne fait que renforcer un Etat irresponsable, un Etat confiscatoire et sadomasochiste. Pour stopper de façon institutionnelle toutes ces dérives, 13 députés courageux ont signé et fait le dépôt d'une proposition d'acte de mise en accusation contre le président Martelly et le Premier ministre Lamothe, par devant le bureau de la chambre des députés. Le président de l'Assemblée nationale, Desras Simon Dieuseul, dans son discours de clôture de la deuxième session ordinaire de la 49*ème législature, le lundi 9 septembre dernier*, a bien indiqué que le président Martelly a organisé au moins 4 carnavals, zéro élection et la réouverture des classes n'a jamais eu lieu en septembre depuis l'arrivée du régime kalétèt de Martelly au pouvoir en Haïti.

Face à cette situation qui se dégrade de jour en jour, le peuple haïtien, seul souverain, commence à se réveiller pour limiter les dégâts de cet éléphant dans un magasin de faïences. C'est dans cette perspective qu'une semaine de manifestation a été réalisée par la population de diverses régions du pays et des victimes du tremblement de terre du 12 janvier 2010. Les manifestants pointent du doigt la gestion catastrophique de l'administration Martelly-Lamothe qui a un impact direct très négatif sur la vie des couches les plus défavorisées du pays.

Le lundi 9 septembre 2013, plusieurs centaines de personnes ont gagné les rues de la ville de Jacmel, à l'initiative du Groupe Révolutionnaire d'Appui du Sud-Est (GRAS), Rassemblement pour l'Avancement des Sudesois d'Haïti (RASH) et OJEDESE pour protester contre la hausse des bordereaux de l'EDH, le blackout et les mauvaises conditions de vie de la population du Sud-Est. Les manifestants ont dénoncé *également les élus du Sud-Est, particulièrement les sénateur*s Wenceslass Lambert et Edwin Zenny qui ont promis du carburant à la centrale électrique de Jacmel depuis des lustres mais qui jusqu'à présent, n'ont pas honoré leurs promesses. Ils préfèrent se mettre du côté du pouvoir kaletèt au lieu de défendre les intérêts de la population. Le même jour, les victimes du tremblement de terre du 12 janvier qui vivent toujours sous des tentes dans des conditions infrahumaines, sous menace d'expulsion forcée dans différents endroits de la zone métropolitaine de Port-Au-Prince, de la rue Tiremasse, au local de la Teleco sans-fil, de Mariani au village Magon et à Sous Matelas au niveau de la route nationale # 1 ont manifesté contre leur expulsion forcée et les mauvaises conditions dans lesquelles ils s'adonnent à vivre depuis le séisme. Ils exigent la construction de logements sociaux *décents et du* changement dans les conditions de vie de la population déplacée.

Les habitants de Cité Soleil ont eux aussi manifesté devant les locaux du Parlement haïtien pour dénoncer l'insécurité programmée dans la Cité, avec la complicité des proches du président Martelly au Palais national, des agents intérimaires municipaux et du député Almethis Junior. Ils ont dénoncé en outre la faim, la misère et le ch*ômage qui sévissent dans la Cité*. Le mardi 10 septembre, les militants du Mouvement de Liberté, d'Egalite et de Fraternité des Haïtiens (MOLEGHAF) étaient une fois de plus au rendez-vous devant le ministère des Affaires sociales et du Travail (MAST) dans leur énième sit-in pour exiger des changements palpables dans la vie des habitants des quartiers populeux et de l'emploi pour les jeunes de ces quartiers. Ils ont profité de l'occasion pour dénoncer la corruption et le gaspillage des fonds publics qui gangrènent l'administration Martelly-Lamothe.

Le mercredi 11 septembre, à l'occasion du 25*ème* anniversaire du massacre et de l'incendie de l'église de Saint-Jean Bosco, le 11 septembre 1988, et *à l'appel du Mouvement National d'Opposition* Populaire(MONOP), des centaines de manifestants ont gagné les rues pour marquer cette date sombre dans l'histoire politique récente d'Haïti. Arm*és* de pancartes, de branches d'arbres, ces manifestants se sont réunis devant ce qui reste de l'église de Saint-Jean Bosco et après une courte cérémonie au Flambeau, la manifestation a démarré avec des slogans hostiles au pouvoir kaletèt *: « Grenadye alaso sa ki mouri zafè a yo. Aba Martelly ! Wè pa wè fòk Martelly ale ! »* Partant de Saint-Jean Bosco, la manifestation a pris la direction de La Saline en longeant la rue Saint-Martin, Solino pour déboucher sur l'avenue Pouplard en passant par le Fort National pour enfin arriver au Champ-de-Mars en direction du Palais national où les dirigeants allaient délivrer un message au peuple haïtien. Arrivés *à l'intersection des rues Lamarr*e et Lalue, les policiers qui avaient barricadé toutes les rentrées du champ-de-mars ont brutalement mis fin à cette manifestation à coups de gaz lacrymogène et des tirs nourris contre les manifestants. Le bilan s'est soldé par des blessés légers.

Le jeudi 12 septembre des policiers de différentes unités de la PNH : CIMO, UDMO et des policiers du commissariat de Port-Au-Prince, sur l'ordre du ministre de la Justice, Jean Renel Sanon ont brutalement interrompu un sit-in organisé par la direction de la commission de mobilisation du Mouvement Patriotique de l'Opposition Démocratique (MOPOD) pour exiger la libération des 3 prisonniers politiques, à savoir : Josué et Enold Florestal et Jean-Robert Vincent, mettre fin à toute persécution politique contre des militants et des avocats, tels : André Michel, Newton Saint-Juste et autres. Les protestataires exigeaient également le départ de Michel Martelly à la tête du pays.

Le samedi 14 septembre, la population du Nord n'a pas chômé. Elle était dans les rues en foule pour réclamer le départ de Martelly et de son équipe au pouvoir. Cette manifestation lancée par le Collectif des Militants pour Libérer Haïti s'est déroulée sans aucun incident sous la haute protection des Policiers du Nord renforcée par d'autres agents de la PNH de la capitale. Durant tout le parcours, les manifestants ont lancé un seul slogan : le départ inconditionnel de Michel Martelly à la tête du pays. Une délégation composée de plusieurs personnalités de l'opposition démocratique entre autres, l'agronome Jean André Victor, le Dr TurnebDelpe, Marie Denise Claude, l'ex-député, Evans Gérard Beaubrun ont apporté leur soutien à la manifestation anti-Martelly dans le Nord du pays.

L'opposant farouche au régime kaletèt de Martelly-Lamothe, le sénateur Moise Jean-Charles n'a pas raté ce rendez-vous pour lancer des anathèmes *à l'endroit de Martelly qui, selon lui et de l'avis de plus d'un*, mitonne un projet dictatorial contre le peuple haïtien. Il continue d'appeler la population à la mobilisation générale dans tout le pays pour faire *échec à ce projet qui devrait prendre corps le deuxième lundi de janvier 2014.*

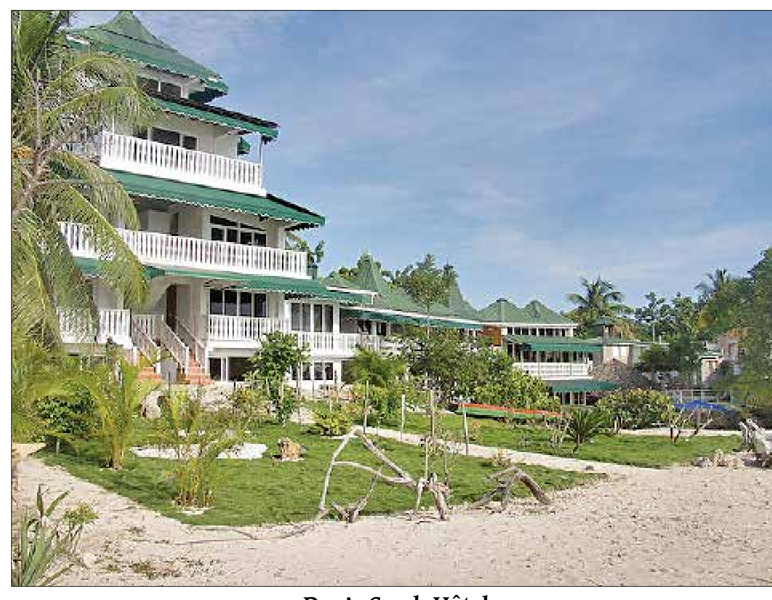
Dans cet ordre d'idées, le présidentMartelly a entamé une série de visites chez certains responsables de partis de la classe politique traditionnelle pour parvenir à asseoir son projet anti-démocratique. Entre- temps, il a déclaré : « *Tout sa m deside se sa k ap fèt, pandan 2 lane m rete pou m pase sou pouvwa a* ». Donc, s'il décide que les élections n'auront pas lieu à la fin de l'ann*ée, il n'y aura pas d'élections.* S'il *décide à* dissoudre le Pouvoir législatif avant le terme du mandat des élus, il n'y aura pas d'entrée parlementaire le deuxième lundi de janvier 2014. Alors que de la France étant le Premier ministre haïtien, Laurent Lamothe saluait le vote du projet de loi électorale à la chambre des députés *à la fin de la semaine dernière, sans pouvoir donner la garantie que les élections a*uraient lieu à la fin de cette année. Il renvoie la balle dans le camp des conseillers électoraux du CTCEP.

Face à cette situation, le camp populaire majoritaire du pays ne reste pas indifférent. Promettant de ne pas laisser à Martelly l'opportunité d'*établir sa dictature* contre le peuple haïtien et de ne plus laisser aux grandes puissances impérialistes le loisir de décider de l'avenir du peuple haïtien ; des organisations populaires conséquentes réunies au sein du KODINASYON DESALIN (KOD) organisera de concert avec d'autres organisations populaires un forum populaire le 29 septembre à Port-Au-Prince et une grande manifestation le 30 septembre, à l'occasion du 22eme anniversaire du coup d'Etat militaire contre le pouvoir du peuple haïtien dirigé alors par l'ex-prêtre, Jean Bertrand Aristide. Ce forum vise à préparer une alternative au pouvoir kaletèt et à *élaborer un projet populaire face au projet anti-démocratique des forces impérialistes.*

# Jean Renel Sanon est-il impliqué dans le trafic de drogue avec Evinx Daniel ?

**Par Thomas Péralte**

L'arrestation du drogue-dealer, Daniel Evinx dans le Sud du pays a permis de mettre en lumière le degré d'implication des hautes autorités de l'Etat haïtien dans le trafic de la drogue. Le commissaire du gouvernement près le Tribunal de Première Instance des Cayes, Me Jean-Marie Salomon qui a procédé à l'arrestation de ce drogue-dealer le jeudi 12 septembre, dernier fait l'objet de menaces de toutes sortes de la part de ses autorités supérieures. Le porte-parole de la Police Nationale d'Haïti, Gary Desrosiers a fait savoir qu'il s'agit de 55 kilos de marijuana.



**Dan's Creek Hôtel**

D'autres noms sont également cités dans cette affaire de drogue, à savoir : l'ex-député, Frenel et Kiko ainsi connu. Selon des informations concordantes, il y avait un petit bateau qui transportait de la drogue le long des côtes sud du pays. Ce petit bateau était tombé en panne de carburant au large de ces côtes. On a même eu le temps d'aller à la recherche de gaz pour faire bouger le bateau. Celui qui allait acheter du carburant a été récompensé. Entretemps la drogue qui s'y trouvai avait été emportée à une destination inconnue.



**Le porte-parole de la Police Nationale d'Haïti, Gary Desrosiers a fait savoir qu'il s'agit de 55 kilos de marijuana**

Evinx Daniel, le propriétaire de Dan's Creek Hôtel de son côté, a fait savoir qu'il avait trouvé des paquets flottants dans la mer au moment où il pilotait son yacht. Il les a transporté chez lui sans le constat d'un juge et il a fait appel à la police pour venir les récupérer. La police arrivée sur les lieux, n'a procédé à aucune arrestation et est repartie avec les paquets. Le commissaire du gouvernement, Jean-Marie Salomon, qui, informé de cette affaire, fit procéder à l'arrestation de Evinx et transféra le dossier en toute urgence au cabinet d'instruction.

Le ministre de la justice, Jean Renel Sanon a expédié des avocats, fonctionnaires de l'Etat pour aller assurer la défense de ce narcotrafiquant, Daniel Evinx qui a recouvré sa liberté le vendredi 13 septembre, soit 24 heures après une garde à vue. Des rumeurs qui circulaient depuis des jours ont fait croire que le commissaire du gouvernement, Jean-Marie Salomon avait été limogé par le ministre de la justice, Jean Renel Sanon. Cependant, le commissaire a été à son poste au Parquet des Cayes traitant les dossiers comme à l'accoutumée.

Selon les déclarations de l'ex-délégué départemental, représentant du président Martelly au Sud du pays, Gabriel Fortuné, cette question de drogue est une affaire d'Etat, parce que des appareils répressifs d'Etat, la police et la justice sont impliquées jusqu'au cou, en défendant ce narcotrafiquant, Daniel Evinx. Intervenu comme invité du jour sur les ondes de radio Caraïbes FM, le lundi 16 septembre, il accuse le ministre Sanon également membre du Conseil Supérieur de la Police Nationale d'Haïti d'impliquer tous les appareils répressifs d'Etat dans cette affaire de la drogue. « L'ordre moral de l'Etat s'est totalement effondré. Il y a un vide au niveau du pouvoir. La Police doit dire d'où vient cette drogue et à qui elle appartient. Jean Renel Sanon est un dealer patenté, un violeur et un récidiviste », a-t-il indique.

Il s'interroge sur l'origine et la destination de cette cargaison de drogue débarquée sur les côtes sud du pays. « Est-ce une cargaison envoyée aux autorités du pays ou une cargaison volée ? Comment expliquer qu'un certain Jean Renel dealer et violeur, soit devenu ministre de la justice ? » Il demande au Senat de la République d'assumer ses responsabilités.

Selon le président de la commission Justice au Senat de la République, le sénateur Pierre Francky Exius, des démarches ont été entreprises auprès de ses collègues pour interpeller le ministre Sanon sur les différents actes qu'on lui a reprochés. Le dernier en date, c'est l'affaire de la drogue dans le Sud du pays.

Par surcroit, il met en question la décision des autorités du pays de faire construire deux aéroports au Sud d'Haïti, une zone stratégique pour opérer le transit de la drogue arrivée de la mer des caraïbes. La construction de l'aéroport de l'Ile-a-vache et celui des Cayes n'est-elle pas une stratégie pour renforcer les pistes d'atterrissage des avions transportant de la drogue ? », a-t-il ajouté.

La décision hâtive du ministre Jean Renel Sanon pour sanctionner le commissaire Jean-Marie Salomon pour soi-disant abus d'autorité n'a pas été effective. Le lundi 16 septembre 2013 le commissaire Salomon était à son bureau, traitant normalement ses dossiers. Je suis à mon bureau et je suis confortablement installé dans mon fauteuil », a-t-il répondu.

Ce lundi 16 septembre la population des Cayes a commencé à se mobiliser pour faire échec à ladite décision. Le commissaire Salomon est considéré comme le chouchou de la population pour la façon dont il agit dans sa juridiction. Rappelons que l'année dernière une pareille décision avait été prise contre lui, mais la vigilance de la population avait forcé les autorités centrales à revenir sur cette mesure. Et, le commissaire Salomon continue de servir valablement la population avec la loi comme seule boussole, a-t-il déclaré.

Voilà donc la situation dans laquelle se trouve la justice haïtienne sous le régime kaletèt. Les Magistrats qui appliquent la loi avec équité sont sanctionnés et les bandits notoires sont libérés. Les magistrats «*Zafra*» servant d'instrument de persécution politique et de corruption sont protégés par le pouvoir. Dans ce cas, peut-on parler de l'existence d'un Etat de droit en Haïti, sous un tel régime ? La Justice dans toute sa composante n'est-elle pas devenue un instrument de répression politique contre tous ceux et celles qui ne sont pas d'accord avec le régime totalitaire de Martelly-Lamothe ? Certains disent qu'en Haïti un Etat délinquant et narcotrafic s'installe. Les agissements et le comportement des autorités ne prouvent-ils pas une telle affirmation ?

# Zonbi pri nan lyann

Par Fanfan la Tulipe

Tout le temps que j'ai vécu en Haïti, j'avais toujours souhaité me trouver barbe pour barbe avec un zombi. Au temps où j'étais un croyant, un vrai bon croyant, je priais même les anges et les saints, la Vierge Marie, son Fils et son Beau-père Éternel, de me faire la zombite faveur de mettre sur mon chemin un de ces «revenants», préférablement par une nuit claire de lune. Parce que, par une nuit d'encre, ce pourrait être difficile d'être sûr d'avoir affaire à un mort sorti de son tombeau et revenu à la vie.

Malheureusement, mes prières n'ont jamais été exaucées, ce qui pourrait être à l'origine de cette mécréance que j'ai dû traîner comme un boulet jusqu'à m'en débarrasser éventuellement. C'était d'autant plus frustrant que durant mes années d'enfance et de jeune adolescence, ma grand-mère paternelle – que vous connaissez bien du reste, pour l'avoir déjà rencontrée au hasard de mes textes – faisait allusion, à l'occasion, à un zombi ou des zombis *pri nan lyann*. Parfois, elle se faisait plus explicite : elle parlait de zombis avec les deux pieds pris dans les lianes.

A mon grand désespoir, j'ai laissé Haïti sans avoir jamais vu, ce qu'on appelle vu, de mes deux yeux vu, un zombi. C'était en septembre 1964. J'ai vécu cinq ans à Montréal. Puis, j'ai «atterri» à Philadelphie. Depuis, je n'ai pas bougé sauf, naturellement, pour un voyage de loisir ou pour mettre à jour mes connaissances médicales. Pendant de nombreuses années, j'ai eu très souvent l'occasion d'aller à Brooklyn, et il m'arrivait à l'occasion de sauter dans le métro, le *sobwe*, comme disent les Haïtiens, pour aller visiter Manhattan.

Au cours du trajet, mon attention était régulièrement retenue par ces gens aux yeux hagards, au regard perdu dans un lointain au-delà ; ces passagers présents mais apparemment absents, tellement ils avaient l'air «loin» ; ces individus abrutis par le travail, somnolents de fatigue, un œil ouvert, un œil fermé ; ces jeunes femmes, *nurse's aid*, à l'air *vag*, après avoir fait d'épuisants trois-huit, des *dòbò*, entendez *double*, c'est-à-dire deux postes consécutifs de huit heures.

Mais, ce qui me surprenait et m'amusait à la fois, c'est que arrivés à l'arrêt où il fallait descendre du métro, tout le monde revenait à la réalité du bœuf sur leur dos. Et il n'y a manifestement aucun espoir pour ces *ti katkat* de devenir de gros chats pour un autre



Les deux candidats à la présidence, Jean-Henry Céant (à gauche) et Yves Cristallin, ont porté plainte contre le président du CEP, Gaillot Dorsainvil, et le directeur général du CEP, Pierre-Louis Opont. Parade de perdants. Grand vent, petites voiles. Quel malheur !

1804. Métro, boulot, dodo. Et pour être fidèle à l'inspiration de *Pierre Béarn*: métro, boulot, bistro, mégots, dodo, zéro. Et vive le capitalisme ! Ainsi que sa démocratie, sa liberté, les libertés qu'il prend avec la vérité, ses mensonges, ses couveuses koweïtiennes, ses massacres de Racak, ses guerres de rapine, sa soif inassouvie de pétrole et j'en passe.

Et j'ai eu fini par me dire : c'est vrai que je n'ai jamais vu de zombis en Haïti, mais tout ce monde écrasé de fatigue qui dort un œil ouvert, un œil fermé, tous ces *fonrenyè*, oui, ces *foreigners*, ces étrangers avec ou sans-papier, et même ces Américains, *natifnatal*, abrutis par le travail à la chaîne, toute cette cohorte de travailleurs et travailleuses *dòbò*, rivés au char du capital, sans aucun espoir de devenir des *big shot*, de gros chats, de grosses légumes dans le bouillon-melting pot du capital, ne sont-ils pas l'équivalent des zombis de mon pays ? Sauf que dans le métro ou aux arrêts, je n'ai jamais vu de lianes dans le décor.

Mais le temps jouait quand même en ma faveur. J'avoue pourtant avoir été patient, confiant, persévérant (dans l'attente), jusqu'au jour où un malheur champwellant nommé Hillary Clinton débarqua à Port-au-Prince en ce n'est rien, *bokit* de sèl à la main, cheveux au vent, *kat min mare nan fwon l*, l'air «katminard», pour réveiller et délivrer le zombi Gaillot Dorsainvil pris dans les lianes d'une élection où il fallait trancher entre Madame *Devan devan nèt* et Monsieur *Lanmèd* Lemalélevé. Alors, la lumière fut. Je n'avais plus besoin de clair de lune pour identifier un zonbi *mannmannan*. En pleine nuit champwellarde, je vis Gaillot goûter au gros sel clintonien. Il se réveilla, grogna, brassa les chiffres et scella ainsi à jamais le sort de la Dame à la casquette *devandèyè*.

Il n'y avait pas que Zombi Dorsainvil pris dans les lianes. Il y avait aussi le candidat quasiment officiel Jude Célestin qui se voyait déjà en haut de l'affiche, certain de conquérir le palais national, adulé par de petits flatteurs sans échine, visitant Fidel et Chavez pour se donner, gauchement, un air de gauche. Mais pris dans les lianes d'un complot OEAque, et Préval dépourvu de sel *made in USA*, Zombi Jude se débattit jusqu'à en perdre souffle. Du moins, il lui en restait suffisamment pour faire un discours à la nation. Parlant et déparlant, il s'adressa au peuple «du haut de ma verticalité inviolée, drapé dans mon honneur et dans la carapace (sic) de mes principes et de mes convictions profondes et inentamées (resic)». Vive Jude ! L'inviolable, le vénérable, le respectable, l'inattaquable, l'indomptable et (avec un peu de *je chèch*) l'imbattable.

En apprenant la mauvaise nouvelle de la perdance de Célestin assortie de la gagnance du clown carnavalesque Martelly, Fanmi Lavalas fit parvenir un sachet de gros sel à Yves Cristallin et *Jean-Henry Céant. Les deux perdants se réveillèrent de leur léthargie zombite. Égarés, au sens aussi bien français que créole du terme, les deux zombis prirent du temps avant de réaliser qu'ils étaient empêtrés dans les lianes d'un kout pa konprann. Le cœur gonflé de saisissement, les deux ex-candidats animés d'un courage de sel portèrent plainte.*

*Le tribunal correctionnel décida d'entendre l'affaire pour violation des droits politiques opposant ces ex-candidats à la présidence au Conseil Électoral Provisoire (CEP). Cette violation se cristallisa, selon les plaignants, lors du premier tour des élections présidentielles du 28 novembre 2010, marqué par des fraudes généralisées et par une grande désorganisation qui portèrent plus d'une douzaine de zombis-candidats sur 18 à réclamer l'annulation du scrutin.*

*L'avocat des plaignants, Me Newton Saint Juste, s'était réjoui que le tribunal se fût saisi du dossier, « une preuve que nul n'est au-dessus de la loi [...] et le mot du droit devra finalement être dit ». Me Newton demanda, au nom de ses clients, des dommages de l'ordre de 250 millions de gourdes... Kèrt* **!** *De son côté, Me Stanley Gaston, l'avocat représentant les 8 conseillers électoraux et le Directeur Général du CEP, tous accusés, affirmait que « le droit va triompher dans cette affaire ». Malheureusement, les plaignants et leur avocat avaient mis leurs doigts entre l'arbre de Martelly et l'écorce de Hillary Clinton. On n'entendit plus jamais, par la suite, parler des lions, tigres et panthères réclamés par Saint Juste, la justice haïtienne se nourrissant de queues de poisson. Céant et Cristallin burent jusqu'à la lie le calice de leur défaite made in USA.*

*Martelly, porté par un fort courant clintonien, fort de sa «popularité», de ses appuis washingtoniens et de la bienveillance militaire MINUSTAHte, s'enhardit jour après jour. Ses dérives ne se comptent plus. La dernière de ses frasques, de ses abus de pouvoir en fait a été de faire révoquer le commissaire du gouvernement siégeant aux Cayes, Me. Jean-Marie Junior Salomon. Celui-ci, chef de poursuite, avait fait placer en garde à vue le nommé Daniel Evinx, pour implication présumée dans le trafic de stupéfiants. Evinx, aux yeux de lynx, de façon très insolite, avait aperçu en haute mer,* de manière fortuite, *un «paquet flottant». Bon citoyen, proche du président Martelly, lui aussi un aussi bon citoyen, il avait flairé, on ne sait comment, de la marijuana.*

*Il fit une bonne action en apportant le paquet sur terre ferme pour le laisser plutôt «flotter» à son domicile, pour le faire «sécher». Bon citoyen. Boni bonum publicum curant. Les gens de bien (comme Evinx et Martelly) se soucient du bien public. Qui dit mieux ? Placé en garde à vue, aux ordres du commissaire du gouvernement Jean-Marie Salomon à cause de son implication présumée dans le trafic de stupéfiants, Daniel Evinx fut vite relâché après avoir passé seulement une nuit au commissariat des Cayes.*



La dame à la casquette devandèyè qui ne fut jamais devan devan nèt.

*Il avait été absous sans confession* par le juge d'instruction Josias Jean Pierre qui n'avait retenu aucune charge contre lui, selon des sources judiciaires ; *par l'inspecteur de la PNH, Gary Desrosiers* **;** par le ministre de la Justice, Me. Jean Renel SANON. Même le Bureau de lutte contre le trafic de stupéfiants (BLTS) et la Drug Enforcement Administrion (DEA) ont trouvé Evinx blanc comme neige, comme «la poudre». Vraiment, j'ai mal au cœur quand de bons citoyens, innocents par-dessus le marché, se font marcher ainsi sur les pieds par de mauvais citoyens. Non, ça me donne le vertige et la nausée.

Mais revenons à nos zombis. Martelly, rusé comme Duvalier père, et aussi pervers que lui, a finalement l'impression que l'opposition (la fougue du sénateur Moïse Jean-Charles mise à part) est dépourvue de mobilisation populaire organisée et soutenue, et qu'elle se trouve comme des zombis pris dans les lianes de leurs tergiversations et pusillanimité. Aussi, a-t-il décidé de jouer, non pas avec le feu, mais avec le sel… de la division. Il va leur rendre visite, l'un après l'autre et leur administrer à chacun une pincée de chlorure de sodium, juste de quoi les réveiller et «jeter de la gangrène dans l'opéra» de leur «dialogue social», «conférence nationale», et «contrat haïtiano-haïtien» (le dernier né de la ronflante terminologie opposante), auxquels les politiciens ne sont nullement intéressés, car *tout nèg bezwen prezidan*, se croit la «troisième voie», laquelle, pour Martelly est une voie de garage.

Mais attention, Martelly ! Attention, opposants aux cent voix avançant sur plusieurs voies ! Les masses ne sont pas des zombis avec les deux pieds «*pri nan lyann*». Elles attendent seulement leur jour…un autre jour, pareil à un certain 16 décembre…

# Leyogàn, yon Solda Minista vyole yon jèn fi!

Samdi 4 Septanm lan, nan komin Leyogàn, yon solda Srilankais ki nan fòs okipasyon Minista a, vyole yon jèn fi ki rele Linda Joseph, ki gen 18 lane. Selon Komisè Leyogàn nan ki se enspektè divizyonè Jean Wilson Hypplite ak Jij nan tribinal Leyogàn nan: yo konsatate, solda a ta sodomize jèn fi sa a tou.

Selon sa anpil moun temwaye solda kadekajè Minista a t ap fè pòs, li wè jèn fi a ap pase sou wout la, li kouri, grenpe yon mi desann pou l te al kenbe l epi vyole l. Jèn fi sa ap pran swen kounyea nan yon sant nan Leyogàn kote yo two pwofite ap netwaye l pou l pa enfenkte ak kèk vye maladi kriminèl la te genyen sou li

Se pa premye fwa Solda MINUSTAH yo ap fè zak malonèt, imoral, sa yo sou ti gason oubyen sou jèn fi nan peyi a. Se paske yo wè pèp Ayisyen an pa gen yon leta responsab ki pou defann koz ak enterè pèp la, se poutètsa y ap pwofite pran piyay sou nou konsa.

Pèp Ayisyen an dwe leve eskanp figi l devan Martelly ak Lamothe ki tolere moun sa yo la pou pwoteje enterè yo ak enterè yo ak enterè boujwazi a. N ap mande pou popilasyon Leyogàn nan nan non larèn Anakawona fòs okipasyon espayòl yo ak franse yo te imilye tou pou yo leve kanpe pou defann Linda Joseph. Vyole Linda se vyole manman nou Ayiti. Tout Ayisyen konsekan tad we santi yo imilye pou zak sa a solda Minista yo fè sou jèn fi sa a.

Zak sa a dwe ankouraje nou pi plis pou n patisipe nan mobilizasyon ki tanmen toupatou pou deboulonnen Minista ak Martelly-Lamothe nan peyi a. Leve kanpe Ayisyen toupatou ki gen nen nan figi yo pou n goumen sanpransouf kont fòs okipasyon Nasyonzini sa a ki chak jou ap simaye pi plis tristès ak dezolasyon nan mitan pèp Ayisyen an.

**Daniel Tercier ak Wendel Polynice**

# Mesaj solidarite ak lit pèp ayisyen an !

*Nouyòk Dimanch 15 septanm 2013*

Peyi nou, Ayiti ap pase yon tray anba men Martelly Lamothe k ap badijonnen figi l ak labou ak yon bann lòt malpwòpte

Peyi nou, Ayiti ap pase yon tray anba bòt militè fòs okipasyon Nasyonzini yo k ap kouperache, fè sa yo vle sou bout tè Desalin nan.

Nan kad mwa komemorasyon anivèsè fondatè Patri a, JanJak Desalin, Noumenm òganizasyon ak yon bann patriyòt konsekan k ap viv Nouyòk nou sipòte gwo kokennchenn manifestasyon Ayisyen konsekan ap òganize nan peyi a pou rive jwenn bout okipasyon an epi pou voye Martelly ak Lamothe ale pou : dwèt long nan vòlè lajan peyi a, machann dwòg, asasen kriminèl, machann peyi elatriye.

Pou n kore lit popilè a an Ayiti, nou kòmanse yon mouvman plante pikèt chak jou depi vandredi 6 septanm devan Nasyonzini pou n mande yo kite Ayiti anpè. N ap prepare yon gwo rasanbleman pou Jedi 26 septanm tout jounen an depi 9vè nan maten pou rivè 6zè nan aswè devan Nasyonzini pou n rele bare dèyè Martelly ki kapab pale jou sa a nan Loni.

Jou Jedi 26 septanm lan tou, nou pral mande Ban Ki-Moon pou l dedomaje tout viktim kolera yo epi pou l wete kadejakè l yo nan peyi a.

Nou pap kanpe, Dimanch 29 Septanm n ap reyini nan jounal Ayiti Libète pou yon fowòm popilè. Lendi 30 septanm n ap kanpe pi rèd devan Nasyonzini an solidarite ak mouvman popilè ak peyizan k ap mobilize nan Tèt ansanm jounen dimanch 29 ak lendi 30 septanm nan an Ayiti pou rive bay peyi yon bon altènatif popilè pou rezoud kriz la.

Mesaj sa a nou voye l bay tout òganizsyon popilè ak peyizan konsekan yo k ap goumen an Ayiti pou yon chanjman total kapital, n ap di yo, nou avèk yo, yo pa pou kont yo nan batay manch long sa a.

Ayiti p ap mouri, si nou pare pou nou goumen pou li !
Aba okipasyon !
Nou pa nan eleksyon ak Martelly!
Yon sèl solisyon : Tèt ansanm pou liberasyon peyi a
Laviktwa se pou pèp k ap goumen

**Oganizsyon ki siyen nòt sa a se : Kakola ak Ayiti Libète**

# Konplo sasinay kont kèk palmantè? Yon entèvyou ak Senatè John Joël Joseph !

*Mèkredi 4 septanm ki sot pase a, Senatè John Joël Joseph te deklare rejim prezidan Michel Martelly a ap prepare yon konplo pou sasinen limenm ak 3 lòt senatè: Simon Dieuseul Desras, prezidan Séna; Moïse Jean-Charles, senatè nò; ak Francky Exius, senatè sid la.*

*Senatè John te fè konnen, daprè sous li, prezidan an ak madanm li Sophia St. Rémy Martelly te bay Direktè Lapolis Godson Orélus presyon pou wete sekirite palmantè opozisyon sa yo. Lè polisye a te resiste pwopozisyon sa, « madam prezidan frape pye sou li pou di l, mari l pa janm mande l anyen, pou l fè l, donk li egzije fòk yo retire sekirite moun sa yo ».*

*Pou te fè limyè sou nouvèl sa a, Ayiti Libète te kontakte Direktè Jeneral lapolis la Godson Orélus pou mande l si l kapab konfime pou nou deklarasyon Senatè John yo. Godson te reponn nou: « Mwen pa vle reponn Senatè John nan laprès paske li se yon òm politik, mwen se yon chef lapolis. Nou paka nan konkirans. Sèl sa m ka di ou, s se yon moun ki te ba l enfòmasyon sa a, moun nan mechan anpil, moun nan twonpe l paske se yon fò enfòmasyon. Mwen pat janm nan reyinyon konsa. Mwen pat janm resevwa lòd pou wete sekirite okenn senatè ak depite ».*

*Nan yon entèvyou Ayiti Libète te fè tou ak senatè John Joël, madi 10 septanm pase a, men sa li te fè nou konnen sou dosye sa a.*


**Senatè John Joël Joseph**

**Ayiti Libète:** Eske ou ka ba nou plis detay sou kijan ou fè konnen gen konplo pou asasine w?

**Senatè John Joël Joseph:** Se pa yon konplo sou mwen sèlman. Tankou m te di li, genyen yon tantativ pou sasinen plizyè senatè ak depite ki nan opozisyon avèk pouvwa tètkale a. Nan moun mwen site yo gen mwenmenm tou ki sou lis la, gen Moise Jean Charles yo konsidere kòm yon advèsè, yon lènmi achane pou yo. Genyen senatè Francky Exius, senatè Desras, depite Sorel Jacinthe ak kèk lòt depite ankò, se kèk moun fò yo bezwen debarase yo ak yo.

Yo genyen yon ekip ki nan lari a k ap opere. Nan ekip sa a genyen yon sèten delege Benedicte Salam avèk Brutal, nèg ki soti nan gwoup ti landeng Martelly te bay cha nan kanaval dèflè yo, moun sa yo sou kontwòl 2 lòt endividi. Youn ladan yo se Sonson Lafamilia ak yon sèten Vladimir ki nan sekirite rapwoche prezidan an, li nan USP [Unité Sécurité Presidentiel]. Sonson Lafamilia a se yon dilè dwòg lè Mario Andresol te direktè lapolis, Mario te arete l avèk plis pase $ 3 milyon dola nan machin li.

Mwen pa gen tout non yo konplè. Men Sonson Lafamilia a se pa vrèman non li, se non li gen pou l opere. Sonson an limenm se yon moun ki responsab pewòl tout bandi k ap opere nan lari a, k ap touye moun, k ap fè egzekisyon somè pou pouvwa anplas la.

Genyen Garry Désir, yon militan politik ki te fin bay yon konferans, yo touye misye sou Channmas la. Se Brutal avèk Salam ki fè krim sa a. 2 bandi sa yo gen zam nan men yo, y ap sikile libreman, e yo gen plizyè moun sou lis yo. Ekip sa yo sou lòd kèk moun ki plase nan pi wo nivo nan pouvwa a.

Brutal ak Salam se 2 nèg ki te konn ap lave machin nan lari a. Salam te konn lave machin nan kafou Pòs Machan, men jounen jodi a li pa nan lave machin ankò. Li sou pewòl Palè Nasyonal ki gen nan tèt li Sonson

*Suite à la page (16)*

# Enpinite : Bawon dròg yo fin pran peyi a

Depi Etazini, Kanada ak Lafrans te pran drogdilè yo rele Michel Martelly a mete l sou pouvwa, peyi a pouri nètale ak trafikan dròg. Se pa youn ni de ka kote ou jwenn non gwo zotobre nan gouvènman sa a ap site byen fò nan zak dròg. Aprè ka Lambert ak Edo Zenny, Sherlson Sanon te denonse nan leta Martelly a pou kriminèl asasen, jounen jodi a men yon lòt ka ak yon gwo potanta, yon gwo bawon dròg nan Pòsali yo rele Evinx Daniel.

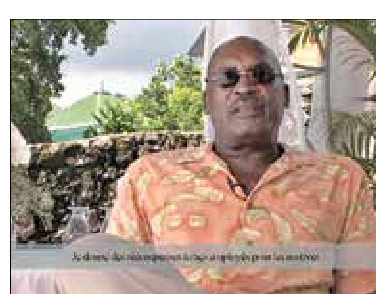
Jou ki te vandredi 13 Septanm 2013 la, Evinx Daniel ki se yon drògdilè, bon zanmi prezidan Martelly te jwenn arestasyon l pou l te kapab bay plis esplikasyon sou kantite dròg li di l te jwenn egare sou plaj nan Pòsali.

Sepandan gras ak pouvwa li genyen nan rejim Martelly-Lamothe la, li pa t menm gentan pase yon jounen nan gadavi. Daniel te pale ak Jounalis Radio Karayib yo, li te esplike yo, kòmkwa li se yon ti nosan ki t ap pran yon ti plezi sou yon yacht nan lanmè a ak 4 zanmi l, yo te vin remake yon sak byen gonfle ki t ap navige nan yon distans ki pat twò lwen yo. Men Evinx Daniel pat gen okenn entansyon pou l te al gade sa ki t ap navige a, se youn nan zanmi l yo ki di l « monchè an n al gade ki sa ki nan sak la paske nou se sitwayen nan peyi nou »

Epi yo te rive al gade sak te nan sak la. Yo dekouvkri se te dròg ki te nan ladann epi yo pran l. Daprè sa Daniel vle fè moun konprann, li pat vle kite dròg la sou lanmè a paske li pat vle jèn timoun oubyen timoun piti vin jwenn dròg la. Nan sans sa a, li te bije chaje l mete nan machin li, paske se yon bagay ki danje anpil anpil, sa vle di se pwoteje Evinx t ap proteje lòt moun kont dròg ki fè li te pran sak sa al mete nan otèl li.

Mezanmi se pa yon blag, ni yon kont oubyen yon istwa n ap rakonte w pou fè w dòmi se deklarasyon sa a Evinx Daniel fè nan laprès. Ki moun ki kwè pawòl sa a ki soti nan bouch Daniel ki se yon gwo drògdilè devan letènèl. Martelly selman ak potpawòl lapolis la, sitou Evinx deklare dayè se nan Otèl mwen genyen ki rele Dan's Creek Hotel nan Pòsali prezidan Martelly toujou pase sejou l yo lè l nan Sid peyi a. Mezanmi anpil moun fè konnen nan 4 zanmi yo, youn se te chèfleta a, paske jou vandredi 13 Septanm sa a, prezidan Martelly ak ekip li, te nan fèt prive nan Pòsali.

Kesyon n ap poze noumenm , eskè PNH la pa nan gwo konfyolo ak Pouvwa tèt kale a sou kesyon dròg sa a? Sa k fè nou di sa se paske Pòt pawòl lapolis la, Garry Derosier fè laprès konnen yo pa gen okenn repwòch kont Daniel Evinx, okontrè jan Garry pale se anpil mèsi li ta di Daniel paske li te mete yo okouran pou dròg la. Sa k pi dwòl la, li te ensiste anpil anpil pou di lapolis pat okouran epi pat janm bay lòd pou arestasyon Evinx Daniel. Ki sans sa genyen ? Konmisè gouvèman Okay la Jean-Marie Salomon ki limenm ki gen tèt li sou zèpòl li wè pawòl Evinx yo se pawòl tafya oubyen pawòl moun ki droge. Esitou konmisè a konnen Evinx kòm youn nan pi gwo bawon dròg nan zòn lan, li arete Evinx pou l te kab mennen yon ankèt li. Enben konmisè Salomon manke pèdi djòb li, minis Jean Renel Sanon te fache anpil pou lefetke li te arete Evinx. Kòm dosye te gentan pran lari rapid se sa ki sove Salomon men siskaprezan y ap fè gwo presyon sou li toujou.


**Evinx Daniel**



**Garry Desrosiers**


**Konmisè gouvèman Okay la Jean-Marie Salomon**


**Gabriel Fortuné**

Selon sa nou aprann non Daniel Evinx gen lontan l ap site nan koze dròg nan Peyi a. Ansyen delege Depatmantal nan Sid Peyi a Gabriel Fortuné esplike nan laprès klèman jan bagay yo te pase e ki moun ki Evinx Daniel la. Fortune te tou pwofite lonje dwèt sou Minis Jistis la, Jean Renel Samon pou yon pèsonaj mètdam ki gen anpil trik, kachotri ak kachkachliben sereliben nan anpil zak malonèt k ap fèt nan peyi a sitou nan depatman sid la.

Renald Marseille yon polisye ki afekte nan komisarya Okay la deklare limenm byennavan zen dròg Daniel la te pete, li te gen manda kont Daniel Evinx pou trafikan dròg nan vil Okay, li menm ajoute poul di Konmisè Jean-Marie Junior Salomon te gen manda nan men l nan moman arestasyon Evinx lan.

Mesaj ki lanse la jounen jodia, se pa nenpòt moun ki lan dròg ou kapab arete, e si ou fè sa gen anpil chans pou oumenm ou ta pèdi djob ou. Men Ayiti jounen jodia mezanmi !

**Daniel Tercier ak Wendel Polynice**

# Haïti, vue de l'intérieur (2)

## *Le pouvoir judiciaire*

Par Catherine Charlemagne

A en croire les reportages de l'envoyé spécial du quotidien *Le Nouvelliste*, pour le voyage du Premier ministre haïtien, Laurent Lamothe, en Europe, cette visite a été un succès sur toute la ligne. De Paris à Bruxelles, tous les objectifs ont été atteints. Rencontre avec des officiels. Entrepreneurs. Institutions internationales. Personnalités. Communautés haïtiennes. Discours ronflants sur la bonne gouvernance. Bref, selon le patron de la Primature, jamais Haïti n'avait été si bien vue et accueillie à l'extérieur de ses frontières. Sauf que toutes ces bonnes intentions et ces autoglorifications, personne ou presque ne les prend au sérieux. Car, Haïti, vue de l'intérieur a une toute autre couleur.

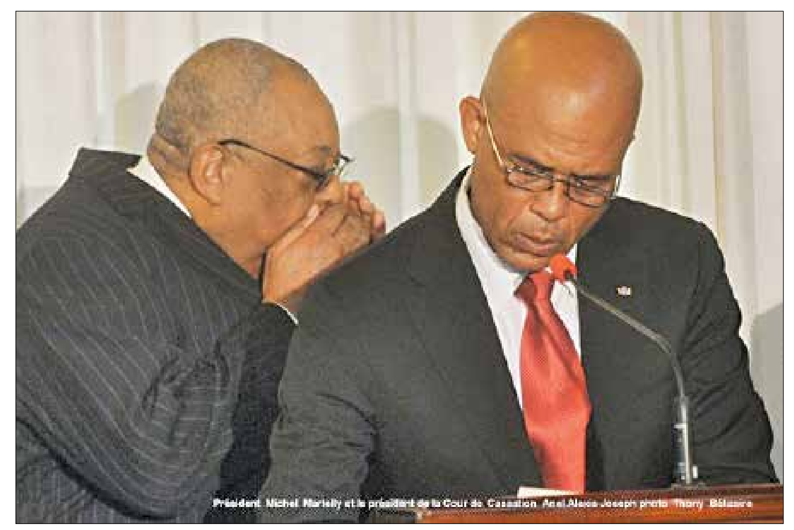
Il est vrai que dans ce pays, la première préoccupation de tout dirigeant et ce, à quelque niveau que ce soit, ce n'est nullement la population mais la Communauté internationale. Toutes les démarches, les décisions et actes posés se font d'abord à l'intention de tel ou tel pays donateur. Partant du principe que depuis plus de trente ans, seule la volonté et l'avis de certaines capitales étrangères comptent, les dirigeants haïtiens ont relégué au second plan les premiers concernés, la population. Ainsi, leurs discours et leurs actions sont en total décalage par rapport au besoin réel de la société.

Le plus curieux, cette lecture que fait le pouvoir exécutif de la gestion des choses publiques, on l'a aussi observé au Parlement qui, dans une démarche analogue, tente même de surpasser l'exécutif. Par leur attitude à singer les membres du gouvernement, les parlementaires – sénateurs, députés – se confondent par leurs discours avec ceux dont ils ont obligation de contrôler la gestion. Ce qui entraine une confusion dans la tête des citoyens qui, en définitive, ne savent plus à quel pouvoir se fier.

Ce d'autant plus que le pouvoir judiciaire, considéré dans toute société comme le dernier recours, s'est placé dans ce cas de figure en maillon faible. Les juges haïtiens, même au plus haut de la hiérarchie, acceptent sans se soucier d'être à la traîne du pouvoir exécutif comme si dans l'ordre de présentation des trois pouvoirs, le judiciaire, était lui l'enfant illégitime de la famille. Pourtant indissociable l'un de l'autre pour la bonne marche de la démocratie. Justement, cette semaine l'on tentera de jeter un coup d'œil sur le comportement du pouvoir judiciaire haïtien vis-à-vis de l'exécutif.

Il faut dire d'emblée que partout ailleurs, le pouvoir exécutif a toujours tendance ou tente de prendre le dessus sur le judiciaire. Les plus grandes démocraties n'y échappent pas. Mais les magistrats, bien au fait de leurs droits et conscients de leur responsabilité au sein de la société, ont toujours tenu tête face aux prédateurs. Malheureusement, dans les pays du tiers monde et particulièrement dans les Républiques bananières comme Haïti, la lutte est inégale, voire perdue d'avance. Sous les différents régimes politiques, la justice a toujours été vassalisée. Humiliée. Discréditée. Les Duvalier l'avaient carrément prise en charge.

En plaçant directement les juges sous leur autorité, feu François Duvalier et son fils Jean-Claude avaient tout simplement réduit le pouvoir judiciaire à une annexe du pouvoir exécutif entre 1960 et 1986, à la chute du régime. Obéissant à tous leurs caprices, certains tribunaux s'étaient tout bonnement transformés en centre de torture pour les opposants ou supposés tels à la dictature. Comme toutes les institutions du pays, au départ de Baby Doc, la justice




**Dès la confirmation de Me Anel Alexis Joseph à la tête de la Cour de Cassation, un pacte est passé avec celui-ci pour qu'il livre pieds et poings liés la nouvelle institution à Michel Martelly**

haïtienne aussi a tenté de se reprendre. De sortir la tête de l'eau. Quelques magistrats ont même tenté de se racheter en réclamant l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Mais après quelques parodies de procès où l'on a joué à l'Etat de droit, on a vite retrouvé les vieilles habitudes avec la succession des gouvernements éphémères post-dictature. D'ailleurs, ne sommes-nous pas toujours dans l'ère d'une transition qui n'en finit point ? Au lendemain du départ pour l'exil du Président Jean-Bertrand Aristide, en 2004, un ancien fonctionnaire de l'ONU à la retraite, Gérard Latortue et le plus ancien juge de la Cour de Cassation, Boniface Alexandre, ont été parachutés par la Communauté internationale au sommet de l'Etat. Ce technocrate international et ce juge qui a fait toute sa carrière sous la dictature des Duvalier vont étonnamment évoluer dans un registre où on ne les attendait pas.

Surtout que la mission pour laquelle ils étaient nommés battait de l'aile, s'agissant de l'organisation des élections pour l'avènement d'un gouvernement légitime et constitutionnel. Etait-ce pour gagner du temps ? Ce tandem que rien ne prédisposait à gouverner ensemble va créer le *Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire* (CSPJ). Selon le Premier ministre intérimaire, c'était pour rendre le pouvoir judiciaire enfin indépendant par rapport au pouvoir exécutif. Faute de l'existence d'un Parlement à l'époque, le gouvernement de Latortue n'a pu installer cette nouvelle institution judiciaire appelée à mettre de l'ordre au sein de cette écurie d'Augias. Bizarrement, le retour triomphal de M. René G. Préval à la présidence de la République en 2006 n'a point fait évoluer le dossier.

Dans la pure tradition de la politique haïtienne, Préval ayant une peur bleue de l'indépendance de la justice, jusqu'à son départ du pouvoir en 2011, a totalement ignoré cette instance. Pourtant toutes les conditions étaient quasi réunies. Le Parlement fonctionnait à nouveau. Ceci avec une majorité de sénateurs et députés proches de la présidence. Sauf que volontairement, le chef de l'Etat n'a jamais voulu confirmer la nomination du Président de la Cour de Cassation qui, selon le décret présidentiel créant le CSPJ, est celui qui assure le rôle de Président du *Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire*.

Dès l'investiture de Michel Joseph Martelly en mai 2011, l'on s'étonnera qu'il s'intéresse non seulement à la confirmation du Président de la Cour de Cassation mais qu'il manifeste sa volonté de nommer les membres du CSPJ. Très vite l'on comprendra pourquoi. Si en effet, l'intention était louable, ce qui se cachait derrière cette décision prend tout le monde de court. Dès la confirmation de Me Anel Alexis Joseph à la tête de la Cour de Cassation, un pacte est passé avec celui-ci pour qu'il livre pieds et poings liés la nouvelle institution à la présidence de la République.

Après la désignation par le Parlement de ses trois membres, le Président Martelly avec l'aval du Président de la Cour de Cassation a désigné lui-même les six autres membres de l'institution. Suite à cet avilissement public, le pays tout entier qui avait placé tout son espoir dans cette instance judiciaire fraîchement créée a vite déchanté. En fait, le nouveau pouvoir, en voulant mettre en place cet organe judiciaire qui en théorie devait être au-dessus de tout soupçon, voyait là une occasion de domestiquer à nouveau la justice comme ce fut le cas du temps de la terreur duvaliériste. Le premier signe avant- coureur a été l'arrestation du député de Delmas/Tabarre, Arnel Bélizaire le 27 octobre 2011.

D'ailleurs, même avec le tollé général enregistré pendant et après cette affaire, cela n'a pas refroidi le Président dans son intention d'instaurer un pouvoir autoritaire. Quant au CSPJ, on sait comment sa mise en place a été laborieuse. Et même avec la reculade du Président du *Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire* sous pression de l'opinion publique, l'institution demeure la « chose » ou le « Machin » de la présidence de la République. Et l'ombre de M. Martelly plane à chacune de ces décisions aux yeux de la population. Il suffit de regarder le fonctionnement et le comportement de certains magistrats dans les dossiers concernant la famille présidentielle pour comprendre que hier comme aujourd'hui la justice n'a point évolué en Haïti.

Les Commissaires du gouvernement de Port-au-Prince qui sont, certes, les représentants de l'exécutif agissent et obéissent au doigt et à l'œil au chef de l'Etat. Aucun d'entre eux n'a encore traversé le nombre fatidique de 12 mois. Signe qu'ils ne peuvent ni travailler ni fonctionner en toute indépendance du pouvoir exécutif. Aucun dossier sensible n'a pu aboutir. L'impunité pour les gens proches du pouvoir, que ce soit pour les amis ou des anciens parlementaires devenus des alliés de circonstance, caractérise à juste titre la main mise et le contrôle qu'exerce le pouvoir exécutif sur le judiciaire. Enfin, le décès dans des circonstances douteuses du juge Jean Serge Joseph, l'attitude du juge Lamarre Bélizaire à l'endroit de l'avocat André Michel et la nomination de Me. Francisco René à la tête du Paquet de Port-au-Prince sont les preuves justifiant que la création du *Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire* n'a rien changé dans la domination et la domestication du pouvoir judiciaire par l'exécutif.

C.C

# De la carotte et du bâton pour l'opposition démocratique haïtienne!

Par Jose Clément

C'est ainsi que se résume la politique adoptée par le président Michel Martelly face à une opposition politique en quête d'identité propre et de stratégies d'ensemble, dans le cadre du combat démocratique haïtien. Depuis son accession au pouvoir, le président haïtien n'a jamais initié un réel dialogue avec des leaders des partis et regroupements politiques au sein de la société, encore moins avec d'autres forces vives pour diriger le pays qui fait face à des problèmes structurels et infrastructurels. Les mots consensus et compromis ne font pas partie du vocabulaire du régime en place.




**Evans Paul**

Il faut rappeler que le président Michel Martelly issu de l'élection présidentielle controversée de 2010 n'a pas reçu un chèque en blanc pour diriger le pays comme bon lui semble. Même s'il avait reçu un vote populaire massif, ceci ne l'autoriserait nullement à diriger le pays selon sa volonté. Il devrait se conformer aux prescrits de la Constitution. D'ailleurs, selon les chiffres officiels du Conseil Electoral Provisoire de l'époque, le candidat Martelly a eu un peu plus de 700 mille voix au second tour face à sa rivale Mirlande Manigat. Selon les mêmes chiffres de l'Institution Electorale, quatre millions cinq cent mille citoyens étaient en âge de voter au moment du scrutin. Cela veut dire que l'actuel Chef de l'Etat a eu le score le plus bas dans l'histoire des élections présidentielles en Haïti post 1986, hormis l'élection présidentielle de 1988 qui a porté au pouvoir le leader du RDNP, Leslie François Manigat, avec l'aide des militaires ayant à leur tête le Général Henry Namphy qui l'a déposé par la suite, quelques mois après.

Cela veut dire qu'avec un score aussi faible le président Martelly devrait rechercher l'appui des secteurs vitaux du pays pour diriger dans le cadre d'un grand consensus national au lieu de persister dans une politique absurde de confrontation avec ses opposants qui ruine littéralement la nation. Au lieu de pratiquer une politique de provocation perverse, le président ferait mieux de rassembler toutes les énergies susceptibles de donner un visage humain et démocratique à son régime qui ne fait que péricliter.

A part sa rencontre pour amuser la galerie avec ses anciens prédécesseurs, Jean Bertrand Aristide, Jean-Claude Duvalier, René Préval et Leslie François Manigat, Boniface Alexandre, Prosper Avril etc. le chef de l'Etat haïtien dirige le pays pour lui-même et ses collaborateurs immédiats, sans se soucier de l'avis des autres secteurs du pays. Il publie la Constitution amendée du 29 mars 1987 de façon irrégulière, malgré les avis contraires de bon nombre de secteurs au sein de la société civile et de la classe politique.

Les élections pour renouveler un tiers du Sénat n'ont jusqu'ici pas été réalisées. Le président s'en fout pas mal. En fait, Michel Martelly a quelque chose bien arrêté dans sa tête: faciliter le départ d'un autre tiers du Sénat rendant automatiquement caduque la quarante neuvième Législature. Ainsi, le président Martelly aura toute la latitude nécessaire pour diriger par décret, en bon autocrate.

Les récentes rencontres engagées par M. Martelly avec des leaders de la classe politique visent, selon ses dires, à initier un dialogue avec l'opposition démocratique". Aucune date n'est encore retenue pour la tenue de ces prochaines élections, à moins de trois mois de la fin de l'année. A travers ces "pourparlers" avec des personnalités triées sur le volet dont Serge Gilles de la Fusion des Sociaux-Démocrates, le sénateur de la Grande Anse, Andris Riché et son staff de l'OPL, Evans Paul de la KID et Dejean Belizaire du MNP-28, le chef de l'Etat veut calmer l'ardeur de l'opposition qui lui a donné le choix entre la tenue des élections à la fin de l'année et la démission. Au fort de sa rencontre avec le chef de l'Etat, Bélizaire était aux anges. Dans une déclaration à la presse, il a indiqué que le président Martelly a affiché une attitude positive en ce qui a trait à la tenue de ces joutes. M. Belizaire, ancien président du Sénat pendant le règne du coup d'Etat de septembre 1991 qui a fait plus de cinq mille morts et des milliers d'autres estropiés, avait affiché une attitude de "collabo" avec les putschistes ayant à leur tête le général Raoul Cédras. L'ingénieur Belizaire s'était montré très farouche au retour du président Jean-Bertrand Aristide au pouvoir, suite à ce coup d'Etat.

Le dirigeant du MNP-28, petite formation politique de la droite conservatrice, est-il en train d'aduler M. Martelly? Ou pis encore, a-t-il, reçu un offre alléchante de la part de ce dernier. Quand on sait que le président Martelly a un fort penchant à soudoyer ceux qui sont de l'autre côté de la barricade. Même si dans la pratique, il ne pourra pas acheter tous ses opposants politiques et par extension toute la population haïtienne.

Pendant que le président haïtien rencontre des personnalités politiques de l'opposition, il donne une critique en règle à celle-ci qui semble lui enlever le sommeil. Mr. Martelly a minimisé le 12 septembre dernier la capacité de l'opposition à mobiliser les membres de la population à manifester contre son pouvoir

Il a poursuivi en disant haut et fort et à qui veut l'entendre que sa volonté fait loi. « Durant le reste de mon mandat, ce que je décide, c'est ce qui doit se faire. C'est moi le chef, a-t-il déclaré. »

Parallèlement, M. Martelly passe des ordres à la police pour disperser à coup de gaz lacrymogènes et de rafales d'armes automatiques un sit-in pacifique des membres de l'opposition démocratique. En effet, un nouveau regroupement politique, le MOPOD, avait organisé devant les locaux du Ministère de la Justice un sit-in pour réclamer la libération des prisonniers politiques, dont les frères Florestal. L'un des chefs de file de ce mouvement, Turneb Delpé, un activiste de longue date, a déclaré que c'est "le président Martelly lui-même qui a donné l'ordre de disperser la manifestation du 12 septembre" à laquelle ont pris part également Madame Mirlande Manigat du

*Suite à la page (14)*

# Chronique d'un génocide annoncé ou mise à l'épreuve de notre conscience Fraternelle et Solidaire?

**Par Erl Jean-Pierre**

Lettre ouverte à la nation
L'urgence de s'indigner.

Cet appel vise à interpeller la conscience de tous les citoyens au-delà de leurs choix politiques social ou économique. Il n'est un mystère pour personne qu'à N'IMPORTE QUEL MOMENT 'une catastrophe plus dévastatrice que celle du 12 janvier 2010 peut survenir et va surement arriver en Haïti selon tous les experts en sismologie. De plus, il semble que ce gouvernement nous demande de fourbir nos armes puisqu'il se prépare à jeter le pays dans le chaos, un chaos encore plus profond que ce que nous avons connu depuis le déchoucage du 7 février 1986. Certains peuvent se leurrer, mais je ne crois pas que la victoire sera du camp du pouvoir, le camp de la réaction et du passé. Car le passé aussi hideux et menaçant qu'il puisse être, ne surgit dans l'histoire que pour faire peur avant de disparaitre totalement. Les coups d'état de l'armée comme les tentatives de pouvoir dictatorial personnel sur fond de populisme sont là pour nous rappeler que le passé est révolu et que tôt ou tard, l'histoire et le peuple, toujours remettent les pendules à l'heure et le bilan comptable se dresse en morts, entreprises privées et publiques et patrimoines nationales saccagées.

Nous ne pouvons nous empêcher (avec des sueurs froides bien sûr) de nous questionner sur la démarche du chef du Gouvernement haïtien qui eut à déclarer récemment que bientôt commencera la 2e phase de ''Leve Figi Jalouzi', alors qu'un groupe d'experts vient de cibler Pétion-ville, Canapé Vert et particulièrement Jalousie comme les principales zones à haut risque. Qui est responsable de la sécurité des citoyens en Aïti ? **Est-ce la chronique d'un génocide annoncé qu'on est en train de préparer pour les habitants de Jalouzi et pour le peuple haïtien ?** La question se pose au regard de l'irresponsabilité manifeste du gouvernement haïtien qui devrait être le premier à répondre de la sécurité de la population. On ne peut aussi, tenant compte de l'occupation de notre territoire et de l'immixtion sans scrupules des Nations Unies et des ambassades étrangères dans la chose publique haïtienne, ne pas les interpeler dans **ce qui, somme toute, semble être la programmation du génocide que le cholera n'a pas pu accomplir**. La MINUSTHA n'est pas moins criminelle que notre ancienne armée. Ils ne sont que plus intelligents. Ils nous tirent dessus et nous déciment avec leurs culs. Cette même arme semble avoir la vertu de conduire au pouvoir lorsqu'on l'aura abondamment frottée dans nos visages et dans ceux de nos enfants.

Aïti va devoir obligatoirement connaitre soit le chaos programmé ou une grande révolution. Il ne tient qu'à chacun de nous de faire le choix de la porte de sortie que nous devons choisir. Il est important de faire savoir aux jeunes qui n'ont pas connu les luttes de ces 25 dernières années que le pays n'est pas divisé en *grenn nan bouda et rat pa kaka.*, que le pays n'est pas divisé en *makout* contre lavalas, ni en *moun anwo* contre *moun anba*, ni en mulâtres contre noiristes, ni en droite contre gauche, mais qu'il est bel et bien divisé entre ceux qui croient en l'honneur, la dignité, la liberté, la démocratie, le droit à la parole, l'intégrité, le respect des droits d'autrui et de leurs biens et ceux qui croient qu'ils ont le droit de piller les caisses publiques, de corrompre les administrateurs de l'Etat, de violer nos filles, d'enlever les opposants, de museler la presse, de s'en débarrasser et de livrer le pays à l'indécence et aux gangs

Cette lettre est adressée à tous ceux de toutes les couches qui s'entêtent encore à croire au pays, et particulièrement **ceux qui pensent que nous ne sommes pas obligés de revenir dans l'état d'indignité qu'on a connu dans le passé pour revenir à cette situation de dégénérescence de la vie et des vertus que nous vivons pleinement avec ce gouvernement.** Ils sont tous deux le fruit d'une soif insensée et insatiable de puissance, de pouvoir, de richesses et de jouissances. Ils sont à la fois fin et moyen l'un de l'autre et leur cycle s'accélère de plus en plus vite entrainant la nation entière dans une course effrénée vers l'abime. Elle est adressée :

Aux duvaliéristes qui ont compris et ont pris note que le pays ne peut plus être dirigé comme avant 86 et qui comprennent que ce pouvoir qui se réclame d'eux est en train de tuer leur dernière chance de prendre le train de la démocratie.

Aux hommes d'affaires qui ont toujours dénoncé l'instrumentalisation des inégalités sociales pour prendre d'assaut le pouvoir et qui ne peuvent pas ne pas remarquer que ce pouvoir est en train de rallumer les divisions «*moun anwo moun anba, wòch nan dlo/ wòch nan solèy*» alors que les démons de la lutte de couleurs resurgissent dans le discours politique. Il nous faut combattre ensemble et de toutes nos forces cette haine, ce mépris et cette grande disparité entre les classes, les couches, les strates, qui font la part belle aux politiciens de toutes sortes.

Aux partis politiques démocratiques qui, au prix de l'emprisonnement, de l'exil, de la torture ont combattu la dictature.

A la presse qui n'est pas trop loin de revenir au temps du silence imposé par les hordes de tontons macoutes, les militaires, les attachés et les chimères. .

Aux professeurs, étudiants, éducateurs, parents qui se plaignent des déficits de jours de classes. Sachez qu'on ne donne que ce qu'on a et que vous avez eu deux carnavals et que vous ne méritez pas mieux tant que vous aurez accepté d'être dirigés par des bambocheurs hallucinés et arrogants.

A la société civile, aux organismes des droits humains, aux organisations populaires des bidonvilles qui seront comme toujours les premiers à se trouver en joue de ce corps de mercenaires en gestation.

L'heure n'est plus aux discussions sur des crises fomentées comme la carotte en attendant que le bâton soit prêt. La démocratie est une affaire de démocrates, on ne peut discuter de démocratie avec ceux qui n'ont jamais cru au respect des droits humains et de la personne.

Il est aujourd'hui urgent de faire savoir à la communauté internationale que nous n'avons pas les dirigeants que nous méritons. Il est impératif de rappeler à tous qu'un leader, un dirigeant, une élite d'un groupe ou d'un pays est celui qui représente le meilleur de ce qu'ils sont et de ce à quoi ils aspirent. Ce n'est pas le cas aujourd'hui en Aïti.

Il y a dans toutes les classes, toutes les couches de la société et tous les partis, des citoyens capables de représenter dignement le pays. Qu'ils se fassent entendre et qu'ils manifestent publiquement leur honte. L'heure est venue de crier notre indignation et de nous défaire de ce gouvernement de la honte. Il faut que les classes et que les couches saines de la société manifestent bruyamment leur honte et leur réprobation. Qu'ils partent! [les assassins de notre dignité] … et que ce cri jaillisse dans toutes les bidonvilles, dans tous les quartiers, les carrefours, les villes, les salons et les entreprises.

**Nous ne pouvons plus nous permettre de perdre le sens de l'indignation** quand, nous sommes pointés comme le pays le plus pauvre de l'hémisphère alors que les organisations humanitaires s'accaparent les centaines de millions de dollars récoltés au nom de nos frères et sœurs victimes du tremblement de terre du 12 janvier. Quand, confortée par notre soumission, la diplomatie américaine verse dans le ridicule à travers ses ambassadeurs qui, l'un vole à la défense de son petit ami et concitoyen au palais présidentiel même, l'autre en trainant publiquement sous sa jupe son petit ami incapable d'articuler ou de lire un programme politique fait sur mesure alors qu'il est très habile, dit-on, à brasser les affaires dans les poubelles administratives de l'Etat.

**Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre le sens de l'indignation** quand notre perle est en train de devenir une poubelle puante de crimes, de concussion, de corruption, de perversion sur laquelle se gavent copieusement les pays amis et leurs complices humanitaires pervers, quand le palais législatif sert de maquis pour les criminels et les trafiquants de toute sorte qui travestissent l'immunité en impunité, quand nos parlementaires ne font plus de prix et se donnent dans leur chambre, dans des hôtels luxueux comme sur la place publique, au plus offrant. Quand pour ces dirigeants la débauche est plus importante que l'éducation de nos enfants et que l'argent du pays se partage au palais national entre femmes, fils, amis, petites amies, petits amis du président alors que le peuple crève de faim.

**Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre le sens de l'indignation**

Quand, pour les journalistes étrangers, notre élite économique porte l'étiquette : la plus répugnante élite du monde. Quand notre classe politique mange dans la main des ambassades et n'ose même pas aboyer sans l'ordre de leurs maitres qui les tiennent en laisse.

Que cette indignation collective nous fasse découvrir que nous sommes frères et sœurs, et qu'elle ranime la flamme de la révolte pour la dignité et pour la liberté. Qu'elle embrase toutes les couches saines de la nation afin que, comme un seul, nous nous évertuons à :

Construire une alternative politique gouvernementale digne au pouvoir dépravé qui salit l'honneur et la dignité nationale. Le gouvernement de réhabilitation de la dignité nationale.

Mettre en place un CEP crédible avec des hommes fiables et indépendants de la société civile

Travailler à la réconciliation nationale par la mise en place d'une commission de Vérité indépendante rassemblant des citoyens indépendants, des membres de la presse et des membres des organismes des droits humains.

Renvoyer les troupes de la MINUSTHA.

Exiger des rapports et des comptes-rendus clairs et détaillés des organismes internationaux qui ont amassé l'argent partout dans le monde aux noms de nos victimes.

Prendre les mesures d'urgences pour protéger la population contre l'imminent tremblement de terre qui menace le sud et le nord du pays.

Construire des abris sûrs pour protéger la population pour parer aux catastrophes qui s'annoncent. Chercher des espaces où nous pourrons stocker des bouteilles d'eau, des médicaments, des lampes de poche, de la nourriture.

Prévoir des méthodes d'intervention d'urgence en faveur des enfants, des vieillards et des handicapés. Monter des centres d'hôpitaux et des centres de secours d'urgence mobiles bien équipés capables de répondre à la situation que nous avons connue le 12 janvier 2010

Former des cohortes de secouristes d'urgence avec les centaines de milliers de jeunes filles et de jeunes hommes dévorés par le chômage afin de les mobiliser comme des volontaires en cas de catastrophe; Monter une banque de données sur les personnes ressources volontaires dont nous disposons dans la diaspora, parmi nos médecins, infirmiers, infirmières, psychologues, travailleurs sociaux

Travailler au retour des Aïtiens de la diaspora dans leurs régions d'origines en leur offrant des conditions qui favorisent l'atterrissage de leurs investissements financiers, technologiques et professionnels.

. . Pour terminer, nous demandons à tous ceux qui croient de continuer, **tout en se mobilisant**, à implorer l'aide du Créateur, notre père, de la Mère Divine, de la Mère Nature, des ancêtres, les gardiens éternels de la nation selon leur foi pour, qu'au lieu de cette disparition annoncée, apparemment planifiée, notre pays s'en sorte bien et trouve ses enfants plus solidaires, plus fraternels comme NOUS L'AVONS TOUS désespérément souhaité après les tremblements de terre du 12 janvier 2010.

Nous avons gagné la lutte pour la **LIBERTE**, la lutte est encore âpre pour l'**EGALITE** qui est le partage des fruits de la liberté et la mise en place d'un état de droit qui garantit les conditions pour l'égalité des chances et devant la loi entre tous les fils de la nation. Il est temps aujourd'hui de hisser le flambeau de la **FRATERNITE** qui, seule, peut souder la nation mais aussi se placer au sommet du triangle d'amour qui définit le vivre ensemble et la fondation de la nation.

Erl Jean-Pierre…

**8 septembre 2013.**

# Bri sapat

**Par Elsie Haas**

Bri sapat est une expression haïtienne dont le sens équivaudrait à "beaucoup de bruit pour rien".

Les sapates sont des sandales qui ne couvrent qu'une partie du pied et qui font "flip, flap", un son lancinant et répétitif qui s'entend de loin lors de la marche.

Cette expression, je l'ai lue sur le net.

Il s'est déroulé à Pétion-Ville une rencontre entre différents ministres de pays jouissant des accords petrocaribe. Ce 11ème Consel des ministres a été annoncé en grandes pompes :

11e Conseil des ministres de PetroCaribe : Haïti est prête !", a assuré le ministre haïtien des Affaires étrangères. Tous les agendas ont été déjà établis. (...)

Ce qu'on lit sur Alterpresse: Avec quasiment 7 heures de retard, la 11e réunion du conseil des ministres de la zone économique Petrocaribe (Zep) s'est ouverte à Petionville en Haïti, ce vendredi 6 septembre 2013. Ce qu'a dit le ministre : "...allons accueillir pour l'année. Cela prouve qu'on nous fait confiance. C'est le retour d'Haïti sur la scène internationale et régionale.»

Sur le déroulement de cette réunion en dehors des articles d'AlterPresse link link link qui semble avoir fait de son mieux pour suivre cette rencontre, bien que l'agence de presse en ligne n'a pu, jusqu'à l'instant où j'écris ces lignes, nous fournir la liste des Etats participants et le nom de leurs représentants.-

Sur le sujet on trouve un article du Nouvelliste qui parle de la présence d'une vingtaine de pays, sans les citer et sans nommer les noms des ministres censés les représenter. L'article, comme d'hab, s'apparenterait plutôt à un copié/collé d'un communiqué du staff de communication de M.Casimirlink

Et puis, plus rien. Et rien d'autre. Dans Le Matin,link rien.

J'ai eu beau chercher dans les périodiques de la RD, une quinzaine quand même, pays bénéficiaire des accords petrocaribe, rien.

J'ai lu un tas de trucs intéressants concernant la vie et la politique de cette partie de Quisqueya, mais sur la rencontre, rien. Des photos, des articles sur le web de cette manifestation qui, selon le ministre des Aff. Etrangères, devrait faire connaître Haïti internationalement, rien.

Donc c'est ainsi que vous avez eu droit à une illustration du "Bri Sapat". Un bruit qui couvre le rien. Il reste une question : qui finance cette fiesta en huis clos ?

Ndlr. Un régime de rien, rien du tout, mais rien, qui ne vaut rien. Un régime de bons à rien, autant dire de vauriens.

# Another UN Soldier Accused of Rape in Haiti



**In 2007, 111 Sri Lankan MINUSTAH soldiers and 3 of their officers were repatriated after allegations of "transactional sex with underage girls."**

**By the Center for Economic and Policy Research**

The United Nations mission in Haiti, already facing a credibility crisis over its introduction of cholera, is facing new allegations that one of its troops raped an 18-year old woman this past weekend in the town of Léogâne, according to police inspector Wilson Hippolite. In an e-mailed statement, the UN acknowledged that they "are aware of the allegations made against a military staff member" and noted that a "preliminary investigation has been launched to determine the facts of the case."

According to Metropole Haiti, the alleged assault occurred off National Highway #2 on Sat., Sep. 7, when the 18-year old woman was approached by a Sri Lankan UN military officer. A Justice of the Peace, conducting a preliminary investigation, visited the site of the alleged assault on Sunday and found a used condom. Further tests are being conducted, according to the report. The accused has been moved to a different MINUSTAH base in another part of the country as the investigation unfolds. As of Jul. 30, Sri Lanka had over 860 troops stationed in Haiti, making it the third largest troop contributing country to the nine year-old mission.

This is but the latest in a string of sexual abuse scandals that have plagued the UN mission in Haiti. And it's not the first time Sri Lankan troops have been involved; in 2007 over 100 Sri Lankan members of MINUSTAH were repatriated after allegations of "transactional sex with underage girls." In fact, according to the UN Conduct and Discipline Unit, there have been 78 allegations of sexual abuse and exploitation by members of MINUSTAH reported in just the last seven years.

Responding to the latest allegation, the UN mission noted that "the UN has a zero tolerance policy regarding sexual exploitation and abuse that we, at MINUSTAH, strictly enforce." However the UN lacks the authority to hold accountable those who are found responsible. Troops stationed in Haiti under the UN mission are subject only to the justice system of their home country. In 2011, four Uruguayan troops were repatriated after a video surfaced showing the sexual assault of a Haitian man. Though the case has dragged on in the Uruguayan legal system, this week they were sentenced to two years and one month in prison. However, as they served three months last year as the case progressed, they will not have to return to prison, according to local news reports.

In response to the ever-expanding list of sexual abuse allegations, MINUSTAH has stepped up its efforts to train police and military on sexual conduct. The latest report of the Secretary General for the UN Security Council states that 1,074 personnel were put through "training sessions" and that MINUSTAH leadership "consistently delivered a strong message to all staff members to maintain the highest standards of conduct at all times." But, without any real authority to punish those who violate the standards, the number of sexual abuse cases continues to rise. Through the first 8 months of 2013, there had already been 13 allegations. The latest makes 14. While MINUSTAH makes up less than 10% of UN peacekeeping forces worldwide, the mission has accounted for over 35% of all sexual abuse and exploitation allegations against all such UN forces in 2013.

# Senator Accuses President of Planning Parliamentary Assassinations

**By Kim Ives**

A prominent Haitian senator charges that President Michel Martelly is planning to assassinate him and three other senators by withdrawing their security details and then attacking them with hired gunmen, who have allegedly already killed a community activist in August.

In a Sep. 4 press conference, Senator John Joël Joseph of Haiti's West Department said that Martelly and his wife, Sophia St. Rémy Martelly, held a meeting with Police Chief Godson Orélus in which they demanded that he suspend the security details for several prominent opposition senators and deputies. When Orélus refused, the First Lady became "very angry at him, saying that her husband never asks him for anything, so he better do it, thus she demanded that he withdraw the security" of those parliamentarians, Joseph said, claiming she slammed her hand on the table.

The three other allegedly targeted senators are Senate President Simon Dieuseul Desras, Sen. Moïse Jean-Charles (North), and Sen. Francky Exius (South). Sen. Joseph said several other senators and deputies were also on a "list of people to eliminate, which includes me."

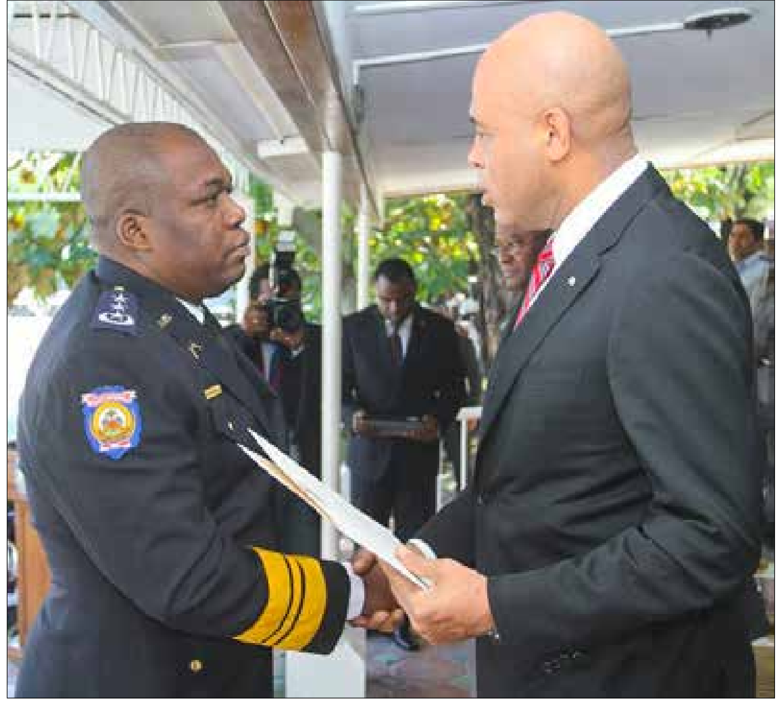
Police Chief Orélus told *Haïti Liberté* that Sen. Joseph's source for his declaration was "very evil" and "fooling him because that is false information."

"I was never in a meeting like that," Orélus said. "I never received an order to withdraw the security from any senator or deputy."

In reply, Sen. Joseph told *Haïti Liberté* that "I know very well that the Director General of the Police would never take it on himself to admit that he met with the president and the president's wife and that he was pressured."

"Perhaps he should have responded to the questions with more diplomacy," Sen. Joseph said. "But for him to come out and say that there is no truth [in my charge], that leaves me very disappointed with him." The senator says he thoroughly investigated and confirmed the information before making it public.

Sen. Joseph said that the Martelly regime has a death squad run by a drug dealer known as Sonson Lafamilia, whom former police chief Mario Andrésol arrested in 2005 with more than $3 million in cash in his car. He is assisted by a member of Martelly's close security detail (Presidential Security Unit or USP), a certain Vladimir, Joseph told *Haïti Liberté*.



**Police Chief Godson Orélus (left) with President Michel Martelly: "I never received an order to withdraw the security from any senator or deputy."**



**Sen. John Joël Joseph: "All indications are that the president's hand is implicated in all of this."**

Lafamilia (not his real name) and Vladimir in turn command a group of street assassins, according to Joseph, including two men known as Benedict Salaam and Brutal, both of whom publicly shot and knifed to death community activist Garry Désir at the end of August in the capital's central Champ de Mars plaza. Désir, who had just come from a conference, was a member of the Cameroun Base popular organization in the capital's Belair neighborhood.

"They fired on him, then they stabbed him, then they shot him again several times," Joseph said. "Meanwhile, there was a police car just a few yard away from them. When Brutal finished his crime, the police watched him go. They didn't even pursue him because they knew that he was an element payed by the National Palace to execute well-known people."

Asked if he thought Martelly was aware of these alleged crimes and the death squad, Joseph replied that "these are people who are directly connected to the president's team, who have official dark-windowed SUVs to carry out a number of missions."

"All indications are that the president's hand is implicated in all of this," Sen. Joseph concluded.

# ENTRETIEN AVEC NICOL

# « AU VENEZUELA, LE "GOUVERNEMENT DE RUE" EST

**Par Ignacio Ramonet**

*Après avoir échoué dans sa tentative de délégitimer le président du Venezuela Nicolas Maduro – élu le 14 avril dernier –, l'opposition prépare déjà les élections municipales du 8 décembre prochain. Dans cette perspective, avec l'appui de la droite internationale et de ses alliés médiatiques, elle a récemment soutenu que le président Maduro ne serait pas né au Venezuela et que, par conséquent, comme le stipule la Constitution, son élection ne serait pas valide.*

Sur cette nouvelle campagne d'intoxication et sur d'autres thèmes d'actualité, nous nous sommes entretenus avec Nicolas Maduro – à bord d'un hélicoptère qui nous conduisait de Caracas à Taguanes (Etat de Guárico) [1] – alors que venait de s'achever la période de ses premiers cent jours à la tête du pays.

**Ignacio Ramonet :** L'opposition vénézuélienne a lancé une campagne, relayée dans les médias internationaux. Elle affirme que vous n'êtes pas né au Venezuela mais à Cúcuta, en Colombie, et que vous possédez la double nationalité ce qui, selon la Constitution, rendrait votre élection non valide. Quels commentaires vous inspire cette accusation ?

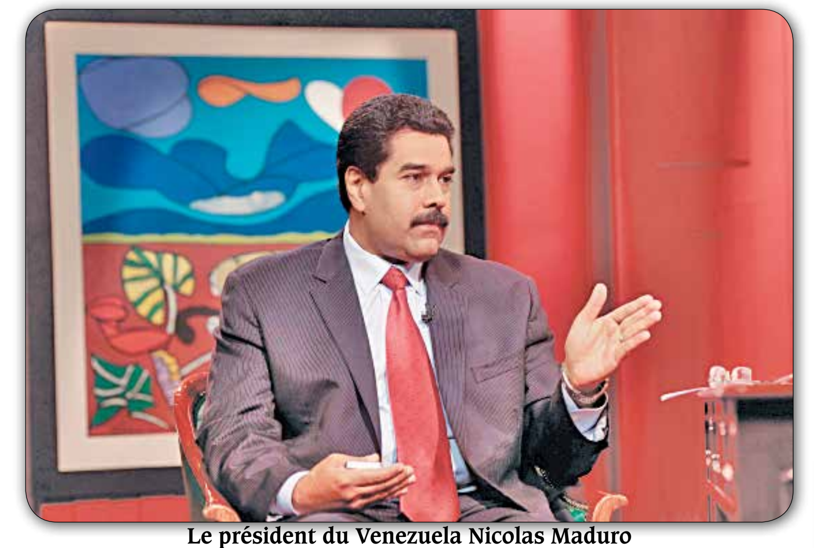
**Nicolás Maduro :** L'objectif d'une telle insanité, lancée par un dément de l'ultra-droite panaméenne, c'est de créer les conditions d'une déstabilisation politique. Ils cherchent à réussir ce qu'ils n'ont pu obtenir ni par les urnes ni au moyen de coups d'Etat ou de sabotages économiques. Ils sont désespérés. Et ils s'appuient, cette fois-ci, sur un certain sentiment anti colombien que la bourgeoisie et la droite vénézuéliennes ont toujours professé à l'encontre du peuple colombien.

A cet égard, je voudrais affirmer que si j'étais né à Cúcuta ou à Bogota, je serais heureux d'être Colombien. Parce que c'est une terre fondée par Bolivar. Si j'étais né à Quito ou à Guayaquil, je me sentirais fier également d'être Equatorien parce que c'est une terre libérée par Bolivar ; ou à Lima, à Potosi, ou à La Paz ou à Cochabamba, je serais heureux d'être Péruvien ou Bolivien. Et si j'étais né au Panama, terre d'Omar Torrijos, terre de dignité qui a fait aussi partie de la Grande Colombie de Bolivar, je serais également fier d'être Panaméen. Mais il se trouve que je suis né et que j'ai grandi à Caracas, berceau du Libertador. Je suis né dans cette Caracas toujours agitée, rebelle, révolutionnaire. Et me voici élu Président.

Ces accusations folles seront un jour évoquées comme des manifestations de la crise de schizophrénie et d'impuissance qui frappe la droite internationale quand elle tente de s'attaquer à la révolution bolivarienne.

**Ignacio Ramonet :** Par ailleurs, le président de l'Assemblée nationale, Diosdado Cabello, a récemment annoncé la découverte de conspirations et des projets d'attentat contre vous.

**Nicolás Maduro :** En effet. Avec le ministre de l'Intérieur, Rodríguez Torres, et le président de l'Assemblée nationale, Diosdado Cabello, nous avons dévoilé un projet d'assassinat prévu pour le 24 juillet dernier, fête de la naissance de Bolivar, à l'occasion des cérémonies du 190e anniversaire de la bataille navale de Maracaïbo. Ils avaient un plan assez élaboré, que nous sommes parvenus à neutraliser [2], et ils comptaient sur l'appui de la droite internationale. Je peux vous révéler que, parmi ces soutiens, apparaît le nom d'Alvaro Uribe [ancien président de la Colombie], un homme obsédé par le Venezuela et par les enfants de Chavez. Il y avait également la vieille mafia de Miami, celle de Luis Posada Carriles, elle-même soutenue par d'importantes instances de pouvoir aux Etats-Unis. L'Administration de Barack Obama s'est refusée à démanteler cette mafia de Posada Carriles, un terroriste avéré, poursuivi par les lois de notre pays pour avoir



**Le président du Venezuela Nicolas Maduro**

fait exploser en plein vol un avion de Cubana de Aviación en octobre 1976...

Je peux vous assurer que nous allons continuer à nous défendre, à neutraliser ces projets néfastes... et à vaincre. A Dieu ne plaise qu'ils réussissent un jour leur coup, car il se produirait alors une situation au Venezuela que je ne veux pas même imaginer... La droite n'a vraiment pas intérêt à ce que cela se produise. Parce qu'elle disparaîtrait du paysage politique de notre pays pour longtemps... La Révolution prendrait alors un tout autre caractère. Sans aucun doute. Beaucoup plus radical, beaucoup plus socialiste, beaucoup plus anti impérialiste. Prions donc pour



**Ignacio Ramonet dialoguant avec Nicolas Maduro**

que leurs projets de mort ne se réalisent jamais. Ils passeraient un très mauvais quart d'heure. Et moi je verrais tout cela du ciel...

**Ignacio Ramonet :** Pensez-vous que l'échec de l'opposition dans sa tentative de déstabilisation est dû à la politique que vous avez mise en place depuis le 14 avril, ou bien à un changement d'attitude de l'opposition elle-même qui mise désormais sur les élections municipales du 8 décembre ?

**Nicolás Maduro :** La raison principale c'est la solidité institutionnelle de la démocratie vénézuélienne. Et aussi, en effet, la décision que j'ai prise, en m'appuyant sur cette solidité, de mettre en échec très rapidement les tentatives d'insurrection et de recours à la violence. Ne pas tolérer qu'elles s'étendent. Ils ont tenté de provoquer une sorte d'insurrection dans les principales villes du pays, les 15 et 16 avril, au lendemain des élections.

**Ignacio Ramonet :** Avec quel degré de violence ?

**Nicolás Maduro :** Ils ont assassiné onze personnes de milieux modestes, dont deux enfants, une petite fille et un garçon. Ils ont aussi causé une centaine de blessés, dont on parle trop peu. Des gens gravement estropiés qui garderont des séquelles toute leur vie.

L'opposition a montré à cette occasion son véritable visage putschiste. Elle faisait semblant d'avoir de bonnes manières démocratiques mais, dès le décès [le 5 mars 2013] du commandant Chavez, elle a décidé d'ignorer le résultat des élections et tenté d'imposer par la force – avec l'aide internationale probable des Etats-Unis et d'autres gouvernements de droite – une opération de déstabilisation de la Révolution. Nous sommes parvenus à les neutraliser et à les stopper très vite. Désormais, ils n'ont d'autre choix que de revenir aux urnes, s'ils veulent gagner des espaces politiques dans les mairies. Nous les avons contraints à revenir sur le droit chemin démocratique. Si nous n'avions pas fait respecter la Constitution, ils auraient conduit notre pays sur le sentier de la guerre civile.

**Ignacio Ramonet :** Lors de récentes déclarations, vous avez lancé des mises en garde en direction de votre propre camp contre ceux qui pourraient briser l'unité de la révolution. Craignez-vous une division du chavisme ?

**Nicolás Maduro :** Les forces de division et de fragmentation ont toujours menacé toutes les révolutions. Les ambitions de pouvoir exprimées par des groupes ou des individus constituent une négation du projet même de notre Révolution bolivarienne qui est de nature socialiste et exige don de soi et sacrifice. Si le commandant Chavez est devenu président ce n'est pas par ambition personnelle, mais parce que des circonstances historiques l'ont placé à la tête du pays. Et si moi-même je suis président, ce n'est pas non plus par ambition ou parce que je représenterais un quelconque groupe économique ou politique, non, je le suis parce que le commandant Chavez m'y a préparé, m'a choisi et que le peuple vénézuélien a ratifié ce choix lors d'élections libres et démocratiques.

Les forces de désagrégation existeront toujours. Mais notre révolution possède suffisamment de ressources morales, politiques et idéologiques pour surmonter toute tentative de division. La déclaration à laquelle vous faites allusion, je l'ai faite dans le Llano [grand ouest du Venezuela] parce que je voyais, devant moi, un élu qui prétend être chaviste mais qui, en sous-main, est financé par de grands propriétaires terriens. Il tient des discours prétendument chavistes mais, en fait, il sème la division. Il n'est pas impossible que, lorsque cet individu découvrira qu'il n'a pas été désigné par la révolution comme candidat à la mairie pour les prochaines élections, il se présente sur sa propre liste... Concernant le scrutin du 8 décembre, nous sommes en mesure de présenter des candidatures unitaires dans presque toutes les communes du pays. Et nous devrons battre ces candidats de la division qui se disent chavistes mais qui sont, en définitive, les alliés de la contre-révolution.

**Ignacio Ramonet :** Par rapport à la pratique gouvernementale précédente, vous avez introduit plusieurs changements : une critique de l'insécurité, la dénonciation de la corruption et, surtout, ce que vous appelez le «gouvernement de rue». Pourquoi avez-vous senti le besoin d'aborder ces questions ? Et quel bilan faites-vous du 'gouvernement de rue' ?



**Une réunion du gouvernement Vénézuélien avec le peuple. Le pouvoir à l'écoute du peuple. Le « gouvernement de rue est une révolution dans la révolution »**

**Nicolás Maduro :** A propos du «gouvernement de rue», je dois dire qu'il nous a permis d'établir, au cours de cette nouvelle étape, une méthode pour disposer d'une direction collective de la Révolution. Grâce à ce mode de gouvernement [qui consiste, pour le président et ses ministres, à aller régulièrement dans les régions – estados – du pays et tenter de résoudre les problèmes concrets qui se posent à l'échelle locale] nous avons supprimé les intermédiaires entre le pouvoir populaire local et l'instance concernée du gouvernement central. Nous apportons des solutions concrètes à des problèmes précis, et nous contribuons ainsi à construire le socialisme, le pouvoir communal, l'économie socialiste... Nous consolidons aussi notre système de santé publique, gratuit et de qualité, et notre système d'éducation publique. Le 'gouvernement de rue' constitue une révolution dans la révolution.

**Ignacio Ramonet :** C'est une façon de combattre la bureaucratisation ?

**Nicolás Maduro:** De la terrasser. En proposant un nouveau système alternatif. Parce que le modèle de gouvernement dont nous avions hérité exprimait, en quelque sorte, la façon de gouverner un Etat bourgeois, lui-même héritier du système colonial en Amérique latine. Le président Chavez avait su le contourner au moyen des Missions qui constituent un nouveau modèle de mise en oeuvre des politiques publiques. A ces Missions, nous ajoutons désormais le «gouvernement de rue» qui est d'ailleurs une consigne du commandant Chavez. Il nous avait demandé, à Elias Jaua [actuel ministre des Affaires étrangères] qui était alors vice-président [équivalent à premier ministre] et à moi, qui étais à l'époque vice-président politique, de construire un système de gouvernement régionalisé - « populaire » disait-il – que j'ai appelé «gouvernement de rue».

Ce sont des décisions et des orientations qui se situent dans le cadre de la philosophie d'un modèle socialiste où le pouvoir n'est pas détenu par des élites, ni par des élites bourgeoises ni par de nouvelles élites qui se bureaucratisent et s'embourgeoisent. Nous souhaitons que le pouvoir se démocratise, qu'il constitue une sorte de vaccin contre le bureaucratisme, contre l'embourgeoisement, et que, dans la mesure du possible, ils nous permette d'avancer vers l' 'efficience socialiste'.

**Ignacio Ramonet :** Si l'opposition l'emporte aux élections municipales du 8 décembre, il est probable qu'elle réclamera un référendum révocatoire pour 2015. Comment voyez-vous cette échéance ?

**Nicolás Maduro :** Nous y sommes prêts. Et nous dirons toujours la vérité au peuple. Mais il faut savoir que si l'opposition obtenait un résultat important le 8 décembre, elle relancerait son projet de déstabilisation dans le but d'affaiblir notre patrie, de mettre fin à notre indépendance et d'abattre la révolution du commandant Chavez qui a repris le concept de République bolivarienne. L'opposition tenterait, en premier lieu, d'imposer des scénarios violents de déstabilisation, puis les Etats-Unis accourraient pour réduire notre niveau d'indépendance et briser l'union de l'Amérique latine que nous sommes en train de forger.

Nous avons donc une grande responsabilité. Parce que nous défendons un projet qui peut permettre de bâtir un autre monde possible dans notre région, et créer, à l'échelle internationale, un monde multipolaire, débarrassé des hégémonies économique, militaire et politique de l'impérialisme américain. La construction d'un autre monde, où seraient enfin respectés les droits des pays du Sud – et même ceux de l'Europe, une Europe libérée du néolibéralisme –, dépend de ce qui se passera en Amérique latine. Si nous parvenons, ici, à bâtir un bloc puissant d'Etats qui refusent définitivement d'être l' « arrière-cour » des Etats-Unis, alors il y aura davantage d'équilibre dans le monde. Et la clé de voûte de ce bloc en construction, c'est le Venezuela. C'est la raison des attaques portées contre nous.

**Ignacio Ramonet :** Comment expliquez-vous le résultat qu'a obtenu l'opposition à l'élection du 14 avril dernier, et comment comptez-vous gagner les élections municipales du 8 décembre ?

**Nicolás Maduro :** Une fraction de l'électorat a toujours voté, dans tous les scrutins, en faveur de l'opposition. En revanche, le 14 avril, une bonne partie de ceux qui n'ont pas voté pour nous ont voulu nous sanctionner. Par mécontentement, à cause de choses mal faites, des problèmes non résolus... Mais ces électeurs n'ont jamais soutenu les aventures putschistes et anti-bolivariennes de la droite. C'est donc à eux que nous devons nous adresser en premier lieu, pour leur dire que nous sommes désormais dans la rue, au contact de leurs problèmes quotidiens et que nous travaillons à faire changer les choses. Ils savent que la tâche n'a pas été facile. Et que la plus grande prouesse a été, à la veille du scrutin du 14 avril, de surmonter la tragédie historique du décès du commandant Chavez. Surmonter le deuil collectif. Quand une personne entre en deuil, elle peut sombrer dans un désespoir total et ne plus croire en rien. C'est ce qui est arrivé à une partie du peuple vénézuélien.

# AS MADURO : UNE RÉVOLUTION DANS LA RÉVOLUTION »

Et les experts en guerre psychologique qui harcèlent notre pays en ont profité pour porter, à cet instant précis, leurs attaques les plus venimeuses... C'est pourquoi notre victoire du 14 avril n'en a que plus de mérite.

Ce que nous sommes en train de faire – le «gouvernement de rue», le redressement de l'économie, l'accent mis sur des problèmes cruciaux comme l'insécurité citoyenne ou la lutte contre la corruption... – devrait nous aider à remporter une grande victoire le 8 décembre prochain. Et ce succès nous ouvrira de nouveau le chemin pour avancer vers la construction du socialisme du XXIe siècle.



Martin Luther King et Malcom X

**Ignacio Ramonet :** Jusqu'où comptez-vous aller dans la lutte contre la corruption ?

**Nicolás Maduro :** Jusqu'aux ultimes conséquences. Nous allons tout passer au crible. Nous avons affaire à une droite très corrompue, héritière d'une IVe République gangrénée et décadente. Mais nous combattons aussi la corruption nichée dans le camp révolutionnaire et au sein de l'Etat. Il n'y aura pas de quartier ! J'ai constitué une équipe secrète d'enquêteurs incorruptibles qui a déjà mis au jour plusieurs affaires énormes. Plusieurs personnalités de très haut rang ont déjà été arrêtées et nous allons continuer à frapper fort. Elles seront jugées, et j'espère qu'elles iront là où est leur vraie place : en prison.

**Ignacio Ramonet :** Quel jugement portez-vous sur l'économie vénézuélienne ? Plusieurs études soulignent le niveau trop élevé de l'inflation.

**Nicolás Maduro :** L'économie vénézuélienne est en état de transition vers un nouveau modèle de production, diversifié et socialiste. De surcroît, nous voulons nous insérer dans un nouveau cadre économique, celui de l'intégration sud-américaine et latino-américaine. Il ne faut pas oublier que nous sommes désormais membres du [Marché commun du sud] Mercosur – dont nous assumons d'ailleurs, actuellement, la présidence pro-tempore – mais nous sommes également membres de l'ALBA [Alliance bolivarienne des peuples de notre Amérique] et fondateurs de Petrocaribe. Ces trois organisations rassemblent, aux plans géographique, démographique et économique, vingt-quatre pays qui constituent – Mercosur, plus ALBA, plus Petrocaribe – pour ainsi dire, la quatrième économie du monde... Nos objectifs sont de transformer l'économie du Venezuela et de l'intégrer à ce nouveau cadre géoéconomique, pour mieux nous articuler à l'économie planétaire. C'est pour cela que je dis que nous sommes en période de transition.

A propos de l'inflation, je dois vous dire que nous avons essuyé de très violentes attaques spéculatives contre notre monnaie. Mais nous commençons à nous en sortir. Et nous subissons également un sabotage de la distribution de certains produits de première nécessité qui se sont raréfiés et dont les prix ont explosé. Ces pénuries produisent également de l'inflation. Mais, là encore, nous commençons à mieux contrôler la situation et je suis certain que les choses vont se normaliser d'ici la fin de ce semestre.

Concernant notre monnaie, nous allons la stabiliser. Comme nous avons commencé à rétablir l'approvisionnement des produits manquants. Mais, pour sortir de ce modèle rentier et dépendant, la clé est la diversification de notre production aussi bien alimentaire qu'industrielle. Nous faisons actuellement d'importants investissements dans des secteurs décisifs de la production alimentaire, de l'agro-industrie et de l'industrie lourde. Nous en appelons à des capitaux étrangers pour qu'ils nous apportent devises et technologie. J'ai récemment visité plusieurs Etats européens et je suis optimiste sur la prochaine venue d'investisseurs de France, d'Italie et du Portugal... Et nous voulons aussi que des investisseurs brésiliens, indiens ou chinois apportent chez nous non seulement des capitaux mais aussi de la technologie de pointe pour développer et diversifier nos industries intermédiaires. Afin que notre pays se dote peu à peu d'autres moteurs de développement, et ne dépende pas uniquement des hydrocarbures.

Je m'empresse toutefois de dire qu'il n'est pas question de renoncer à nos richesses pétrolières qui demeurent un moteur de croissance extrêmement puissant et devraient garantir notre développement pendant encore quasiment un siècle. N'oublions pas que le Venezuela détient les plus grandes réserves de pétrole de la planète et les quatrièmes réserves de gaz... Notre économie est extrêmement puissante. Dès 2014, nous devrions assister à une formidable reprise de notre dynamique économique et de la croissance vénézuélienne.

**Ignacio Ramonet :** Comment expliquez-vous ces problèmes de pénuries diverses, qui ont été souvent critiquées dans les médias internationaux ?

**Nicolás Maduro :** L'accaparement spéculatif et l'organisation de pénuries artificielles font partie de l'arsenal traditionnel de toutes les contre-révolutions. Nous affrontons une "guerre silencieuse" conduite contre nous par des acteurs politiques alliés à des acteurs économiques, locaux et internationaux, qui, ayant constaté le très grave état de santé du commandant Chavez entre décembre 2012 et mars 2013, ont décidé de s'attaquer à des points sensibles de l'économie vénézuélienne. Il faut dire aussi qu'ils ont été encouragés par nos propres erreurs en matière de contrôle des changes ; erreurs que nous avons corrigées depuis. Ces forces anti-bolivariennes s'en sont prises avec succès aux rouages de notre système d'approvisionnement de produits importés. Ce qui a causé les pénuries...

Il faut dire aussi que le pouvoir





**Au nom du peuple du Libérateur Simon Bolivar et du Commandant Hugo Chavez, je me dirige vers vous pou défendre la cause de la paix et en tant qu'ennemi acharné de la guerre**

d'achat des Vénézuéliens n'a cessé d'augmenter. Songez que le taux de chômage est d'à peine 6%, et que le salaire minimum urbain est le plus élevé d'Amérique latine. Un autre aspect crucial, récemment souligné par la FAO [Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture], c'est que nous sommes le pays au monde qui combat le plus efficacement la faim. Tout cela a créé, chez nos compatriotes, des possibilités de consommation inconnues jusqu'à présent. La consommation croît de 10% par an... Soit à un rythme supérieur à la capacité de production du pays et à la capacité des organismes d'Etat chargés des importations.

La dernière fois que j'ai parlé



**Barack Obama est un président "occasionnel". C'est une sorte de recours dû aux circonstances, choisi par les élites qui gouvernent de fait les Etats-Unis**

personnellement avec le commandant Chavez, le 22 février 2013, lorsque nous avons évalué la situation économique et évoqué les pénuries, il m'a dit : "Ils ont déclenché une guerre économique en profitant de ma maladie ; ils misent sur une nouvelle élection présidentielle. Dans cette perspective, la bourgeoisie va créer toutes sortes de désordres économiques pour ensuite, avec l'appui impérial, tenter de donner un coup de griffe à la révolution bolivarienne."

Mais nous sommes en train de sortir de cette difficile période. Le peuple du Venezuela n'a jamais manqué de nourriture. Jamais. Vous pouvez aller dans n'importe quel quartier populaire, comme ceux que j'ai connus dans les années 1980 où les enfants étaient faméliques et où les gens mangeaient parfois de la nourriture pour chiens... Allez dans le quartier le plus humble du pays, entrez chez qui vous voudrez, ouvrez le garde-manger et vous y trouverez de la viande, du riz, de l'huile, du lait... Nous garantissons au peuple la nourriture. Il n'en a jamais manqué dans les pires moments de la "guerre économique" qui a été conduite contre nous.

C'est d'ailleurs pour cela que nous avons une stabilité sociale et politique. Cette guerre est très différente des sabotages d'il y a une décennie. A l'époque, en 2002-2003, le "patron des patrons", Carmona Estanga, n'hésitait pas à réclamer en public, devant les médias, un boycottage général. Et le chef de la vieille bureaucratie syndicale, Carlos Ortega, faisait de même en proclamant la grève générale. Ils s'affichaient sans la moindre gêne ; assumaient le sabotage de l'économie. Et ils avaient réussi à provoquer de très graves pénuries qui ont failli conduire le pays à l'explosion sociale. Maintenant, non. C'est la "guerre silencieuse'", la "guerre molle'" selon les consignes de Washington. En 2002-2003, les Etats-Unis étaient gouvernés par George W. Bush. Il était brutal. Il disait : "Je vais envahir !", et il envahissait ; "Nous allons renverser tel gouvernement !", et il le renversait.

Maintenant, c'est le "soft", le mou, le dissimulé. Nous avons affaire à une droite fascistoïde mais qui est tout sourire et qui déclare : "Ce gouvernement est nul parce qu'il ne peut résoudre les pénuries." Alors que ce sont eux qui organisent ces pénuries. Ils ont tout un plan, avec l'aide d'agents économiques internationaux, pour nuire à notre pays. Mais nous sommes en train de surmonter cette épreuve, et nous nous vaccinons. La prochaine fois, ils ne pourront plus utiliser contre nous ces mêmes mécanismes.

**Ignacio Ramonet :** Dans le champ de l'économie vénézuélienne, quelle place pour le secteur privé ?

**Nicolás Maduro :** Historiquement, le secteur privé au Venezuela s'est peu développé. Nous n'avons jamais eu une véritable bourgeoisie nationale. Le secteur privé, pour l'essentiel, est apparu avec la découverte et l'exploitation du pétrole au début du XXe siècle, mais plutôt comme un facteur lié à l'appropriation de la rente pétrolière. Presque toutes les grandes fortunes de la bourgeoisie vénézuélienne sont liées à la manipulation du dollar, soit pour importer des produits (la bourgeoisie commerciale ou compradore), soit pour s'approprier une part de la rente et placer les capitaux dans de grandes banques à l'étranger. Nous n'avons pas eu une bourgeoisie productive comme le Brésil ou l'Argentine, par exemple. Ce n'est que maintenant, depuis 1999, que nous voyons surgir un secteur privé désireux de participer à l'essor de la production industrielle ou agro-industrielle dans notre pays.

Pour le modèle socialiste vénézuélien, le secteur privé a un rôle à jouer dans la diversification de notre économie. Depuis toujours, le commandant Chavez a favorisé les relations avec le secteur privé. Aussi bien dans la petite que dans la moyenne ou la grande entreprise. Il a favorisé la création d'entreprises mixtes (Etat-privé), et les investissements de capitaux privés internationaux. Au Venezuela, nous avons mis au point toute une réflexion économique pour déterminer dans quels secteurs encourager les investissements étrangers. Quels capitaux nous voulons et dans quelles conditions ils peuvent investir chez nous. Un exemple : bien que notre pétrole soit nationalisé, il existe diverses modalités permettant des investissements étrangers dans la Ceinture pétrolifère de l'Orénoque ; on y trouve des entreprises du monde entier dans le cadre, toujours, de sociétés mixtes : 40%

*Suite à la page (15)*

# Lettre de Nicolas Maduro à Barack Obama !

Président de la République Bolivarienne Du Venezuela
Caracas, 1er Septembre 2013
Berceau du Libérateur Simon Bolivar
Son excellence
Barak Obama
Président des Etats-Unis d'Amérique du Nord

Au nom du peuple du Libérateur Simon Bolivar et du Commandant Hugo Chavez, je me dirige vers vous pour défendre la cause de la paix en tant qu'ennemi acharné de la guerre. Le but de cette lettre est un appel à la réflexion au sujet de l'injuste, néfaste et l'épouvantable possibilité d'une intervention militaire des Etats-Unis contre le Peuple de Syrie.

Ces lignes n'ont pas d'autre intention, Président Obama, que d'accompagner la clameur des Peuples pour un monde dans lequel la paix serait la façon quotidienne de nous entendre entre frères et sœurs. Je fais miennes, entièrement miennes, ces merveilleuses paroles du Libérateur Simon Bolivar : « La paix sera mon port, ma gloire, ma récompense, mon espoir, ma joie et tout ce qui est précieux en ce monde. » De la même façon, il s'agit de suivre le chemin que nous montre Jésus de Nazareth dans cette merveilleuse homélie : « Bienheureux les pacificateurs, parce qu'ils seront appelés fils de Dieu ».

Lors de l'importante rencontre du Secrétaire d'état John Kerry et de notre ministre des relations extérieures, Elia Jaua à l'occasion de la 43e Assemblée Générale de l'Organisation des Etats Américains qui eut lieu à Antigua, au Guatemala, j'ai exprimé ceci : « Il peut y avoir des relations de respect avec le Gouvernement des Etats- Unis, des relations basées sur l'égalité..... Nous pouvons faire évoluer nos différences ». C'est dans ce même esprit que je m'adresse à vous aujourd'hui, avec la volonté que, par delà nos différences, nous unissions nos efforts afin que jamais plus ne se répètent des initiatives aussi désastreuses que celles d'Irak, d'Afghanistan ou de Lybie. Je veux spécialement être le porte-voix des millions de personnes de Notre Amérique et de partout dans le monde, qui, par les réseaux sociaux et bien d'autres moyens, demandent l'arrêt des hostilités et la non-intervention militaire des puissances étrangères à la République Arabe de Syrie. Une telle intervention militaire serait désastreuse pour toute la région de l'Est de la Méditerranée, lieu de rencontre des chemins historiques de notre civilisation.

En se référant à Bush et aux faucons du Pentagone, Susan Sontag, cette grande conscience Etasunienne et universelle, disait avec une piquante ironie : « *Parce qu'ils ont toujours raison. Pour eux, démontrer la puissance américaine est bon en soi. Peu importe de ne pas capturer Saddam Hussein, peu importe que n'apparaisse aucune arme qu'ils attribuaient à l'ancien régime irakien : la guerre était justifiée parce que c'est ainsi et point final. Avant l'invasion, ils s'amusaient avec quatre ou cinq excuses et à la fin ils optèrent pour celle des armes de destruction massive. Si le Président ne se débarrassait pas de Saddam Hussein, il n'accomplissait pas son mandat constitutionnel de protéger le peuple des Etats-Unis. On ne pouvait pas donner un jour de plus aux inspecteurs de Hans Blix, puisque la situation nécessitait une intervention d'urgence parce que les missiles nucléaires iraquiens visaient déjà nos villes...* » Comme vous le savez bien, il s'agissait d'une farce montée de toutes pièces mais qui eut comme conséquence la destruction de l'Irak et coûta la vie

*Suite à la page (16)*

# Un appel à la prudence de Russie

**Par Vladimir V. Poutine**

Les récents événements autours de la Syrie m'ont invité à parler directement au peuple américain et à ses dirigeants politiques. Il est important de le faire au moment d'une communication insuffisante entre nos sociétés.

Les relations entre nous sont passées par différentes étapes. Nous étions les uns contre les autres pendant la guerre froide. Mais nous avons aussi été des alliés un temps, et avons vaincu les nazis ensemble. L'organisation internationale universelle - l'Organisation des Nations Unies - a ensuite été mise en place pour empêcher qu'une telle dévastation ne se reproduise jamais.

Les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies ont compris que les décisions concernant la guerre et la paix devraient ne se prendre que par consensus, et avec le consentement de l'Amérique le droit de veto par les membres permanents du Conseil de sécurité a été inscrit dans la Charte des Nations Unies. La profonde sagesse de ceci a maintenu la stabilité des relations internationales pendant des décennies.

Personne ne veut que l'Organisation des Nations Unies subisse le sort de la Société des Nations, qui s'est effondré parce qu'il lui manquait une véritable influence. C'est possible si des pays influents contournent les Nations Unies et entreprennent une action militaire sans l'autorisation du Conseil de sécurité.

La frappe potentielle des États-Unis contre la Syrie, malgré la forte opposition de nombreux pays et les principaux responsables politiques et religieux, y compris le Pape, se traduira par plus de victimes innocentes et une escalade, propageant potentiellement le conflit au-delà des frontières de la Syrie. Une frappe augmentera la violence et déclenchera une nouvelle vague de terrorisme. Elle pourrait saper les efforts multilatéraux visant à résoudre le problème nucléaire iranien et le conflit israélo-palestinien et déstabiliser davantage le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Elle pourrait rendre l'ensemble du système du droit et de l'ordre international hors d'équilibre.

La Syrie n'est pas témoin d'une bataille pour la démocratie, mais d'un conflit armé entre le gouvernement et l'opposition dans un pays multi religieux. Il y a peu de champions de la démocratie en Syrie. Mais il y a plus qu'assez de combattants d'al-Qaïda et d'extrémistes de tous bords qui luttent contre le gouvernement. Le Département d'Etat des Etats-Unis a déjà désigné al-Nusra et l'Etat islamique d'Irak et du Levant, combattant avec l'opposition, comme des organisations terroristes. Ce conflit interne, alimenté par des armes étrangères fournies à l'opposition, est l'un des plus sanglants dans le monde.



**Poutine et Obama. Ma relation professionnelle et personnelle avec le président Obama est marquée par une confiance croissante**

Des mercenaires de pays arabes luttent là-bas, et des centaines d'activistes en provenance des pays occidentaux et même de Russie, sont pour nous une source de profonde inquiétude. Ne pourraient-ils pas retourner dans nos pays avec l'expérience acquise en Syrie ? Après tout, après les combats en Libye, les extrémistes sont passés au Mali. Cela nous menace tous.

Dès le début, la Russie a prôné un dialogue pacifique permettant aux Syriens d'élaborer un plan de compromis pour leur propre avenir. Nous ne protégeons pas le gouvernement syrien, mais le droit international. Nous devons utiliser le Conseil de sécurité des Nations Unies et croire que la préservation de la loi et de l'ordre dans le monde complexe et turbulent d'aujourd'hui est l'une des rares façons d'empêcher les relations internationales de sombrer dans le chaos. La loi est toujours la loi, et nous devons la suivre que nous le voulions ou non. Selon le droit international actuel, la force n'est autorisée qu'en cas de légitime défense ou par la décision du Conseil de sécurité. Tout le reste est inacceptable en vertu de la Charte des Nations Unies et constituerait un acte d'agression.

Personne ne doute que du gaz toxique ait été utilisé en Syrie. Mais il y a tout lieu de croire qu'il a été utilisé non pas par l'armée syrienne, mais par les forces de l'opposition, afin de provoquer l'intervention de leurs puissants protecteurs étrangers, qui seraient du côté des fondamentalistes. Les rapports indiquant que des activistes se préparant à une nouvelle attaque - cette fois contre Israël - ne peuvent pas être ignorés.

Il est alarmant de constater que l'intervention militaire dans des conflits internes de pays étrangers est devenue monnaie courante aux États-Unis. Est-ce dans l'intérêt à long terme de l'Amérique ? J'en doute. Des millions de personnes dans le monde voient de plus en plus l'Amérique non pas comme un modèle de démocratie, mais aussi comme s'appuyant uniquement sur la force brute, bricolant des coalitions réunies sous le slogan "vous êtes avec nous ou contre nous".

Mais la force s'est révélée inefficace et inutile. L'Afghanistan chancelle, et personne ne peut dire ce qui se passera après que les forces internationales se seront retirées. La Libye est divisée en tribus et en clans. En Irak, la guerre civile se poursuit, avec des dizaines de morts chaque jour. Aux États-Unis, nombre d'entre vous établissent une analogie entre l'Irak et la Syrie, et se demandent pourquoi leur gouvernement voudrait répéter les erreurs récentes.

Peu importe à quel point les frappes seront ciblées ou à quel point les armes seront sophistiquées, des victimes civiles sont inévitables, y compris des personnes âgées et des enfants, que les frappes sont censées protéger.

Le monde réagit en demandant : si vous ne pouvez pas compter sur le droit international, alors vous devez trouver d'autres façons d'assurer votre sécurité. Ainsi, un nombre croissant de pays cherchent à acquérir des armes de destruction massive. Ce qui est logique : si vous avez l'arme nucléaire, personne ne va vous toucher. Nous sommes partis en parlant de la nécessité de renforcer la non-prolifération, alors qu'en réalité cela l'érode.

Nous devons cesser d'utiliser le langage de la force et reprendre le chemin du règlement diplomatique et politique civilisé.

Une nouvelle possibilité d'éviter une action militaire a émergé dans les derniers jours. Les Etats-Unis, la Russie et tous les membres de la communauté internationale doivent tirer parti de la volonté du gouvernement syrien de mettre son arsenal chimique sous contrôle international pour sa destruction ultérieure. A en juger par les déclarations du président Obama, les Etats-Unis voient cela comme une alternative à l'action militaire.

Je me réjouis de l'intérêt du président à poursuivre le dialogue avec la Russie sur la Syrie. Nous devons travailler ensemble pour maintenir cet espoir vivant, comme convenu lors de la réunion du G8 à Lough Erne en Irlande du Nord en juin, et réorienter le débat vers des négociations.

Si nous pouvons éviter la force contre la Syrie, cela permettra d'améliorer l'atmosphère dans les affaires internationales et de renforcer la confiance mutuelle. Ce sera notre réussite commune et ouvrira la porte à une coopération sur d'autres questions cruciales.

Ma relation professionnelle et personnelle avec le président Obama est marquée par une confiance croissante. J'apprécie cela. J'ai étudié attentivement son discours à la nation de mardi. Et je serais plutôt en désaccord avec une affirmation qu'il a faite sur l'exceptionnalisme américain, affirmant que la politique des États-Unis est "ce qui rend l'Amérique différente. C'est ce qui nous rend exceptionnels." Il est extrêmement dangereux d'encourager les gens à se considérer comme exceptionnels, quelle que soit la motivation. Il y a de grands pays et de petits pays, riches et pauvres, ceux qui ont de longues traditions démocratiques et ceux à qui il reste encore à trouver leur chemin vers la démocratie. Leurs politiques diffèrent aussi. Nous sommes tous différents, mais quand nous demandons la bénédiction du Seigneur, nous ne devons pas oublier que Dieu nous a créés égaux.

Vladimir V. Poutine,
Président de la Russie

**The New York Times**
**11 Septembre 2013**
**LGS 12 Septembre 2013**



# Pourquoi Moscou ne peut plus perdre la bataille diplomatique ?

**Par Dmitri Kossyrev**

*L'article de Vladimir Poutine publié hier dans le New York Times....[ Un plaidoyer pour la prudence]... et la réponse malveillante d'une « source de l'administration Obama » font penser à une chose qui est passée inaperçue dans le tourbillon des événements autour de la Syrie. A savoir, comment la diplomatie de Moscou concernant la Syrie a réussi à placer la Russie dans une situation forcément gagnante ?*

En général tous les commentateurs pointent du doigt les erreurs commises sur un dossier - ici comment Obama s'est retrouvé dans une situation où, quoi qu'il fasse, tout ira mal. Peu d'observateurs, par contre, s'intéressent à l'analyse des succès. C'est bien dommage car cette démarche peut être très utile.

**La fausse joie de la Maison blanche**

L'article de Poutine déploie des idées assez habituelles pour le lecteur russe, mais qui avaient du mal à parvenir jusqu'aux Américains et même aux Européens. Aujourd'hui c'est chose faite. Et voici ce que répond une « source anonyme de la Maison blanche » à la publication du président russe : « Poutine a fait une proposition et désormais c'est sa zone de responsabilité. Il s'est totalement impliqué dans le désarmement de la Syrie et… il doit faire ce qu'il a promis ». Rappelons qu'il est question de l'initiative russe de placer sous contrôle les armes chimiques syriennes, en coopération avec les USA et avec l'accord de la Syrie.

On ne peut en fait pas se réjouir aussi sincèrement de voir Poutine se retrouver dans la même situation qu'Obama. Car cette source a tort sur toute la ligne : la position de la Russie est complètement différente. Elle est, en fait, sans précédent. Quoi que fasse la Russie sur le plan syrien ou moyen-oriental, elle ne peut plus perdre. Bien que dans certaines situations elle n'ait rien à gagner. C'est de l'art.

Supposons qu'Obama et quelques uns de ses amis refusent d'évoquer la Syrie et continuent de préparer leur attaque qui, comme ils le savent pertinemment, est inutile mais pourrait entraîner de lourdes conséquences. Dans ce cas la Russie ne perdrait rien. Et en supposant qu'elle joue « contre » les USA ou les Européens en cherchant à les affaiblir, elle serait vraiment gagnante.

Pour le contraste, voici la situation diplomatique inverse, dans laquelle il est impossible de gagner. Elle ne concerne pas Obama, qui avait promis d'attaquer la Syrie si les autorités locales utilisaient l'arme chimique, et qui aurait découvert qu'en réalité ce n'est pas du tout le gouvernement syrien qui en avait fait usage. Je fais allusion à la Russie et Edward Snowden, qui a passé plus d'un mois dans la zone de transit de Cheremetievo. Voilà une situation où il était impossible de gagner. Le remettre aux Américains ? La Russie serait devenue la risée du monde entier, sans parler du fait que cela est contraire à la législation nationale. Le laisser entrer en Russie (ce qui s'est produit) ? Moscou n'en avait pas besoin et les Américains se voyaient forcés d'aller au conflit avec le Kremlin.

Une chose est réconfortante. L'affaire Snowden s'est simplement produite. Tandis que les bases de la position gagnante russe sur la Syrie ont été posées depuis des années. Le succès vient souvent d'une politique réfléchie et pas d'actes convulsifs.

Prévoir le succès à long terme

Il est encore possible de retrouver aujourd'hui sur internet les appréciations méprisantes des « experts » russes disant que Moscou avait mal réagi au début du Printemps arabe. Ces « experts » s'indignaient : comment peut-on s'accrocher au passé, aux régimes militaires et aux dictateurs obsolètes ? Bien sûr selon eux, il fallait immédiatement se reprendre et commencer à se lier d'amitié avec les nouvelles forces vives de la région, même s'il s'agissait des Frères musulmans. On ne sait jamais, ils pourraient pardonner ! Nicolas Ier se comportait de la même manière et luttait contre toutes les révolutions en Europe : on sait comment il a fini !

Mais à l'époque de Nicolas les révolutions n'étaient pas des processus dirigés, qui plus est par les technologies actuelles, utilisées pour faire sortir dans la rue une foule qui ignore même à qui tout cela profite.

En fait, la Russie n'a pas échoué sur ce plan. En revanche la situation qui a débuté en 2010-2011 était bien sans précédent et les débats, à l'origine, visaient à comprendre pourquoi les « occidentalistes » utilisaient leurs technologies informatiques pour renverser des régimes amis. Puis on a découvert que personne n'avait le monopole de ces technologies, que les initiateurs n'étaient pas les « occidentalistes » mais les « orientalistes » qui avait senti l'affaiblissement des USA et de l'Europe.

Et au final certains pays arabes, qui veulent « remettre les choses au clair » avec les Iraniens, les Syriens et d'autres régimes indésirables comme celui de Kadhafi en Libye, utilisent l'Occident prétendu tout-puissant comme une « call girl », pour bombarder telle cible et s'en aller. Moscou ne s'est pas retrouvé dans une telle situation et ce n'est certainement pas une perte.

Il ne faut pas non plus oublier la Libye : à la veille de l'opération libyenne au printemps-été 2011 la Russie avait cédé aux arguments des USA et des ses alliés en ne bloquant pas la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Ce texte avait ensuite été utilisé de manière perfide pour justifier l'opération militaire de l'Otan, au grand bonheur des « reconstructeurs arabes du Moyen-Orient ». C'était une défaite pour la Russie, au moins morale. Mais elle a servi de leçon.

Voyons aujourd'hui qui la Russie a en face d'elle. Moscou ne se bat pas au Moyen-Orient contre les USA ou l'Europe – c'est désormais clair. Elle se bat pour le droit international mais aussi pour que son application corresponde à la disposition réelle des forces dans le monde. Elle n'a pas besoin d'aider Obama à s'embrouiller davantage dans sa politique au Moyen-Orient.

Imaginez que l'opération américaine commence en Syrie et qu'il devienne soudainement impossible d'ignorer que l'attaque chimique dans la banlieue de Damas du 21 août a été perpétrée par l'opposition syrienne… Moscou, avec son attitude actuelle, sauve en quelque sorte Obama d'une situation insupportable. Parce que la Russie n'a pas besoin de sa défaite. Elle le préfère sympathique et heureux.

Selon un journaliste du NYT, « Poutine a soudainement fait de l'ombre à Obama en tant que leader mondial dictant l'ordre du jour de la crise syrienne. Il a réaffirmé les intérêts de la Russie dans la région, où ils avaient été marginalisés après l'effondrement de l'URSS ».

Après tout, on ne peut pas être toujours au service des autres – il faut bien parfois s'occuper de soi-même. Mais je le répète, les racines du succès russe d'aujourd'hui ont été plantées en 2010-2011, lorsque chaque pays a décidé comment il réagirait au Printemps arabe.

**Ria Novosti, le 13 septembre 2013**

# 12 ex des services US à Obama: « Ce n'est pas Bachar ! »



**Le Secrétaire d'État John Kerry s'en va le 6 septembre pour un voyage en Europe au cours duquel il est prévu qu'il rencontre des officiels pour s'entretenir avec eux de la crise syrienne et d'autres sujets problématiques.**

**Par Veteran Intelligence Professionals for Sanity**

*Comme Bush et Powell avaient menti sur les « armes de destruction massive » de l'Irak, de même Obama, Kerry et la CIA mentent sur l'attaque chimique du 21 août à Damas. Qui le dit ? Damas ? Le mouvement anti-guerre ? Non, 12 « ex » des services secrets US, renseignés par leurs collègues encore en fonction. Ils viennent de l'écrire à Obama, en présumant qu'il avait été trompé (ce qui reste à prouver). Ce document confidentiel a été révélé par un site US et nous le traduisons. Chaque guerre commence par un grand médiamensonge. Mais cette fois on en parle beaucoup plus qu'avant. Que chacun prenne ses responsabilités. (IGA)*

En dépit de la supposée « grande confiance » de l'administration Obama à propos de la culpabilité du gouvernement syrien dans l'attaque chimique du 21 août, près de Damas, une dizaine d'anciens militaires américains et d'officiers des renseignements rapportent au Président Obama des informations reçues contredisant la version officielle.

**MÉMO POUR : Le Président**
**DE : Veteran Intelligence Professionals for Sanity (VIPS) – Vétérans professionnels du renseignement pour la Raison [santé mentale]**
**SUJET : La Syrie est-elle un piège ?**
**Priorité : immédiate**

Nous sommes au regret de vous informer que certains de nos anciens collègues nous rapportent, catégoriquement, que contrairement aux déclarations de votre administration, les renseignements les plus fiables indiquent que Bachar el-Assad n'était PAS responsable de l'incident chimique qui a tué et blessé des civils syriens le 21 août, ce que savent également les renseignements britanniques. En rédigeant ce bref rapport, nous choisissons de supposer que vous n'avez pas été complètement informé parce que vos conseillers ont décidé de vous offrir l'opportunité de ce qui est communément connu sous le terme de « déni plausible ».

Ce n'est pas la première fois que nous procédons de la sorte – comme avec le Président Bush, à qui nous avions adressé le premier mémo du VIPS immédiatement après le discours donné par Colin Powell, le 5 février 2003, à l'ONU, au cours du quel il colporta des « renseignements » frauduleux pour soutenir la guerre contre l'Irak. Nous avions alors également choisi d'accorder au Président Bush le bénéfice du doute, pensant qu'il avait été induit en erreur – ou, à tout le moins, très piètrement conseillé.

La nature frauduleuse du discours de Powell était une évidence. Ainsi, cet après-midi même, nous enjoignions fermement votre prédécesseur à « élargir la discussion au-delà … du cercle de ces conseillers clairement en faveur d'une guerre pour laquelle nous ne voyons aucune raison convaincante et dont nous croyons que les conséquences seront probablement catastrophiques. » Nous vous offrons le même conseil aujourd'hui.

Nos sources confirment qu'un incident chimique d'une certaine nature a bien provoqué des morts et des blessés le 21 août dans une banlieue de Damas. Elles insistent cependant sur le fait que cet incident n'était pas le résultat d'une attaque de l'armée syrienne faisant usage d'armes chimiques de niveau militaire provenant de son arsenal. C'est le fait le plus évident, d'après des officiers de la CIA qui travaillent sur le dossier syrien. Ils nous rapportent que le directeur de la CIA John Brennan est en train de commettre une fraude - du type de celle commise avant la guerre en Irak – envers les membres du Congrès, les médias, le public, et peut-être même envers vous.

Nous avons suivi John Brennan de près ces dernières années et, malheureusement, nous trouvons facile à croire ce que nous disent nos anciens collègues. Plus malheureusement encore, cela va de soi pour ceux d'entre nous qui ont travaillé avec lui personnellement ; nous ne lui accordons aucune crédibilité. Cela vaut également pour son responsable de tutelle, le Directeur des Renseignements Nationaux (Director of National Intelligence) James Clapper, lequel a admis avoir livré un témoignage sous serment « clairement erroné » au Congrès en niant les écoutes téléphonique d'Américains par la NSA.

**Résumé de renseignements ou stratagème politique ?**

Que le Secrétaire d'État John Kerry évoque le nom de Clapper cette semaine dans un témoignage au Congrès, dans l'espoir apparent d'augmenter la crédibilité du "Government Assessment" (rapport du gouvernement de quatre pages) nous paraît bizarre. D'autant plus que, pour une raison inexpliquée, ce n'était pas Clapper, mais bien la Maison Blanche qui avait publié le « rapport ».

Ceci n'a rien de subtil. Nous savons comment se passent ces choses-là. Bien que le « rapport de gouvernement » soit vendu aux médias comme un « résumé de renseignements », il s'agit d'un document politique, et non issu des renseignements. Ses auteurs, relecteurs et éditeurs évitaient d'y présenter des détails essentiels. De plus, ils ont admis tout de go qu'en dépit de la classification de « grande confiance » du rapport, il pêchait néanmoins par « absence de confirmation ».

Déjà-vu (déjà-fraude) : ceci provoque un flashback vers les Procès-Verbaux de Downing Street du 23 juillet 2002, à propos de l'Irak. Les PV établissent que Richard Dearlove, alors à la tête des Renseignements Britanniques, faisant rapport au Premier ministre Tony Blair et à d'autres officiels de haut rang que le Président Bush avait décidé de se débarrasser de Saddam Hussein via une action militaire qui serait « justifiée par la conjonction du terrorisme et des armes de destruction massive ». Dearlove tenait cela du Directeur de la CIA de l'époque, George Tenet, à qui il avait rendu visite au siège de la CIA le 20 juillet.

La discussion qui s'en suivit était axée sur la nature éphémère de la preuve, forçant Dearlove à expliquer : « Mais les renseignements et les preuves étaient arrangés en fonction de la politique ». Nous nous inquiétons du fait que c'est précisément ce qui est arrivé avec les « renseignements » sur la Syrie.

**Les Renseignements**

Les preuves s'accumulent en provenance de nombreuses sources au Moyen Orient – la plupart proches de l'opposition syrienne et de ses supporters – pour bâtir un fort dossier circonstanciel selon lequel l'incident chimique du 21 août était une provocation, planifiée bien à l'avance, de l'opposition syrienne et de ses soutiens turcs et saoudiens. Le but aurait été de créer un incident de nature à engager les États-Unis dans le conflit.

D'après certains rapports, les récipients contenant l'agent chimique furent amenés dans une banlieue de Damas, où elles furent ensuite ouvertes. Certaines personnes à proximité immédiate périrent ; d'autres furent blessés.

Nous ne disposons d'aucune preuve fiable qu'un missile de l'armée syrienne capable de transporter un agent chimique a été tiré dans cette zone. En fait, nous ne sommes pas au courant de preuves matérielles fiables pour soutenir l'affirmation que ce fut le résultat d'une attaque d'une unité de l'armée syrienne disposant d'une expertise en armes chimiques.

En outre, nous avons appris que les 13 et 14 août 2013, les forces d'opposition basées en Turquie, soutenues par l'Occident, ont démarré des préparations avancées pour une insurrection majeure de l'armée rebelle. De premières rencontres entre des commandants de l'opposition armée et des officiels des renseignements qataris, turcs et américains ont eu lieu à la garnison militaire turque à Antakya, dans la province de Hatay, désormais reconvertie en centre de commandement et quartier général de l'Armée Syrienne Libre (ASL) et de ses sponsors étrangers.

Des commandants de haut rang de l'opposition vinrent d'Istanbul pour briefer les commandants régionaux sur le sujet d'une escalade imminente des combats due à « un développement à même de changer le cours de la guerre », lequel, ensuite, mènerait au bombardement de la Syrie par les États-Unis.

Lors des rencontres de coordination des opérations à Antakya, auxquelles participaient des officiels des renseignements turcs, qataris et étasuniens ainsi que des commandants de haut rang de l'opposition syrienne, les Syriens furent avertis que les bombardements commenceraient dans quelques jours. Les leaders de l'opposition se virent ordonner de préparer leurs troupes rapidement afin d'exploiter les bombardements américains, de marcher sur Damas et de chasser Bachar el-Assad du pouvoir.

Les officiels des renseignements turcs et qataris ont assuré les commandants régionaux qu'ils se verraient fournir des armes en grandes quantité pour l'offensive à venir. Ce qui fut fait. Une opération de distribution d'armes d'ampleur sans précédent

*Suite à la page (14)*

# Souvenirs indélébiles




**Le 12 septembre marquera le quarantième anniversaire de la visite d'une délégation officielle de Cuba au Vietnam**

**Par Fidel Castro Ruz**

Voilà trois jours, un important dirigeant du Parti communiste du Vietnam nous a rendu visite. Avant de partir, il m'a fait part de son désir que j'évoque mes souvenirs de la visite que j'avais faite au territoire libéré de son pays quand son peuple livrait une lutte héroïque contre les troupes yankees dans le Sud.

En fait, je n'ai guère de temps à ma disposition alors qu'une grande partie du monde s'attache à chercher une réponse à la guerre qui, si l'on en croit les dernières informations, est sur le point d'éclater, avec force armes meurtrières, à un point chaud de notre planète globalisée.

Néanmoins, rappeler les antécédents et les crimes monstrueux commis contre les pays à moindre développement économique et scientifique, aidera tous les peuples à lutter pour leur propre survie.

Le 12 septembre marquera le quarantième anniversaire de la visite d'une délégation officielle de Cuba au Vietnam.

Dans des Réflexions écrites le 14 février 2008, j'avais parlé de John McCain, candidat républicain à la présidence des Etats-Unis largement battu par Barack Obama qui, lui, pouvait au moins parler dans des termes proches de ceux de Martin Luther King, lâchement assassiné par des racistes blancs.

Bien qu'incapable de prononcer le discours de Gettysburg, Obama s'était même proposé d'imiter le voyage en train de l'austère Abraham Lincoln. Michael Moore lui avait décoché : « Félicitations, président Obama, pour le Prix Nobel de la paix. Maintenant, s'il vous plaît, gagnez-le ! »

McCain a raté la présidence des Etats-Unis, mais il s'est arrangé pour retourner au Sénat d'où il exerce de très fortes pressions sur l'administration.

Aujourd'hui, il est heureux et déplace ses pions pour qu'Obama largue le plus grand nombre possible de missiles capables de frapper avec précision les forces vives des troupes syriennes.

Neuf pays disposent d'ores et déjà d'armes nucléaires dont les radiations sont bien plus meurtrières que le gaz sarin. Selon des données de 2012, la Russie possède environ 16 000 ogives nucléaires actives et les Etats-Unis autour de 8 000.

Les faire exploser en quelques minutes au-dessus des objectifs de l'adversaire impose un certain nombre de manœuvres.

Une troisième puissance, la Chine, la plus solide économiquement parlant, possède désormais la capacité dite de Destruction mutuelle assurée avec les Etats-Unis.

Israël, pour sa part, dépasse la France et la Grande-Bretagne en technologie nucléaire, mais n'admet pas que l'on dise un traître mot des énormes financements qu'il reçoit des Etats-Unis et de la coopération que ceux-ci lui prêtent sur ce terrain. Il a lancé deux missiles voilà quelques jours en mer Méditerranée afin de tester la capacité de riposte des destroyers étasuniens qui visent la Syrie.

Quel est donc le pouvoir de ce groupe de pays aussi réduit qu'en pointe ?

Pour extraire l'énorme énergie enfermée dans un atome d'hydrogène, il faut chauffer un plasma de gaz à plus de deux cent millions de degrés centigrade, qui est la chaleur nécessaire pour forcer les atomes de deutérium et de tritium à fusionner et à libérer de l'énergie, selon ce qu'explique une dépêche de la BBC, qui est généralement bien informée à cet égard. Il s'agit là d'une découverte de la science, mais combien faudra-t-il investir pour atteindre cet objectif ?

Notre humanité souffrante attend. Nous ne sommes plus « quatre pelés et un tondu », nous sommes déjà sept milliards d'êtres humains, dont l'immense majorité sont des enfants, des adolescents et des jeunes.

J'en reviens aux souvenirs de ma visite au Vietnam, point de départ de ces quelques lignes. Je n'ai pas eu le privilège de faire la connaissance d'Ho Chi Minh, le créateur légendaire de la République socialiste du Vietnam, ce pays des Annamites dont José Martí, notre Héros national, fit l'éloge en 1889 dans sa revue infantile *La Edad de Oro*.

Je suis arrivé dans ce pays frère le 12 septembre 1973, après l'accord signé entre les Etats-Unis et le

*Suite à la page (14)*

*Suite de la page (13) Souvenirs indélébiles*

Vietnam. Pham Van Dong, le Premier ministre, me logea la première nuit dans l'ancienne résidence du gouverneur français en Indochine. Resté seul avec moi dans la vieille demeure construite par la métropole, ce rude combattant commença à pleurer. Excusez-moi, me dit-il, c'est que je pense aux millions de jeunes qui sont morts dans cette guerre. Je saisis aussitôt dans toute son ampleur combien elle avait été dure. Il se plaignit aussi de la fourberie des Etats-Unis à leur égard.

Je vais reprendre des extraits textuels de ces Réflexions du 14 février 2008 :

Tous les ponts sans exception, visibles d'avion entre Hanoi et le Sud, étaient effectivement détruits ; les hameaux, rasés ; tous les jours les grenades des bombes à fragmentation lancées dans ce but faisaient explosion dans les rizières où des enfants, des femmes, voire des personnes âgées, travaillaient pour produire des aliments.

On observait de nombreux cratères à l'entrée de chaque pont. Les bombes guidées par laser, bien plus précises, n'existaient pas encore. J'ai dû insister pour faire ce trajet. Les Vietnamiens craignaient que je ne sois victime d'une équipée des Yankees s'ils apprenaient ma présence dans cette zone. Pham Van Dong m'a accompagné tout le temps.

Nous avons survolé la province de Nghe-An, où est né Ho Chi Minh. Dans cette province, et dans celle d'Ha Tinh, deux millions de Vietnamiens moururent de faim en 1945, la dernière année de la Deuxième Guerre mondiale. Nous avons atterri à Dong Hoi. Un million de bombes avaient été larguées sur cette province où se trouve cette ville détruite. Nous avons traversé le Nhat Le en radeau. Nous avons visité un poste d'aide aux blessés de Quang Tri. Nous avons vu de nombreux chars M-48 capturés. Nous avons emprunté des chemins de bois sur ce qui fut un jour la route nationale détruite par les bombes. Nous avons rencontré de jeunes soldats vietnamiens qui se couvrirent de gloire à la bataille de Quang Tri. Sereins, résolus, tannés par le soleil et la guerre, un léger tic réflexe sur la paupière du capitaine du bataillon. Nul ne sait comment ils ont pu résister à tant de bombes. Ils étaient dignes d'admiration. Ce 15 septembre, dans l'après-midi, revenant par un itinéraire différent, nous avons recueilli trois enfants blessés, deux très grièvement : une fillette de quatorze ans était en état de choc, un éclat de métal dans le ventre. Les enfants travaillaient la terre quand une houe a heurté par hasard une grenade. Les médecins cubains qui accompagnaient notre délégation les ont directement soignés pendant des heures et leur ont sauvé la vie. J'ai été témoin, monsieur McCain, des exploits des bombardiers, dont vous êtes si fier, sur le Vietnam du Nord…

En ces jours de septembre, Allende avait été renversé ; le palais de la Monnaie avait été attaqué et de nombreux Chiliens avaient été torturés et assassinés. Le coup d'Etat fut stimulé et organisé depuis Washington.

Lino Luben Pérez, journaliste de l'Agence de presse nationale (AIN), a rappelé dans un article du 1er décembre 2010 une phrase que j'ai prononcée le 2 janvier 1966 lors du meeting pour le septième anniversaire de la Révolution : « Pour le peuple vietnamien, nous sommes prêts à donner, non plus seulement notre sucre, mais jusqu'à notre sang, qui vaut bien plus que le sucre ! »

Le journaliste de l'AIN écrit ailleurs dans cet article :Pendant des années, des milliers de jeunes Vietnamiens ont fait des études à Cuba dans différentes spécialités, dont l'espagnol et l'anglais, tandis qu'une quantité considérable de Cubains a appris là-bas la langue de ce pays. Des cargos cubains chargés de sucre ont mouillé dans le port d'Haïphong, dans le Nord bombardé par les Yankees, et des centaines de techniciens cubains ont travaillé comme bâtisseurs dans ce pays durant la guerre. D'autres compatriotes ont créé des fermes avicoles pour obtenir de la viande et des œufs. L'arrivée dans un port cubain du premier cargo de cette nation a constitué un fait saillant. De nos jours, la coopération économique entre les gouvernements et les entreprises et l'entente politique entre les deux partis et les relations d'amitié se maintiennent et se multiplient.

Qu'on me pardonne ce modeste effort pour écrire ces quelques paragraphes au nom de notre amitié traditionnelle avec le Vietnam. Ce matin, le risque d'éclatement d'un conflit aux conséquences funestes semble se dissiper grâce à l'initiative intelligente de la Russie qui n'a pas bronché devant la menace insolite de l'administration étasunienne de réaliser des frappes dévastatrices contre les défenses syriennes, ce qui pouvait coûter des milliers de vies à ce peuple et déclencher un conflit aux retombées imprévisibles. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, parlant au nom du gouvernement de ce pays courageux, a peut-être contribué à éviter dans l'immédiat une catastrophe mondiale.

De son côté, le peuple étasunien s'oppose fortement à une aventure politique qui toucherait non seulement son pays, mais toute l'humanité.

**Fidel Castro Ruz**
**10 septembre 2013**
**15 h 20**



*Suite de la page (13)*

démarra dans tous les camps de l'opposition du 21 au 23 août. Les armes furent distribuées depuis des entrepôts contrôlés par les renseignements turcs et qataris sous supervision d'officiers des renseignements américains.

**À qui profite le crime ?**

Il ne fait aucun doute que les divers groupes qui tentent de renverser le président syrien Bachar el-Assad ont tout intérêt à impliquer plus encore les USA dans le soutien de ce projet. Jusqu'à présent, il n'a pas été tout à fait clair que le gouvernement israélien de Netanyahu ait autant d'intérêt à impliquer plus avant Washington dans une énième guerre dans la région. Mais les demandes pressantes provenant d'Israël et des lobbyistes américains pro-israéliens, l'objectif prioritaire d'Israël devient clair comme de l'eau de roche.

La journaliste Judi Rudoren, dans un important article du New York Times datant de vendredi, écrit depuis Jérusalem, parle de la motivation israélienne avec une candeur peu commune. Son article, titré « Israël soutient une intervention limitée contre la Syrie », lit que les Israéliens ont argumenté, calmement, que la meilleure issue à la guerre civile syrienne, qui a désormais deux ans et demi, était, pour l'instant, de ne pas trouver d'issue. Rudoren continue : « Pour Jérusalem, le statu quo, aussi horrible soit-il d'un point de vue humanitaire, semble préférable à la victoire du gouvernement de M. Assad et de ses soutiens iraniens ou au renforcement des groupes rebelles, de plus en plus dominés par les djihadistes sunnites. « Il s'agit d'un championnat dans lequel vous voulez voir les deux équipes perdre, ou en tout cas ne pas en voir une gagner – nous nous accommoderons d'un match nul,' » a déclaré Alon Pinkas, ancien consul général d'Israël à New York. « Laissez les toutes deux se saigner à mort : voici la stratégie. Tant que tout cela traîne, il n'y a pas de réelle menace provenant de Syrie.' »

Nous pensons que les leaders israéliens actuels voient la situation syrienne de cette manière, et qu'une implication plus forte des États-Unis – fût-ce, pour commencer, par des attaques « limitées » - a des chances de s'assurer de ne pas assister à une résolution rapide du conflit syrien. Plus longtemps sunnites et chiites seront en conflit en Syrie et dans la région, plus Israël estime-t-il être en sécurité.

Que l'allié principal de la Syrie soit l'Iran, avec qui elle partage un traité de défense mutuelle, joue également un rôle dans les calculs israéliens. Les leaders iraniens ont peu de chance d'avoir beaucoup d'impacts militaires en Syrie, et Israël peut souligner ce fait pour embarrasser Téhéran.

**Le rôle de l'Iran**

L'Iran peut facilement se voir blâmée par association et accusée avec provocation de crimes réels et imaginaires. Certains voient la main d'Israël derrière la provenance des accusations les plus dommageables contre le régime d'Assad concernant les armes chimiques et notre expérience nous laisse croire que cela est fort possible.

Possible également, une attaque sous faux pavillon d'un intervenant intéressé par l'endommagement ou le naufrage, disons, d'un des cinq destroyers américains actuellement en patrouille à l'Ouest de la Syrie. Nos médias du courant dominant ne se feraient pas prier pour en profiter jusqu'à l'écœurement, et vous vous trouveriez sous encore plus de pression pour accroître l'implication militaire des États-Unis en Syrie – voire plus, jusqu'en Iran.

L'Iran a rejoint les rangs de ceux qui accusent les rebelles syriens d'avoir perpétré l'incident chimique du 21 août, et s'est empressée d'avertir les USA de ne pas s'impliquer plus. D'après la chaîne iranienne en anglais Press TV, le Ministre des Affaires Étrangères iranien Mohammad Javid Zarif a déclaré : « La crise syrienne est un piège mis en place par des groupes de pression sionistes pour [les États-Unis] ».

En fait, il n'a peut-être pas tout à fait tort. Mais nous pensons que vos conseillers se gardent prudemment de soutenir ce point de vue. C'est pourquoi nous considérons comme notre responsabilité ininterrompue de vous faire parvenir le message afin de nous assurer que vous et d'autres responsables puissent prendre des décisions en parfaite connaissance de cause, disposant de l'information, la vision la plus large et des informations les plus complètes.

**Représailles Inévitables**

Nous espérons que vos conseillers vous ont averti que des représailles suite à une attaque sur la Syrie ne se déclinent pas au conditionnel : il s'agira de savoir OÙ et QUAND elles auront lieu. Des représailles sont inévitables. Par exemple, des attaques terroristes contre des ambassades ou d'autres installations américaines feront probablement passer ce qui est arrivé à la « Mission » américains à Benghazi le 11 septembre 2012 comme un incident négligeable en comparaison. L'un d'entre nous s'est exprimé directement sur ce sujet majeur il y a une semaine dans un article intitulé « Conséquences possibles d'une attaque militaire américaine en Syrie – Souvenir de la destruction des baraquements des US Marines à Beirut en 1983 ». ["Possible Consequences of a U.S. Military Attack on Syria – Remembering the U.S. Marine Barracks Destruction in Beirut, 1983."]

**Pour le Groupe de Pilotage, Veteran Intelligence Professionals for Sanity**

**Thomas Drake**, ancien haut responsable à la NSA
**Philip Giraldi**, Officier des Opérations de la CIA (retraité)
**Matthew Hoh**, ancien capitaine des Marines, Officier pour l'Iraq et l'Étranger en Afghanistan
**Larry Johnson,** CIA et Département d'État (retraité)
**W. Patrick Lang,** Haut responsable et officier de renseignements militaires, DIA (retraité)
**David MacMichael**, Conseil National des Renseignements (retraité)
**Ray McGovern,** ancien officier d'infanterie/renseignements de l'armée américaine & analyste à la CIA (retraité)
**Elizabeth Murray,** Vice-Officier des Renseignements Nationaux pour le Moyen Orient (retraitée)
**Todd Pierce,** Avocat Général et Juge à l'armée américaine (retraité)
**Sam Provance**, ancien Sergent de l'armée américaine en Irak
**Coleen Rowley,** Concile de Division & agent spécial du FBI (retraité)
**Ann Wright,** Colonel de l'armée américaine (retraitée) ; officier du service des affaires étrangères (officier)

**Consortium news**
**6 septembre 2013**
**Traduit de l'anglais par :**
**Thomas Halter pour Investig'Action 9 septembre 2013**

*Suite de la page (7)*

RDNP, l'ancien député Serge Jean-Louis et l'actuel député Arnel Belizaire.

Comment comprendre l'attitude du président Martelly qui, d'un côté, invite l'opposition au dialogue et de l'autre, foule aux pieds les droits démocratiques d'un regroupement de l'opposition qui revendique un vrai espace de liberté dans le pays. Il faut croire que les pourparlers du président Martelly ont une particularité propre, celle de faire passer le temps à travers des manœuvres de diversion. Il pourrait s'agir en fait d'une initiative visant à casser l'élan de l'opposition démocratique qui vient tout juste de se réveiller après une agonie plus ou moins longue. M. Martelly est dans l'embarras face au dernier ultimatum de l'opposition qui réclame purement sa démission au cas où il ne réaliserait pas des élections sénatoriales partielles, municipales et locales, à la fin de cette année. C'est aussi un certain embarras pour l'Ambassade américaine à Port-au-Prince qui supporte le régime en place, alors qu'un groupe de parlementaires haïtiens a écrit au président américain Barack Obama pour lui signaler la mauvaise politique appliquée en Haïti par le Département d'Etat américain au détriment de la population haïtienne.

Il faut comprendre également que, face à un tel dilemme, certaines ambassades étrangères accréditées en Haïti ont sorti le grand jeu en ordonnant au président Martelly d'initier un dialogue inter-haïtien afin d'éviter que les choses ne se compliquent davantage dans le pays. Mais, ces échanges n'augurent rien de sérieux, puisqu'ils sont viciés à la base quand l'initiateur de cette vaste supercherie ne se montre pas de bonne foi. Alors, les choses risquent de se compliquer. En moins d'une semaine, des manifestations en cascades sont organisées un peu partout dans le pays.

Des milliers de personnes ont gagné les rues le mercredi 11 septembre pour réclamer tout simplement la démission du président Martelly pour "avoir menti à la population", "persécuté ses opposants politiques" et "fait fi des revendications de la population". Même constat au Cap-Haïtien où des citoyens ont gagné les rues le 14 septembre pour dire non à la politique obscurantiste de l'équipe au pouvoir. Dans le même temps, d'autres mouvements de mobilisation sont programmés pour les 29 et 30 septembre contre le pouvoir en place. Ces dates ramènent le triste anniversaire du coup d'Etat sanglant des militaires contre le président Jean-Bertrand Aristide après sept mois de pouvoir.

Il faut croire que la rue commence à parler. Elle va demander certainement des comptes non seulement au président de la République, au Premier Ministre et collaborateurs, mais aussi aux députés et sénateurs qui ont troqué leur costume de parlementaire pour entrer dans une sorte de compromission avec l'Exécutif en place au détriment des différentes populations qui les ont élus. La lutte politique a donc dépassé le cadre institutionnel. Toutes les institutions républicaines ont failli à leur mission première de faire fonctionner l'Etat et de rendre pérenne la souveraineté de cette première République nègre du nouveau monde.

L'automne politique s'annonce difficile en Haïti. Le bras de fer entre le pouvoir Exécutif et l'opposition ne fait que s'amplifier à cause du raidissement de l'équipe au pouvoir qui n'en fait qu'à sa tête. Dans cette conjoncture, l'opposition démocratique doit se montrer à la hauteur des revendications et espérances du peuple haïtien. Il ne s'agit pas de construire une opposition pêle-mêle, sorte de fourre-tout. Il faut que l'opposition politique soit en mesure de distinguer le bon grain de l'ivraie en faisant le ménage en son sein.

La gauche haïtienne doit faire équipe avec les socio-démocrates pour porter haut le flambeau des revendications sociales et de justice de la population. La droite doit se redéfinir pour avoir de nouveaux alliés fraichement recyclés politiquement de façon à dynamiser le corps social haïtien. Des deux côtés, il faut éviter de tomber dans le piège des extrêmes qui sont très dangereux pour la société. La radicalisation du climat politique favorise la montée des extrêmes qui trouvent un terrain propice pour s'épanouir. L'opposition démocratique se doit de réussir. Dans le cas contraire, elle est appelée à disparaître.

**Jose Clément**
**Maryland, 16 septembre 2010**
**Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)**

de capital international, 60% vénézuélien. Ces investisseurs paient les royalties (avant ceux-ci n'étaient que de 1%, désormais ils s'élèvent à 33%). Le Venezuela offre toutes les garanties constitutionnelles pour accueillir des capitaux internationaux privés.

**Ignacio Ramonet :** Allez-vous maintenir le contrôle des changes ?
**Nicolás Maduro :** Le contrôle des changes fonctionne avec succès. En février dernier, pour nous défendre contre une attaque spéculative brutale qui visait notre économie et notre monnaie, nous avons dû corriger le taux de change du bolivar [3]. Le Venezuela va donc garder le contrôle des changes, mais sous souhaitons le perfectionner. Nous devons renforcer notre monnaie, la prémunir contre des attaques spéculatives et améliorer notre système de gestion des devises convertibles.

**Ignacio Ramonet :** Vous m'avez parlé d'"efficience socialiste". Quels progrès avez-vous constaté au cours de ces cent jours en matière d'"efficience", notamment dans le champ économique ?
**Nicolás Maduro :** En premier lieu, une notable amélioration du système de la Cadivi [Commission de l'administration des devises], l'organisme qui gère le contrôle des changes au Venezuela. Réellement, la Cadivi a beaucoup perfectionné les contrôles préalables, les contrôles postérieurs et l'attribution des devises nécessaires aux divers agents économiques. Une autre avancée importante : la création du Sicad [Système complémentaire de l'administration des devises], un mécanisme de mise aux enchères qui fonctionne parfaitement et auquel le public en général a désormais accès. N'importe qui peut s'adresser au Sicad pour obtenir des devises, sans avoir à passer au préalable par une quelconque administration. Ce sont des progrès concrets.

Nous avons également constitué un état-major pour diriger l'économie ; il est présidé par Nelson Merentes, le vice-président chargé des finances. En font partie tous les ministres des champs économiques. Chaque ministre doit superviser, soutenir et piloter un secteur de production. Nous avons déterminé 58 secteurs de production principaux au Venezuela. Il s'agit d'un suivi permanent - il pourrait être quotidien, pour l'instant il n'est qu'hebdomadaire – avec un engagement personnel du ministre responsable du secteur, sur l'avancée de la production de tel ou tel produit, quels investissements sont nécessaires, quels obstacles en empêchent la commercialisation, etc. C'est un mécanisme fondamental pour bien piloter l'économie. Or bien gouverner l'économie est au moins aussi important que gouverner la politique. Surtout si nous nous proposons de construire le socialisme.

Le capitalisme est le règne de l'anarchie. Et quand l'anarchie domine le champ économique c'est le plus fort qui l'emporte, c'est-à-dire le capital financier. Aujourd'hui, par exemple, qui gouverne réellement l'Europe ? Le capitalisme financier. Au sein de l'Union européenne, les marchés financiers sont en train de démanteler l'Etat-providence construit après la Seconde guerre mondiale. Au Venezuela non. Nous renforçons notre gouvernement économique pour édifier le socialisme. A quoi doit servir l'économie ? A garantir aux citoyens l'accès à des soins de santé, à l'école gratuite, à l'alimentation, au logement... Et à qui devons-nous cette conscience de droits universels ? A la Révolution française et aux Lumières qui sont parvenues jusqu'à nous, adaptées au métissage latino-américain, grâce à Simon Rodriguez et à Bolivar. Cela fait partie du plus important patrimoine de l'humanité. Même si le capital financier l'ignore radicalement.

**Ignacio Ramonet :** Durant ces cent jours de gouvernement, nous avons le sentiment que la crise la plus grave qu'a connue le Venezuela, en matière de politique extérieure, s'est produite avec la Colombie. Où en sont les relations avec Bogota ?
**Nicolás Maduro :** Au cours de ces cent jours, nous sommes parvenus à consolider l'axe central de nos relations stratégiques en vue de la construction d'une nouvelle géopolitique régionale et d'un nouveau bloc de forces pour garantir la nouvelle indépendance de l'Amérique latine. Le différend avec la Colombie a été abordé, évidemment, par la voie du dialogue. Nous avons tracé les lignes de conduite pour le surmonter. J'ai confiance en la parole du président [colombien] Juan Manuel Santos, et j'espère que les objectifs fixés lors de nos entretiens seront atteints. Je souhaite que nous ayons une relation de coexistence pacifique et positive entre deux modèles : un modèle socialiste, de révolution chrétienne du XXIe siècle, égalitaire et démocratique comme le nôtre ; et un autre modèle, que je n'ai pas à qualifier ici, mais qui est différent du vénézuélien. Nous sommes obligés de coexister comme des frères siamois. Nous avons d'ailleurs démontré par le passé que nous pouvons coexister, et j'espère que les secteurs politiques et économiques dominants en Colombie ainsi que le président Santos, chef de l'Etat, comprennent que la coexistence et le respect sont indispensables au développement de nos deux pays.

**Ignacio Ramonet :** Que pouvez-vous nous dire sur les relations avec Washington ?
**Nicolás Maduro :** Je voudrais rappeler, d'abord, que Barack Obama est un président "occasionnel". C'est une sorte de recours dû aux circonstances, choisi par les élites qui gouvernent de fait les Etats-Unis. Pourquoi Obama devient-il président ? Parce que son profil répondait aux intérêts du complexe industrialo-militaro-financier et communicationnel qui dirige les Etats-Unis dans un but de domination impériale. Tous ceux qui connaissent en profondeur l'histoire de la fondation de ce pays et de son expansionnisme savent que les Etats-Unis sont le plus grand empire qui ait jamais existé, et qu'ils n'ont pas abandonné leur projet de dominer le monde. Les élites américaines ont choisi Obama en fonction de leurs propres intérêts. Et elles ont obtenu, en partie, leur objectif : faire en sorte que leur pays, isolé et détesté à l'époque de George W. Bush, redevienne, grâce à Obama, une puissance influente. Regardez, par exemple, l'Europe, soumise comme jamais auparavant aux diktats de Washington.

A cet égard, ce qui est arrivé au président Evo Morales lorsque quatre Etats européens lui ont interdit leur espace aérien, est une très grave démonstration de la manière dont Washington domine les gouvernements européens. C'est vraiment révoltant et fort déconcertant. J'ignore si les peuples d'Europe sont au courant parce que, avec toutes les manipulations médiatiques, ces informations sont souvent marginalisées [4]. C'est très grave. Obama a réussi à redonner une influence politique à l'empire américain.

Je pense que les Etats-Unis se préparent à franchir une nouvelle étape en matière de domination politique et économique. Vis-à-vis de l'Amérique latine, leur objectif est de renverser les expériences progressistes qui s'y déroulent pour reconstruire leur "arrière-cour". C'est dans un tel but qu'ils ont repris, avec un autre nom, l'idée de l'ALCA [Zone de libre-échange des Amériques]. Observez que c'est sous le mandat d'Obama qu'il y a eu : un coup d'Etat au Honduras dirigé par le Pentagone [en 2009] [5] ; une tentative de coup d'Etat contre [le président de l'Equateur] Rafael Correa, téléguidé par la CIA [en 2010] [6] ; un coup d'Etat au Paraguay contre le président Fernando Lugo [en 2012]... Que nul ne se laisse berner, si les Etats-Unis estimaient que les conditions redevenaient favorables, ils reviendraient remplir d'obscurité et de mort l'Amérique latine.

C'est pour cela que la relation de l'Administration Obama avec nous est schizophrénique. Ils pensent pouvoir nous tromper avec leur "diplomatie douce" ; et que nous allons accepter leur "baiser de la mort". Nous leur avons dit très clairement : "Vous là-bas avec votre projet impérialiste" ; "Nous ici avec notre projet de libération." La seule façon d'établir des relations stables et permanentes, c'est qu'ils nous respectent. C'est pour cela que je dis : "Tolérance zéro à l'égard de l'irrespect yankee et de leurs élites." Plus jamais nous ne l'accepterons. S'ils continuent de nous agresser, nous répondrons encore plus fort.

**Ignacio Ramonet :** Lors du récent Sommet de l'ALBA, vous avez proposé une sorte d'alliance ALBA-Mercosur-Petrocaribe. Est-ce une réponse à l'Alliance du Pacifique ? [7]
**Nicolás Maduro :** Non. C'est une nécessité historique. Il nous faut consolider les espaces économiques existants. Le Mercosur a connu une métamorphose très positive, et maintenant, avec l'incorporation du Venezuela, la prochaine arrivée de la Bolivie et la possible adhésion de l'Equateur, le Mercosur va occuper une place centrale en Amérique du Sud.

De son côté, Petrocaribe est une réalité merveilleuse qui a permis la stabilité énergétique, économique, financière et sociale de dix-huit pays des Caraïbes. Quant à l'ALBA, c'est une avant-garde où nous avons fait des tentatives économiques comme le SUCRE [Système unique de compensation régionale], une unité d'échange latino-américaine, ou la Banque de l'ALBA et d'autres essais, comme les "entreprises grand-nationales [8]" qui n'ont cessé de se développer.

Je pense que le moment est venu de rapprocher tous ces espaces déjà constitués pour définir un nouveau modèle économique. L'heure est arrivée d'unir cet immense espace Mercosur-Alba-Petrocaribe qui représente, je répète, presque la quatrième économie du monde. Il faut en faire un espace économique à nous et pas une zone de libre-échange illusoire. Car je considère que le libre-échange est une tromperie. Pensez-vous que, sur les mers, un requin et une sardine vont échanger librement ? Impossible. Le requin mangera toujours la sardine... Le libre-échange, c'est revenir au vieux système des origines de la colonisation il y a 500 ans, quand on échangeait des petits miroirs contre des pépites d'or.

Nous devons consolider une zone économique complémentaire et diverse, avec ses propres mécanismes financiers et monétaires, pour devenir un puissant bloc économique sud-américain. Et, sur cette base, établir des relations commerciales et économiques avec la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud ; redéfinir nos relations avec l'Union européenne et les Etats-Unis, pour qu'on ne nous fasse plus jouer le rôle de colonie.

**Ignacio Ramonet :** Comment voyez-vous les relations avec l'Union européenne ?
**Nicolás Maduro :** L'Union européenne a raté l'occasion de devenir une grande puissance d'équilibre du monde. Tous les peuples de la planète espéraient que l'Union européenne s'érige en force d'équilibre du monde. Mais il semble que non. Il semble que le capital financier et les vieux réflexes colonialistes des élites qui ont dirigé l'Europe pendant 300 ans, sont en train de s'imposer et de réduire au silence les aspirations démocratiques de leurs propres citoyens.

Qu'attendons-nous de l'Union européenne ? Qu'elle change de politique. Qu'elle cesse d'être à genoux devant Washington [9], qu'elle s'ouvre au monde et qu'elle regarde l'Amérique latine comme une grande opportunité pour rétablir l'Etat-providence, et qu'elle établisse avec nous des relations d'égalité, de prospérité et de croissance.

Tout naturellement, nous pouvons sceller une alliance entre l'Union européenne et l'Amérique latine et la Caraïbe pour un développement conjoint. Nous y sommes prêts. Nous comprenons parfaitement la culture occidentale ; nous en faisons partie, même si nous avons nos propres particularités métisses. Mais je crois que les dirigeants européens ne nous comprennent pas. J'espère qu'on franchira cette étape.

**Ignacio Ramonet :** Le président Chavez voulait faire du Venezuela un "pays puissance" dans un "monde multipolaire". Est-ce que c'est toujours votre cap en matière de politique extérieure ?
**Nicolás Maduro :** Bien entendu. Chavez s'est non seulement appuyé sur Bolivar en tant que théoricien, inspirateur et symbole, mais il s'est inspiré de sa stratégie. Il a réussi à faire coexister dans le monde deux modèles : le capitaliste-néolibéral ; et le bolivarien-progressiste-socialiste. Partout aujourd'hui ces deux projets s'affrontent : celui du retour de l'hégémonie de l'impérialisme américain ; et celui du modèle d'un monde multipolaire.

Le commandant Chavez avait défini une stratégie fondée sur des axes de forces, des noyaux de forces et des anneaux de forces pour contrecarrer le monde dominé par l'impérialisme. Et surtout pour bâtir un nouveau système de relations internationales. L'humanité a besoin d'un autre cadre de relations internationales. Ou alors il faudrait se croiser les bras et accepter que l'Empire reconquière le monde, nous domine et nous exploite. Nous ne l'accepterons jamais.

**Notes**

[1] A Taguanes, le 31 juillet 1813, eut lieu l'une des principales batailles de la guerre d'Indépendance du Venezuela, remportée par le Libertador Simon Bolivar.

[2] Le 26 août dernier, le ministre vénézuélien de l'Intérieur, Miguel Rodríguez Torres, a annoncé l'arrestation de deux Colombiens soupçonnés de vouloir commettre un attentat contre le président Nicolas Maduro. Ils feraient partie, selon le ministre, d'une bande de dix personnes liées au mercenariat et au trafic de drogue en Colombie. Leurs noms : Víctor Johan Gueche Mosquera, 22 ans, et Erick Leonardo Huertas Ríos, 18 ans. Le ministre a précisé que, lors de leur arrestation, Huertas et Gueche, étaient en possession de fusils dotés de viseurs laser, d'uniformes de l'armée vénézuélienne ainsi que de photos du président Nicolás Maduro, et du président de l'Assemblée Nationale, Diosdado Cabello.

[3] Le 8 février 2013, alors que le président Hugo Chavez était malade, le gouvernement a dévalué le bolivar de 32 %, faisant passer le dollar de 4,3 à 6,3 bolivars.

[4] Lire Evo Morales, « Moi, président de la Bolivie séquestré en Europe », Le Monde diplomatique, Paris, août 2013.

[5] Lire Christophe Ventura, Entretien avec Manuel Zelaya, « La résistance est la voie pour restaurer la démocratie. », Mémoire des luttes, septembre 2010.
http://www.medelu.org/La-resistance-est-la-voie-pour

[6] Lire Ignacio Ramonet, Entretien avec Rafael Correa, « J'ai demandé une arme pour me défendre », Mémoire des luttes, janvier 2011.
http://www.medelu.org/J-ai-demande-une-arme-pour-me

[7] Lire Christophe Ventura, « Washington se relance dans le nouveau jeu latino-américain », Mémoire des luttes, mai 2013.
http://www.medelu.org/Washington-se-relance-dans-le

[8] Par allusion à la « grande nation » latino-américaine. Il s'agit d'entreprises dont les capitaux procèdent de plusieurs pays latino-américains et dont l'objectif est de renforcer l'intégration économique de l'Amérique latine.

[9] Lire Bernard Cassen, « L'Amérique latine et l'Europe : l'émancipation et la capitulation », Mémoire des luttes, janvier 2013.

**(Entretien réalisé le 31 juillet 2013.)**

**Mémoire des luttes 31 août 2013**

*Suite de la page (6)*

Lafamilia k ap peye bandi sa yo pou yo egzekite moun. Ladan yo genyen Brutal la tou ki se youn nan moun ki komèt egzekisyon ki te fèt sou Garry Désir sou channmas la, yo tire sou li yo, yo pwayade misye ak kout kouto epi yo ba l plizyè katouch alòske yo te gen yon machin lapolis touprè akèlke mèt. Lè Brutal fin fè krim nan, lapolis wè li, yo pa menm pousuiv li paske yo konnen misye se yon eleman palè nasyonal peye pou ekzekite kèk moun yo pa renmen.

**AL:** Ki dat sa te fèt?
**JJJ:** Mwen pa gen dat egzak la men sa sot pase nan fen mwa out la. Se avanyè la yo fè antèman Garry Désir, ki se yon militan ki soti nan baz Kameroun sou Bélè...

**AL:** Ki repons ou sou deklarasyon Direktè Jeneral lapolis la, ki di li pat « janm nan reyinyon konsa » e li « *pat janm resevwa lòd retire sekirite okenn senatè ak depite* » ?
**JJJ:** Mwen konnen byen Direktè Jeneral lapolis la pap janm pran responsabilite pou l ta di li te chita avèk prezidan, madan prezidan an, epi gen presyon k ap fèt sou li. Tout moun ki nan peyi a, ki konnen ayisyen, ki konnen peyi a, konnen sa. Petèt misye te kapab reponn kesyon yo avèk plis diplomasi pou l pat eseye montre se manti. Li te gen dwa montre genyen kontwòl y ap mete sou moun ki nan sekirite rapwoche, ak yon seri lòt moun. Men lè misye soti pou l di dirèkteman pa gen pyès verite ladan l, donk misye fè m desi anpil sou limenm.

**AL:** Sous pa w se sous lapolis oubyen nan estrikti sekirite a ?
**JJJ:** Ou konnen oumenm se yon jounalis ki gen anpil kapasite, ki pap revele sous yon enfòmasyon ou genyen. Dayè ou pap janm livre yon enfòmatè ki limenm enfòme w sou sa k ap pase. Men lè oumenm ou gen yon enfòmasyon, avan ou vilgarize l, ou al ankete sou li pou konnen si sa moun nan di w la se vre. Mwenmenm mwen genyen enfòmasyon yo. Senatè Deras se te premye moun ki te pran laprès pou l te denonse plan sasinay ki genyen sou yon seri senatè pami yo li ladan l. Li te site non Salam sa a ladan l. Men mwenmenm li te site non m tou epi li di m ki plan ki genyen pou asasine m. Men mwen patko janm entèvni sou li paske li te pran tan pou m enkyete sou li. Fò m te chèche konnen si se laverite. Donk nan travay nou fè nan kad envestigasyon nou mennen, nou vin rive jwenn dirèkteman gen yon plan. Gen yon plan pou sasine nou e se pa yon plan ki tonbe. Pou fasilite yo fè zak la, yo te vle anlve tout sekirite nou genyen. Kounye direktè jeneral la, yo kapab kanpe sou presyon yo t ap ba li pou fè li kanpe sou sekirite yo paske mwen kapab di w onètman li pat vle, li te di senatè yo se eli yo ye, li pa kapab mande pou yo retire sekirite yo men li te gen anpil presyon kote madan prezidan an. Selon enfòmasyon mwen genyen nan bon ti mamit, bon sous, li frape pye l sou li, di mari l pa janm mande l yon bagay pou l fè l, donk yo egzije pivitkeposib fò l retire sekirite senatè sa yo. Se yon jan pou yo lage nou nan lari a 2 bra balanse epi pou bandi yo genyen ki ame pou yo kapab egzekite nou.

Donk nou denonse sa. Kounye a, se direktè lapolis la Delile limenm pou l pran tout mezi pou l kontinye sekirize tout sitwayen anndan peyi a. Nou pa vle pale sou nou paske nou panse sekirite nou se Bondye, nan batay nou ye la, nan jan peyi a ye la se Bondye nou genyen kòm pi gwo sekirite nou avèk lè nou nan lari a, pèp ayisyen an ap siveye sou nou tou depi li konnen nou yon kote. Nou remèt vi nou nan men Bondye, n ap kontinye fè travay nou, nou pap fè lach pou sa.

Orélus se yon moun mwen apresye anpil. Moun kapab poze tèt yo kesyon ki sa mwen gen ak li pou jan li te reponn laprès sou kesyon an. Mwen panse se yon polisye li ye, se yon gad, repons nan se konsa pou l ta bay li. Men mwenmenm m ap di w antan senatè larepiblik mwen pap janm vin nan laprès ak yon bagay san mwen pa ankete sou li.

**AL:** An n pase sou yon lòt sijè: miz annakizasyon prezidan Martelly a, nou wè gen 2 komisyon ankèt ki pwopoze sa, gen 13 depite ki siyen pou sa. Ki posiblite ou wè pou bagay sa ta tounen yon reyalite ?
**JJJ:** Nou nan yon sitiyasyon ki konplike anpil fas ak jan palman an ap evolye. Nou gen yon palman ki mare nan pye pouvwa egzekitif la, *"qu'il s'agit du sénat ou de la chambre des deputes",* ebyen ou kapab di se yon seri kòlèg palmantè ki bliye misyon yo, ki bliye atribisyon pòs konstitisyonèl yo genyen, olye yo konpòte yo an palmantè, yo konpòte yo an ajan pou palè nasyonal, yo plis konpòte yo an senp endividi k ap travay kòm siveye rapòte pou prezidan an e ki la menm pou anpeche egzekite yon seri bagay ki ta nan enterè peyi a.

Gen plizyè bagay ki ka fè nou di sa. Lè nou gade kijan bidjè vote nan palman an se yon bidjè kote se yon kout kouto yo pran pou yo pwayade pèp ayisyen an epi ou jwenn gwoup majoritè a k ap sipòte prezidan ki vote bidjè sa a avègleman. Yo sot vote ankò nan palman an yè, nan 15 minit, gen anviwon 79 atik ki vote nan yon lwa sou kesyon blanchiman.

Donk ou konprann yon lwa ki gen gran enpòtans konsa, kote depite ki te la depi konbyen mwa pou yo vote lwa sa yo pa janm vote l epi pou wè yè, anvole ekip gwoup majorite a pou yo vote lwa sa a. Nan 30 minit yo vote yon lwa ki gen 110 atik ladan l, kote mwen ka di w yo soti nan atik 105 pou yo rive nan atik 190.

Se de bagay ki pa gen okenn fondman, ou pa janm wè sa nan okenn palman sou latè, se sèl nan chanm depite ayisyen an pou wè l.

Donk sou baz sa a ekip majorite prezidan an genyen onivo chanm depite a l ap toujou mete l ankwa pou l anpeche rèv sèten senatè, depite genyen, konviksyon yo fòme apati konstitisyon an.

L ap difisil anpil pou miz annakizsyon an rantre an aplikasyon, pou n ta rive jwenn 66 depite ki vrèman konprann byenfonde rekòmandasyon ki fèt yo pou rive vrèman akize prezidan an, pou lè sa sena a ka erije l « en *haute cour de justice* » . Menm si ou ta rive gen miz annakizasyon sa a ki fèt onivo chanm depite, lè l rive nan sena repiblik la se sèlman 20 senatè. « Il faut 2/3 pour s'ériger en *haute cour de justice »,* donk yon grenn senatè sèlman pa la, ou gen difikilte pou w avanse. Se tankou m te kapab di w genyen anpil anpil difikilte pou kapab kwè gen yon bagay ki ka regle.

Se imen nou ye, nou se moun k ap panse, k ap reflechi, nou panse tout mesye depite, senatè ki yomenm mare nan pye tab prezidan an, mare anba pye prezidan an pou yo kapab leve yon jou, yo resezi yo pou yo konprann se palmantè yo ye. E lè sa pou yo gade konstitisyon an yo te sèmante sou li, e jounen jodi a y ap pase Konstitisyon an anba pye, petèt lè sa a yo kapab pran responsablite yo pou yo fè prezidan an al reponn dirèkteman devan lajistis pou tout zak li poze sou konstitisyon an, gwo krim li konmèt sou jij Jean Serge Joseph, sou koripsyon ak detounman fon yo repwoche l parapò ak manda li bay pitit li ak madanm li pou yo vin fè koripsyon ak lajan leta, epitou vyolasyon konstitisyon ki manman lwa peyi a, pèsekisyon politik, baboukèt y ap eseye mete nan bouch tout moun anndan peyi a.

Mwen swete yon jou kou jodi a senatè ak depite yo ka konprann wòl yo byen, rèv sa a kapab vin yon reyalite, li ka vin konkretize, ou pral wè prezidan Martelly ki pral akize pa chanm Depite ak Sena a pou rive nan wout pou lajistis. Men kounye nan minit n ap pale la a, mwen kab di w mwen optimis anpil, yon bagay konsa gen dwa pa kab rive fèt paske genyen plis pase 50 depite k ap touche lajan nan Palè Nasyonal, ki gen lajan pouvwa a nan men yo, yo byen peye pou sa, jounen jodi a enterè nasyon an pa enterese yo, vyolasyon Konstitisyon an pa enterese yo, restore yon diktati anndan peyi a pa fè yo anyen, se sèlman fè lajan, fè lajan, epi vann rès ti tan yo genyen kòm senatè, kòm depite bay Martelly. Se fè kòb, epi al lakay yo.

Donk se yon wont pou nasyon an. 49vyèm lejislati sa a mwen kapab di se youn nan lejislati ki pi kòwonpi mwen konnen. Koripsyon an pa anjeneral pou tout senatè 49vyèm lejislati a men pou sèten li angran nonm. *Quand on a passé* 50 depite ki mete yo ajenou nan pye laprezidans, nan pye pouvwa egzekitif la kote se aveuglément y ap reponn a yon seri de misyon, y ap vote tèt anba, anvan yo vote fò yo al negosye lajan. Gen depite ki trete tankou yon depite premye klas, gen depite ki trete kòm depite segon klas, genyen tou ki trete an paran pov.

Nou gen enfòmasyon kote gen moun ki nan PSP, jounen jodi a plan

*Suite à la page (18)*

*Suite de la page (11)*

à un million d'Iraquiens. Tout ce que dit Sontag est parfaitement applicable à la Syrie ici et maintenant : la farce se répète point par point. Une fois de plus, la guerre immorale et criminelle se justifie parce que c'est ainsi, et point final.

De fait, hier l'Union des Nations Sud-Américaines (UNASUR) a célébré son VII Sommet à Paramaribo, en République de Surinam : le bloc Sud-Américain à élaboré une déclaration commune fixant sa position au sujet de la Syrie. Je me permets d'attirer votre attention sur ce document qui « condamne les interventions externes, qui sont incompatibles avec la Charte des Nations Unies » de même qu'il « rejette le développement de stratégies interventionnistes de tous types ».

Souvenez vous de vous-même, Président Obama, souvenez d'où vous venez ; souvenez vous des lumineux exemples de dignité de Malcom X et de Martin Luther King qui vous ont formé et vous ont amené à lutter pour un destin meilleur. Souvenez-vous de vos origines ; souvenez-vous de vous, jeune leader et travailleur social de Chicago. Souvenez vous que vous vous êtes opposé frontalement à la guerre en Iraq et avez rejeté tout le tissu de mensonges avec lesquels on prétendait la justifier.

Ne soyez pas sourd au battement de conscience de ces paroles de Malcom X qui sont si actuelles « Et si les peuples, de ces différentes régions, commencent à voir que le problème est le même problème, et si les 22 millions de noirs Nord Américains, nous voyons que notre problème est le même que celui des peuples opprimés du Sud- Vietnam et du Congo et de l'Amérique Latine, (en fait, les opprimés de la terre constituent une majorité et non une minorité) alors affrontons nos problèmes comme une majorité qui peut exiger et non comme une minorité qui doit supplier. »

En m'inspirant de l'esprit et la lettre du frère Malcom X, je veux vous transmettre une ferme conviction : aujourd'hui nous sommes des millions d'hommes et de femmes sur la planète qui revendiquons le droit d'exiger que vous rejetiez définitivement la possibilité d'une aventure guerrière contre le noble peuple de Syrie. Comme le chantait l'immense John Lennon : « Nous parlons tous de donner une chance à la paix. »

« Obama sait-il qu'il fait partie de la bande d'Al Qaeda ? » c'est le titre d'un article éclairant de Robert Fisk publié récemment dans « The Independent ». Fisk écrit : « il y aura quelques ironies, c'est sûr. Pendant que les Etatsuniens liquident à coups de drones les membres d'Al Qaeda au Yémen et au Pakistan, (ainsi que, évidemment l'habituel groupe de civils) ces mêmes Etatsuniens faciliteront, avec l'aide de messieurs Cameron, Hollande et le reste des petits généraux politiques, l'assistance matérielle à la Syrie pour frapper les ennemis d'Al Qaeda. En fait, vous pouvez parier votre dernier dollar que les uniques cibles que les Etats-Unis ne vont pas bombarder en Syrie seraient Al Qaeda et le Front Nusra ». Voilà le dangereux puits de contradiction dans lequel est tombée la politique internationale Etatsunienne.

Je me permets de vous demander avec angoisse, Président Obama, à la lumière de la réflexion de Fisk, allez vous déclarer et déclencher une guerre pour favoriser l'arrivée d'Al Qaeda au pouvoir en la République Arabe de Syrie ?

Que le peuple Syrien résolve lui même ses conflits avec le droit sacré à la libre détermination dont sont investies toutes les nations souveraines ! Que sortent de la Syrie toutes les forces mercenaires qui ont déjà causé tant de destruction et de mort !

Comme disait le Commandant Chavez, il s'agit d'un nouvel Armageddon. Dans un monde sous la menace certaine de la guerre permanente, personne n'est sauf. Est-ce le monde que vous voulez ? Un monde ou règne la paix des cimetières ?

En cette heure de décisions cruciales, nous nous demandons avec Howard Zinn : « Ne devrions nous pas leur demander à tous d'oublier pour un moment leurs discours enflammés et d'imaginer ce que signifiera la guerre pour des êtres humains dont nous ne connaîtrons jamais le visage et dont les noms apparaîtront seulement sur un monument futur dédié à la guerre ? » Ce que nous pouvons faire pour procurer une paix durable et la stabilité de quelque nation de la planète que ce soit ne sera jamais suffisant, parce que le bien-être d'un Peuple nous élève alors que sa douleur nous rabaisse à l'humanité la plus vile.

Nous, de par l'amour de la paix que cultive le Peuple Vénézuélien, rejetons la guerre et disons non aux bombes, à la désolation et à la mort. Telle est notre espoir ; le même qui inspira l'âme de Martin Luther King quand il dit : « Même si je savais que le monde terminera demain, moi, aujourd'hui je planterai un arbre » Cet arbre est celui que nous désirons voir fleurir en ces heures si tendues et funestes.

J'aspire et j'espère que l'appel que je vous fais par cette lettre, Monsieur le Président, ne tombe pas dans le vide. J'aspire et j'espère que vous rectifiiez et que vous arrêtiez la machine de guerre qui s'est déjà mise en marche. J'aspire et j'espère que vous fassiez cesser le battement funèbre des tambours de la guerre en Syrie. Je demande à Dieu qu'il en soit ainsi.

Pour la paix en Syrie et dans le monde entier !! Non à la guerre!

Nicolas Maduro Moros

Chavez vit, la Patrie continue !!!!

Paix, Paix !

**Cubadebate 2 septembre 2013**
**Traduit par irisinda**
**LGS 15 septembre 2013**

# Mexique : assassinat de deux \députés de gauche

Par Patrice Gouy

Malgré les promesses du nouveau président Enrique Peña Nieto de renforcer la justice et de mettre fin aux abus de la police au Mexique, la liste des militants politiques assassinés s'allonge. En 48 heures, deux députés de gauche appartenant au PRD, le Parti révolutionnaire démocratique, ont été tués.

Le député Everardo Hernández était le président de la Commission de développement sociale de l'État de Oaxaca. Il a été assassiné devant son domicile, de deux balles dans la tête. Il était l'un des leaders des maîtres d'école qui manifestent actuellement contre la réforme éducative à Mexico.

Le député du Michoacán, Oswaldo Lucatero, a été lui tué à coups de machette par quatre individus alors qu'il donnait une interview à un journaliste. Ce député dénonçait haut et fort la gravité de la situation dans les terres chaudes du Michoacán. Il avait déjà reçu des menaces et avait été arrêté injustement sur ordre du gouverneur, accusé d'être un informateur des cartels de la drogue.

La répression s'exerce silencieusement dans tout le pays. En trois ans, 165 crimes politiques ont été commis dans le seul État d'Oaxaca. Le réseau des ONG qui défendent les droits de l'homme, dénonce la criminalisation des protestations sociales, les actes d'autoritarisme de la police et de la justice et la disqualification systématique des militants politiques, sociaux et écologiques de la part du gouvernement.

**LGS (RFI) 15 septembre 2013**

# Un adolescent palestinien condamné à 14 ans de prison

Le tribunal militaire israélien d'Ofer a condamné l'adolescent palestinien Mohamed Omar Rashed (17 ans) du village de Yatta, dans le sud d'Hébron à 14 ans de prison, dont 9 ans de prison ferme et 5 autres avec sursis, en plus d'une amende financière de 6 000 de Shekls.

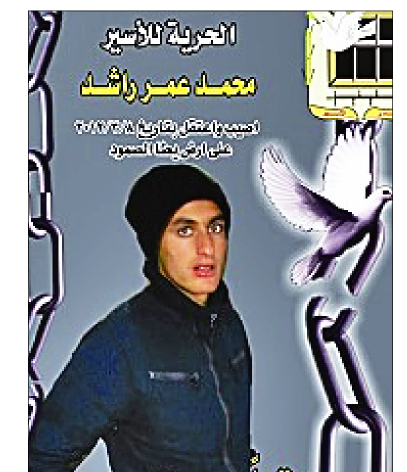
Rashed a été arrêté, le 8 mars 2012, lors de l'invasion de l'armée israélienne dans le village de Yatta et le martyre de Zakaria Abou Aram, où il a été blessé avec plusieurs balles réelles au dos.

Les organisations des droits de l'homme ont fermement condamné le fait que l'occupation juge les enfants palestiniens.

Le centre palestinien pour les droits de l'homme dans les territoires palestiniens a publié un communiqué après le procès de l'enfant Rashed, condamnant ces mesures arbitraires sionistes, en considérant qu'elles sont injustes passant pour être des violations du quatrième convention de Genève et de l'accord des droits des enfants.

Il est à noter que les autorités de l'occupation ont publié une loi qui permet de juger les enfants palestiniens à l'âge de 12 ans.

**LGS 15 septembre 2013**




**Mohamed Omar Rashed (17 ans)**

# L'administration Obama n'est pas sûre de son décompte des victimes de la ghouta

L'administration Obama avait initialement chiffré les victimes des gaz dans la ghouta de Damas, le 21 août 2013, à 1 429, tandis que le gouvernement français en comptait 281 [1].

Selon Reuters, le chiffre officiel états-unien pourrait inclure non seulement des victimes de gaz, mais aussi celles de bombardements classiques ou toute autre personne décédée [2].

L'agence conclut en citant Paul Pillar, l'ancien directeur du Renseignement US au Proche-Orient. Selon lui, l'administration Obama a commis une erreur en donnant un chiffre trop précis, surtout dans le contexte d'une guerre civile.

L'administration Obama reste cependant ferme sur un point : pour elle, l'armée arabe syrienne a bien fait usage de gaz de combats contre sa propre population.

**Notes**

[1] « Rationalité occidentale », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie)/Réseau Voltaire, 7 septembre 2013.

[2] "Exclusive: U.S. total of Syrian gas deaths could include bomb casualties - sources", par Mark Hosenball, édité par Marilyn W. Thompson, Peter Henderson et Tim Dobbyn, Reuters, 12 septembre 2013.

**Réseau Voltaire 14 septembre 2013**

## Hasta siempre Comandante!,Chavez pour toujours!

# En guise d'hommage à Hugo Chavez *(1ère partie)*

Par : Jean-Michel Mabeko-Tali *

Ndlr. Pour que ne meure pas la mémoire du *querido comandante*, nous continuons la rubrique *Hasta siempre Comandante* avec cet hommage par le romancier et professeur d'histoire Jean-Michel Mabeko-Tali. Paru environ un mois après la mort de Chavez, il s'agit d'un très long texte que nous publierons en trois temps [F.L]

Quand on est citoyen d'un pays africain parmi ces chanceux territoires géologiquement «assis» sur d'immenses nappes pétrolifères, et que l'on est plus que saturé d'images contradictoires entre d'une part une minorité sociale scandaleusement riche, égoïste et arrogante, seule véritable bénéficiaire de la rente pétrolière, et une immense majorité oubliée dans ses misères sociales, on ne peut que regarder avec sympathie et envie, en toute honnêteté, et audelà des discours idéologiques, ce qui s'est passé du côté du Venezuela sous la révolution bolivarienne de Hugo Chavez.

Quand on a grandi sous l'idée que posséder des puits de pétrole est une malédiction nationale, car engendrant inévitablement une corruption des classes dirigeantes, une pourriture de la morale sociale, et aucun bénéfice pour la majorité de la population, et qu'il vaudrait mieux ne pas en avoir du tout, on ne pouvait qu'écouter avec attention, intérêt et sympathie, ce qu'en disait Hugo Chavez.

Lorsqu'on a été saturé par les murmures lâches sur la question des revenus pétroliers nationaux, et par l'idée que pour être en paix avec nos anciens «**nokos**[1]» occidentaux, il valait mieux ne même pas savoir combien de tonnes de pétrole ils pompent par jour chez nous, on ne pouvait qu'écouter avec intérêt, et une sympathie accrue les envolées nationalistes et «tiers-mondistes» de Hugo Chavez quant au devoir impérieux et historique, pour les jeunes états-nations, de prendre possession de leurs ressources naturelles.

Quand on habite les quartiers pauvres de Brazzaville, Luanda ou d'ailleurs en Afrique, et que l'on voit chaque jour les flagrantes contradictions entre les glorieuses et toujours ascendantes statistiques de la production pétrolière «nationale» d'une part, et d'autre part la misère, toujours accrue de l'écrasante majorité de la population de la «nation pétrolière», il est difficile de ne pas écouter et entonner, même en sourdine, l'hymne de la révolution sociale bolivarien de Hugo Chavez.



**Hugo Chávez Frías**

Quand dans un pays producteur, l'annonce de la découverte d'un nouveau puits de pétrole provoque à la fois le ricanement et les soupirs désabusés voire désespérés de l'homme de la rue, du bas peuple, fatigué de tant de bruits pour rien, car n'en voyant toujours pas de retombées sur sa vie quotidienne, comment ne pas prêter l'oreille aux lamentations du bas peuple de Caracas face à la disparition physique de son charismatique leader ? De celui qui, pour la première fois dans l'histoire des nations pétrolières du «Tiers monde», a donné à son peuple les raisons de sourire et de se réjouir à l'annonce des immenses réserves pétrolières (les plus importantes du monde) de leur pays ?

Quand on vit misérablement dans les marécages imbibés de pétrole du Delta du Niger, où cultiver la terre est devenu littéralement une gageure, et consommer le poisson péché dans les cours d'eau de la région un acte dangereux pour la santé tellement l'eau et la terre sont empoisonnées par des années d'exploitation sans égard pour l'environnement, dans une misère des population empirant d'année en année, comment ne pas regarder avec envie les efforts de réinvestissements sociaux déployés par la Révolution bolivarienne de Hugo Chavez au bénéfice des populations vénézuéliennes ?

*Ndlr.* **Jean-Michel Mabeko-Tali.** Romancier et historien. Docteur en histoire, Université Paris VII. Enseigne l'histoire de l'Afrique à l'Université de Howard à Washington (en 2005).

Afrique Asie. Publié le : 12/04/13

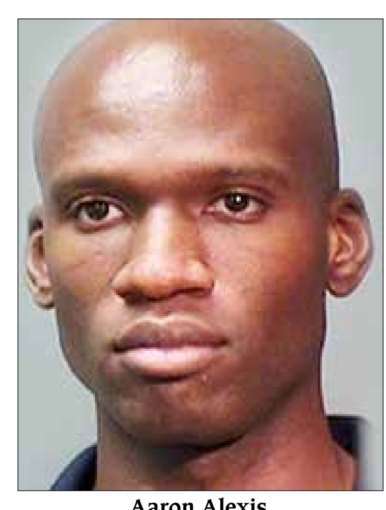
[1] **Nokos** : «Oncle», en lingala, une référence ironique aux anciens colonisateurs.

# Etats-Unis : Fusillade à Washington,13 morts !

Le lundi 16 septembre, dans un immeuble de bureaux de la Marine américaine à Washington, un homme de Fort Worth (Texas), Aaron Alexis, un Noir âgé de 34 ans, né à New York, , vers les 08H20 (12H20 GMT), a pénétré légalement au siège du Commandement des systèmes navals de la Marine américaine (NAVSEA), dans l'immeuble 197 du complexe, où travaillent 3.000 personnes dans le quartier en reconstruction de Navy Yard, dans le sud-est de Washington et a ouvert le feu à plusieurs reprises.

Cet homme selon le FBI « travaillait comme informaticien pour un sous-traitant de Hewlett-Packard, chargé de mettre à jour l'intranet de l'US Navy et des Marines. Dans sa recherche de mobile, le FBI a lancé un appel au public pour obtenir des renseignements. Nous cherchons à savoir tout ce qui est possible sur ses récents mouvements, ses contacts et ses connaissances »

Le bilan est très lourd, il s'agit de 13 morts, parmi lesquels le tireur et 8 blessés. Aaron Alexis avait passé près de quatre ans dans la Marine américaine, comme réserviste de mai 2007 à janvier 2011, mais les raisons de son départ restent aussi indéterminées. Bien qu'il ait été arrêté en deux occasions pour avoir fait usage de son arme à feu, cet homme qui selon Associated Press est, « le suspect de la fusillade. Il souffrait de troubles mentaux sérieux, notamment de paranoïa et de troubles du sommeil. Il entendait des voix et [malgréqu'il] était suivi depuis août par l'administration des vétérans », il a eu toujours le droit de port d'arme ; c'est-à-dire, il avait un permis légal. Aaron, au moment d'effectuer sa forfaiture, était équipé d'un fusil d'assaut AR-15, d'un fusil à double canon et d'un pistolet.



**Aaron Alexis**

Rappelons qu'il avait été arrêté en 2010 pour avoir vidé son chargeur à travers le plafond de sa voisine, contre laquelle il avait porté plainte pour nuisances sonores. Les charges avaient été abandonnées. "Il a été déterminé qu'Alexis nettoyait son arme dans son appartement quand le coup est parti accidentellement. Une balle a atteint l'appartement du dessus. Personne n'a été blessé", a assuré un porte-parole du procureur du comté de Tarrant dans un communiqué. Quelques années plus tôt, en 2004, la police de Seattle l'avait interpellé après qu'il eut tiré trois balles dans les pneus d'un ouvrier qui s'était garé devant chez lui. Il avait dit à la police qu'il était en colère mais ne se souvenait de rien.

Ses motivations restent encore inconnues et "il n'y a aucune raison de penser à ce stade" qu'il s'agisse d'un acte terroriste, a affirmé le maire de Washington Vincent Gray, sans toutefois écarter d'office cette piste. Pour la Maison Blanche, le président Barack Obama a dénoncé cet acte comme une action "lâche" et déploré que le pays se retrouve "une nouvelle fois face à une fusillade de masse" visant cette fois des militaires et des civils employés par l'armée. "Ils connaissent le danger d'être déployés à l'étranger, mais aujourd'hui ils ont été confrontés à une violence inimaginable, qu'ils ne s'attendaient pas à rencontrer ici".

Obama a donné l'ordre de mettre les drapeaux en berne jusqu'à vendredi soir. Le secrétaire à la Défense Chuck Hagel a parlé d'un "jour tragique" pour l'armée et pour le pays. La présidence française pour sa part a exprimé "l'entière solidarité" de la France avec les Etats-Unis.

Suite de la page (20)

professeur Maxime Roumer. Si de leur côté les Parlementaires ne tarissaient pas d'éloges, le recteur Jean Vernet Henry a fait une constatation plutôt sociologique.

**Lecture du recteur Henry**

« *Personne ne peut se permettre de nier cette évidence selon laquelle le grand orchestre Tropicana d'Haïti s'est attiré la sympathie de toutes le générations indistinctement. Ce qu'il convient de faire remarquer, chez nous toutes les entreprises ont toujours été une simple affaire de famille bloquée dans une mesquinerie impitoyable. C'est rare pour ne pas dire difficile que des gens d'horizons divers puissent faire une telle mise en commun et qui puisse aller au-delà d'un demi-siècle d'existence. La pérennité d'une telle entreprise est un bel exemple à enseigner à tous nos compatriotes désireux de se lancer dans les affaires* ».

Telle a été la lecture éclairée du recteur de l'HUEH, l'agronome Jean Henry Vernet, allias Gògò pour ses amis du club de tennis de Jacquet. Le recteur Vernet a poursuivi pour exhorter le Parlement à renouveler ce geste envers l'orchestre Septentrional, qui, aujourd'hui avoisine les 65 ans. Point n'est besoin de chercher les métaphores pour décrire les sentiments auxquels ont donné lieu ces marques de sympathie.

«*Au nom du groupe, je vous félicite et vous remercie pour cette initiative. La vie haïtienne aurait eu un vide sans Tropicana. Eduquer, instruire, amuser et plaire, c'est notre mission première»*, a fait savoir Antoine Augustin, un cadre de l'orchestre Fusée d'or internationale. *«Au-delà du symbolisme de cette cérémonie, on trouve la dimension de reconnaissance sociale du travail réalisé par le groupe pendant un demi-siècle. Nous sommes là pour lutter contre la mélancolie, la solitude et la nostalgie*», a confirmé Octavius Charles, dit Ti Blan, maestro-conseiller de ce groupe musical aujourd'hui cinquantenaire.

«*Sans nul doute, le Tropicana est la Force. Nous marchons droit vers les 100 ans*», a soutenu l'administrateur de Tropicana. Pierre Pelota, croit qu›une telle initiative témoigne de la volonté des plus hautes instances de l›Etat de supporter la musique haïtienne. La cérémonie, s'est clôturée lorsque les membres de l'administration, les musiciens et même les fans de l›orchestre du maestro Ti Blan ont chacun reçu une plaque Honneur et Mérite pour le travail accompli dans la communauté.

**Recommandations**

Certains observateurs notamment le critique d'art Pradel Henriquez, se félicitent du fait que le Tropicana ait développé une autre dimension au sens organisationnel ou institutionnel qui rassure, motive ses artistes. Cette attitude positive les met toujours en condition de donner leurs meilleures performances à chaque concert, à chaque spectacle. Cette approche rejoint celle du Recteur Jean Henry Vernet.

Le critique d'art a aussi admis que l'originalité de cette initiative du Sénat de la République, sous le leadership de son Président, Simon Dieuseul Desras, vient du fait que les pouvoirs d'Etat en général dans notre pays, comprennent rarement la nécessité de rendre hommage aux créations haïtiennes et aux créateurs qui sont pourtant paradoxalement honorés en terre étrangère.

Demandons-nous par où serait passé le chef de l'Etat qui, selon des rumeurs serait lui aussi un musicien. Quel paradoxe, d'ignorer aussi magistralement que l'Orchestre Tropicana d'Haïti vient de souffler une cinquantaine de bougies le 6 aout dernier. *Si se te pou joure lidè politik se t ap 10/10.* Pourtant certains pays, tel le Canada, vénèrent, de manière officielle, l'orchestre Septentrional. Bien d'autres hommages similaires se tiennent ordinairement en France ou aux Etats Unis.

Sachant son caractère revanchard, l'homme au pouvoir, aurait-il des contentieux non encore vidés avec ce groupe ? Tropicana, aurait-il dans le temps ravi un contrat au groupe de Sweet Miki dans un club où le public serait allergique à ses kyrielles d'insanité offensantes ? L'actuel chef de l'Etat aurait-il des réflexes suffisants pour embaucher des conseillers ayant la dimension pour cerner la valeur intrinsèque de l'art. *Se pa peta non* !!!

De toute façon, Haïti Liberté jure par nos ancêtres les preux que la valeur socioéconomique de la culture et de l'art dans le cadre d'un développement endogène ne sera jamais l'apanage d'un Lambert, d'un Youri Latortue, d'un Jean Mario Dupuy, d'un Guyler C. Delva. Ces con-seillers beaucoup plus enclins à encourager leur chef à insulter les hommes politiques de l'opposition en les qualifiant de voleurs de poules, de cabris et de bœufs ne pourront jamais atteindre cette dimension. Yo konnen nou konnen yo.

Lambert, Latortue, Mario Dupuy, Guyler Delva, n'ont-ils pas encouragé leur chef à ne pas organiser les élections, depuis novembre 2011. C'est pour eux le meilleur exutoire pour pouvoir renvoyer le parlement le 2ème lundi de janvier et se perpétuer indéfiniment au pouvoir ? Ces conseils suicidaires portent la même marque d'intrigues coutumières de ces apatrides traditionnellement hostiles aux institutions régaliennes.

Quel autre conseil salutaire pourraient fournir ces manœuvriers impénitents à celui là, qui, après s'être réuni avec le juge Jean Serge Joseph, a vu ce dernier succomber aux pressions un jour après ? Men ki konsèy Lanbè, Latòti ak Maryo Dipi ka bay !!!An an nou sezi!!! Aucun de ces conseillers n'a pu déceler la formulation convenable d'une correspondance officielle pour inviter les partis politiques à une réunion avec le président le 14 aout dernier. *Se sa k fè yo youn pa met pye tou. Miki te dwe revoke yo tout pou kreten fosforesan. Ou pa ka ap touche tout kòb sa a epi w pa ka fè yon lèt.*

De son coté, Haïti Liberté, fort de ses convictions inébranlables dans la culture locale comme une des formes d'expression de la souveraineté croit fermement que ce genre d'hommages doit être simplement institué, formalisé, comme l'a proposé Pradel Henriquez. Aussi, des lois doivent être votées en vue d'assurer le confort nécessaire et la protection indispensable à nos créateurs qui resistent et demeurent les courroies de transmission des hautes valeurs culturelles indispensable à notre identité de peuple, à la créativité perpétuellement en rut. *Vote lwa yo se youn. Fè Miki pibliye epi pwomilge yo se yon lòt.*

A travers ces lignes énoncées en guise d'hommage bien mérité d'Haïti Liberté à l'Orchestre Tropicana d'Haïti, toute l'équipe de la rédaction se fait le devoir d'implorer le pardon du groupe en faveur du gouvernement Martelly/Lamothe. Tropic, pardonnez-leur même s'ils savent pertinemment que ce qu'ils persistent à faire blesser la décence et la bienséance. Madame Josette Darguste, la ministre de la Culture, avec sa coiffure de *tèt mòn Makaya* est plus préoccupée de se procurer des foulards qui trainent sous ses talons *kikit*. Madame la ministre pour le plus grand malheur de la culture serait-elle dotée de la culture nécessaire pour harponner cette thèse pour le moins pertinente?

« *Ceux qui produisent font certes notre fierté. Mais avoue, qu'à ce pays détruit physiquement et moralement, en particulier depuis l'application aveugle de la politique néolibérale inhérente au plan américain pour Haïti, ajouté à l'inconscience monumentale de ces élites de djihadistes, il ne reste apparemment rien que, les talents de nos créateurs, de nos artistes qui ont défié la misère, la précarité, l'exploitation à outrance et même le mépris pour que notre belle Haïti, ait encore un sens sur la grande carte géographique planétaire*».

*Bon Fanfan, n ap plede pale gwo franse, sa k di nou madanm nan ak tout konseye kaletèt li yo okouran gen djaz ki rele Twopikana, Septantriyonal, alevwa pou Nemou, Siko, Djaz Dèjèn e latriye* ? Terminons donc cet hommage par des pas de danse «**Twopik se lakadans, Twopik se lakadans**». Fanfan, trêve de démocratie, la «récréation» est arrivée à son terme. Au cours d'une édition de l'émission Ranmase diffusée au cours du mois d'aout 2012, Guyler C. Delva a proféré des menaces contre quiconque oserait revendiquer les droits auxquels il a droit.

«*Il est libre à n'importe qui de s'exprimer comme bon lui semble. Car le gouvernement Martelly/Lamothe vous accorde cette faveur de dire ce qui vous vient à la bouche. Autrement, vous n'auriez pas cette possibilité*». Fort heureusement, le leader du KID, qui a pu sans coup férir déceler les graves menaces qui se cachent derrière cet «avertissement», n'a pas réfléchi une seconde pour protester énergiquement contre le projet de **baboukèt** de ce gouvernement dont Delva est le porte-parole.

«*Désolé Monsieur Delva, le droit à la parole, ne vous en déplaise, loin d'être une faveur du gouvernement Martelly/Lamothe, est un acquis démocratique, suite à des sacrifices de sang*», lui a rétorqué Evans Paul. Et, déterminé à joindre l'intention au fait, une année après, un Lwijanboje, ti René Gwo Moso Francisco sur recommandation de ce même Guyler, installé comme chef suprême et effectif au Parquet de Port-au-Prince, a eu à déclarer sans ambages «*Rekreyasyon an fini*».

*Yon moun ki pa dakò bwè pwazon*». *Bòs GwoMoso,hmmmmmmmpoze w, Zokiki te fè plis pase w. Jounen jodi a kote l ?.......Absan* !!!

**Les musiciens de Tropicana « C'est un patrimoine national, un patrimoine mondial Chapeau Tropic» ! a souligné le sénateur Dieuseul Simon Desras.**

Suite de la page (16)

pou yo kraze palman an, yo pa gen pwoblèm avè l paske yo touche manda yo deja. Genyen yo bay 50 milyon goud, genyen ki soti avèk 19 milyon, genyen ki ak 13 milyon, ou jwenn sa yo trete anparanpov kote se nan mande yon ti bagay pou yon fèt patwonal lakay yo, yo ba yo yon 250mil goud, yon 300mil goud. E malgresa yo pako ka janm pran responsablite yo pou yo retounen nan sikonskripsyon yo pou yo akonpaye popilasyon an, pou yo akonpli tach palmantè yo, pou yo reponn egzakteman ak atribisyon konstitisyonèl yo, pou yo kapab fòse Prezidan Martelly respekte sa nou rele prensip separasyon 3 pouvwa ki genyen anndan peyi a.

Donk mwenmenm antan yon senatè men militan politik anvan tou, mwen Joseph Joël John, mwen la m ap fè travay mwen kòm senatè, m ap mobilize nasyon an pou m anpeche pouvwa diktatoryal sa rive enstore tèt li anndan peyi a.

**AL:** Kisa ou panse ki pral rive 14 janvye 2014 ?

**JJJ:** *Jusqu'à maintenant, il n'est que d'attendre.* Prezidan an anonse *la couleur*, ekip ki avè l anonse *la couleur.* Yo voye yon lwa elektoral, kote yo mete yon atik ladan l, kote apati atik sa a yo vle pou yo kapab deja fè pwovizyon pou 14 janvye yo konstate sa yo rele *la caducité du parlement.* Gen anpil moun ki soulve kont plan sa a, yo wè plan sa a pa ka mache, yo kòmanse prese pou yo fè yon seleksyon. Avèk seleksyon sa yo konnen yo kapab di yo ranplase senatè sa yo, malgre senatè sa yo manda yo ap fini dezyèm lendi janvye 2015.

Noumenm ankò kòm senatè se pa sa ki enterese nou. 2zyèm lendi 2014 se pa sa ki enterese nou. Nou vle rete soude, konvenki ke manda nou *en tenant compte de la Constitution,* nou la pou 2zyèm lendi janvye 2015. Mwen prete sèman 4 septanm 2009, 4 septanm 2015 ap fè m 6zan. Konstitisyon an di klèman mwen gen yon manda pou 6zan e si eleksyon pa rive fèt nan lè pou l fèt, kèlkeswa lè mwen rantre a se konsidere mwen te rantre 2zyèm lendi janvye. Donk selon konstitisyon amande a, menmsi mwen te rantre 4 septanm 2009, mwen konsidere se 2zyèm lendi janvye 2015 manda m ap fini pou make 6zan.

Donk 2014 pou mwenmenm gen foli prezidan an ap fè. Mwen kwè li ka rive resezi l pou l konnen li pa ka pran peyi a pou l ap lage l kote li prale a, li pa ka pran nasyon an pou l ap divize tout moun ki anndan peyi a. Fòk li respeke limit li. Li se Prezidan Repiblik la, nan 3 pouvwa a li fè pati, pouvwa egzekitif, noumenm palmantè nou fè pati pouvwa lejislatif la, genyen moun ki nan aparèy jidisyè yo, yo fè pati, pouvwa jidisyè. Donk fòk li respekte sa yo rele prensip separasyon 3 pouvwa yo, fò l sispann fè yon batay T-Vice/Sweet Micky. Nou pa nan T-Vice/ Sweet Micky ankò, nou pa nan T-Vice avèk lòt dyaz anndan peyi a. Se politik, se dirijan nou ye anndan peyi a, fòk nou mete tèt nou nan yon wotè pou popilasyon an kapab aprann sou nou.

Malerezman Prezidan Repiblik la Joseph Michel Martelly li pa alawotè pou li pran responsablite l kòm prezidan, tout moun wè se yon amatè, se pa yon moun ki kapab mennen peyi a okenn kote, se yon ekip ki echwe, se yon ekip kreten ki nan tèt peyi a e tout rèv yo genyen se fè lajan, se bwote lajan peyi a al sere aletranje, se kreye plis mizè pou pèp ayisyen an e se reyenstore anndan peyi a yon pouvwa diktatè, yon pouvwa pezesouse avèk pil ekip kriminèl sanfwanilwa nan tèt peyi a.

Noumenm n ap fè tout sa ki depann sou nou pou se pa 14 janvye nou pral pran responsablite nou. Men nou deja pran responsablite tankou sitwayen avan tou, militan politik e senatè larepiblik pou nou fè yon sèl avèk pèp ayisyen an pou nou fè echèk ak plan diktati Joseph Michel Martelly avèk rejim kaletèt la.

**AL:** Si Prezidan an reyisi nan koripsyon l ap fè ak depite pou bloke miz annakizasyon an, si li reyisi disoud palman an 14 janvye, ki altènativ?

**JJJ:** Pèp la se yon pèp ki sivilize. Li sivilize otan defwa ou respekte li, otandefwa ou respekte prensip règ ki etabli nan jwèt demokratik la. Yon fwa prezidan an kontinye ap vyole manman lwa peyi a, yon fwa prezidan an kontinye trete tout moun nan peyi a, vòlè kabrit, vòlè bèf, vòlè tè, li pa gen respè pou pyès moun, li pa respekte sa yo rele prensip separasyon 3 pouvwa yo, li panse li kapab dirije peyi a ak dekrè, li panse li kapab reyenstore diktati anndan peyi a ebyen ou pral wè pèp ayisyen an pral kanpe tankou yon sèl òm pou fòse depa san kondisyon Joseph Michel Martelly.

Nou deja klè sou pozisyon nou deja. Se pa eleksyon avèk ekip ki sou pouvwa a paske nou pa kab fè ekip sa a konfyans pou nou ale nan eleksyon ansanm avè l. Se yon mobilizasyon manch long jiskaske Martelly kite peyi a.

**AL:** Yon dènye kesyon senatè, si Martelly ak Lamothe ale, ki pwochen etap ?

**JJJ:** Konstitisyon an li trase tout pwosedi ki kapab mete anplas yon nouvo gouvènman nan plas prezidan repiblik la. Etandone jounen jodi a tout moun genyen dout parapò sa k te pase nan lane 2004, lè boujwazi a te met kèk moun nan lari pou te mande depa prezidan Aristide. Ebyen lè yo te fin kidnape prezidan Aristide yo voye l annegzil, tout reyaksyonè ki t ap goumen yo, se pa yo ki te vin dirije, se te kominote entènasyonal la ki la jounen jodi a ki te enstale nan peyi a Gérard Latortue. Tout moun te echwe. Se menmjan an gen enkyetid la pou batay k ap fèt la, klas politik la pa pase sou kote, pou se travay kominote entènasyonal la y ap fè. Nou kwè se nan dyalòg, yon chita pale ansanm, tout moun ap kapab jwenn ansanm ki fason, ki mwayen pandan n ap gade konstitisyon an pou konble vid sa ki pral genyen nan peyi a, pou ranplase Joseph Michel Martelly ak premye minis li Laurent Lamothe.

## Un livre de Fidel Castro est présenté à la Fête de l'Humanité

Le livre "El derecho de la humanidad a existir" ( Le droit de l'humanité d'exister), du leader de la Révolution Cubaine Fidel Castro, a été présenté au stand de l'association France-Cuba au cours de la Fête du quotidien « L'Humanité, organe du Parti Communiste Français qui a pris fin ce dimanche à la Courneuve, dans la banlieue de Paris.L'œuvre contient des documents et des réflexions de Fidel Castro sur l'environnement et le développement soutenable et il lance une mise en garde contre le danger d'extinction de l'espèce humaine.

La Fête de l'Huma au cours de laquelle le livre a été présenté, a pour objectif de promouvoir le dialogue, la solidarité entre les peuples et la lutte pour un monde meilleur. La fête traditionnelle de ce quotidien est célébrée depuis 1930 avec la participation de partis et d'organisations syndicales, sociales et culturelles de tous les continents.

**Le Département d'État USA devra présenter des documents sur l'affaire des 5**

**Washington, 16 septembre (RHC/Cubadebate)**- L'Alliance pour la Justice Civile (PCJF de son sigle en anglais) a porté plainte, en vertu de la Loi de Liberté d'Information (FOIA de son sigle en anglais) contre le Département d'État Étasunien à cause de son refus de présenter les documents qu'il possède sur les paiements secrets effectués par le gouvernement à des journalistes de Miami, avant, pendant et après le procès intenté contre les 5 antiterroristes cubains.À la suite de la plainte du PCJF, le Département d'État doit présenter rapidement des documents sensibles en son pouvoir. Les premiers documents doivent être rendus publics en octobre.

Maître Mara Verheyden – Hilliard , Directrice Exécutive du PCJF a signalé qu'il s'agit d'un pas en avant dans le cadre des efforts pour faire connaître la vérité au sujet d'une terrible aberration de la justice dans ce cas. Les documents que le Département d'État a refusé de présenter couvrent une période critique pour les 5 antiterroristes cubains. Ils portent sur les paiements effectués par le gouvernement étasunien à des journalistes de Miami au moment même où le gouvernement des États-Unis était en train de juger les 5. En octobre 2010, le quotidien « Libération », invoquant aussi la FOIA, a demandé les documents sur les paiements cachés faits par le gouvernement étasunien à des journalistes de Miami depuis 1998 jusqu'à 2002. Les 5 ont été arrêtés le 12 septembre 1998 et le procès, qui a duré sept mois, a commencé en novembre 2000.

Maître Carl Messineo, Directeur Légal de l'Alliance pour la Justice Civile a expliqué l'objectif de la demande au moment de sa présentation, en juin 2013 dans les termes suivants : «Il semble que le gouvernement manipule l'opinion publique nationale pour avancer dans sa politique et pour aider le ministère public à atteindre ses objectifs. Il n'a pas le droit de cacher sa mauvaise conduite ».

**La Havane, 16 septembre**

# Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

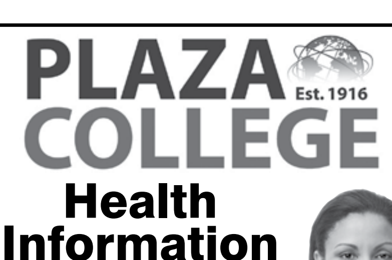
















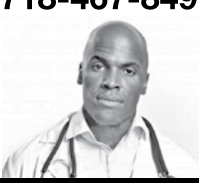




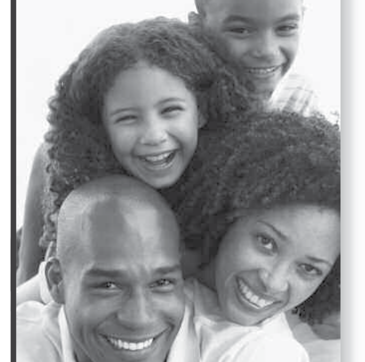




























# L'Orchestre Tropicana d'Haïti: Un patrimoine musical national



**Nous sommes là pour lutter contre la mélancolie, la solitude et la nostalgie», a confirmé Octavius Charles, dit Ti Blan, maestro-conseiller de ce groupe musical aujourd'hui cinquantenaire.**

Par J. Fatal Piard

*Permettez-nous de dédier cet article à la mémoire de Madame Lola Jeanty, une collègue de travail, fan inconditionnelle de la fusée musicale internationale, emportée par une insuffisance rénale ça fait déjà trois ans.*

Si nous nous référons à la thèse de la création, nous pouvons affirmer d'entrée de jeu que la musique est aussi vieille que l'homme. En outre, ce n'est un secret pour personne que cet art des sons harmonieux reste et demeure l'une des formes les plus vivantes d'expression de la culture d'un peuple. Donc aucune société n'a su exister sans culture et sans art, encore moins sans musique.

Cependant, parvenir dans une certaine mesure à concilier des instrumentistes, fort souvent de tempéraments différents pour pérenniser un groupe au-delà de 5 années, relève d'une gymnastique parfois au résultat incertain. Pourtant, certains groupes l'ont fait. Si l'on se souvient bien, depuis son premier mandat, le président René Préval (1996-2001) avait eu à célébrer le cinquantenaire de l'orchestre Septentrional.

Ce vendredi 6 aout soit 15 ans après, c'est au tour du parlement haïtien de commémorer avec tout le faste dû à cet évènement artistique, les 50 ans de l'orchestre Tropicana, l'autre rivalet co-citadin du Septentrional. Un parterre d'hommes politiques, des plus hauts cadres de l'université d'Etat, d'intellectuels et d'artistes composaient l'assistance à l'occasion de cette cérémonie d'hommage. Les représentants des bureaux des deux chambres du Parlement comme à l'occasion d'une assemblée nationale ne tarissaient pas d'éloges à l'endroit de ces héros de la musique populaire dansante.



**Le sénateur Moise Jean Charles pose avec le chanteur Jean Paul Edouard**

**Les discours**

*«C'est avec le plus grand honneur et la plus grande référence que le Parlement dans son ensemble vous fait part de ses cordiales révérences cher Tropicana. C'est aussi avec un infini honneur que les mandataires du peuple vous ont reçu ici dans l'hémicycle. Nous savons que la route a été longue, glissante et semée d'embûches. Mais grâce à votre persévérance, vous êtes aujourd'hui «le chouchou, le boulpik » de toute la nation. Tropic, c'est un modèle de réussite. Après 50 ans de succès, l'institution a revêtu une dimension nationale».*

En ces thèmes apologétiques, le sénateur Dieuseul Simon Desras, a parlé de l'orchestre Tropicana, qui selon le parlementaire serait hors de portée. En guise de propos de conclusion le Président de l'Assemblée nationale a surenchéri ainsi «*C'est un patrimoine national, un patrimoine mondial. Chapeau Tropic*»! Outre le Parlement, le Recteur de l'Université d'Etat d'Haïti, l'agronome Jean Henry Vernet, l'homme de droit, Me Gérard Gourgue, le professeur Victor Benoit étaient du nombre des convives.

*«Le Tropicana d'Haïti, est devenu au fil du temps l'orchestre de la communauté. En cette occasion, je recommande vivement aux autres groupes de la nouvelle génération de suivre les traces de la formation capoise, qui, par suites d'inestimables sacrifices, a pu surmonter bien de vicissitudes pour célébrer aujourd'hui ses 50 années de création et devenir un patrimoine commun»*, a conseillé le Président de la chambre des Députés Me Jean-Tholbert Alexis.

De son côté, le Président de la commission des Affaires sociales de la Chambre Haute a abondé dans le même sens que ses prédécesseurs. «*Un demi-siècle après sa création, le grand orchestre Tropicana continue de faire l'honneur de tous les Haïtiens partout où il est passé* », a affirmé le deuxième sénateur de la Grande'Anse le

*Suite à la page (18)*